

**BIE**



**FIDA**

Investir dans les populations rurales

Bureau indépendant de l'évaluation

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET

République de Cabo Verde

# Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales





**République de Cabo Verde**

**Programme de promotion des opportunités socioéconomiques  
rurales**

**Évaluation de la performance du projet**

Photos des activités appuyées par le Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales

Page couverture : Propriétaire de serre à Santiago. ©FIDA/Steven Jonckheere

Le présent rapport est publié par le Bureau indépendant de l'évaluation du Fonds international de développement agricole (FIDA) et les résultats et conclusions qui sont présentés dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement le point de vue des États membres du FIDA ou de leurs représentants au Conseil d'administration. Les appellations employées et la présentation des données dans cette publication n'impliquent pas l'expression, de la part du FIDA, d'une quelconque opinion concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de leurs autorités, ou concernant le tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations «pays développé» ou «pays en développement» répondent à un souci de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement sur le stade atteint par un pays ou une zone donnés dans le processus de développement.

Tous droits réservés.

©2025 Fonds international de développement agricole (FIDA)

## Préface

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation de la performance du Programme d'opportunités socio-économiques rurales (POSER), la première à être menée au Cabo Verde par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.

En tant que petit État insulaire en développement, le Cabo Verde est confronté à l'isolement, au manque de ressources naturelles, à une économie vulnérable aux chocs extérieurs, aux catastrophes naturelles et à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, la sécheresse prolongée et la dégradation des sols ont intensifié la désertification, freinant les progrès agricoles. Le POSER cherche à améliorer les conditions de vie des populations rurales défavorisées en facilitant l'accès à l'eau et en créant des opportunités économiques.

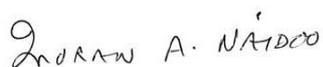
La stratégie initiale de mise en œuvre s'est révélée impraticable, rendant ainsi nécessaire une modification de la stratégie. En particulier, la deuxième phase a mis l'accent sur l'accès à l'eau, alignant ses priorités avec les besoins des habitants des zones rurales.

Même si les projets de mobilisation de l'eau sont cruciaux pour la production et les revenus, l'évaluation a révélé que certains ont connu des difficultés techniques et opérationnelles. De plus, le soutien pour l'accès au marché reste limité et les résultats sur l'adoption de bonnes pratiques agricoles sont mitigés.

Bien que les revenus des bénéficiaires aient augmenté, l'impact sur les ménages les plus vulnérables est resté limité, tout comme les résultats en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes. En outre, il aurait fallu adopter plus de précautions pour protéger les sols de la dégradation.

En regardant vers l'avenir, il est essentiel de prioriser les investissements dans la gestion de l'eau, tout en veillant à intégrer des pratiques durables pour l'entretien des infrastructures et des technologies de production adaptées. Outre les actions dans l'agriculture, il faut soutenir davantage les initiatives des micro-entreprises et petites entreprises opérant dans des activités non agricoles le long des chaînes de valeur.

J'espère que les enseignements tirés de cette évaluation orienteront le reste de la période de POSER et les futurs projets similaires, tout en améliorant les résultats de la coopération entre le Gouvernement du Cabo Verde et le FIDA.



Indran A. Naidoo, PhD  
Directeur  
Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

## **Foreword**

*This report presents the results of the Rural Socioeconomic Opportunities Programme (POSER) performance evaluation, the first to be conducted in Cabo Verde by the Independent Office of Evaluation of IFAD.*

*As a small island developing state, Cabo Verde is marked by isolation, lack of natural resources, an economy vulnerable to external shocks, natural disasters and food insecurity. Moreover, prolonged drought and soil degradation have intensified desertification, stifling agricultural progress. POSER is aimed at raising the standard of living of disadvantaged rural populations by facilitating access to water and creating economic opportunities.*

*The original implementation strategy proved unrealistic, thus calling for modification. In particular, the second phase has stressed access to water, aligning priorities with the needs of rural dwellers.*

*While water mobilization projects are critical for boosting production and income, the evaluation identified a number of technical and operational problems. Furthermore, support for access to markets remains scant and the results in terms of the adoption of good agricultural practices are mixed.*

*While the beneficiaries' income has increased, the impact on the most vulnerable households remains limited, as are the results with respect to women's empowerment and gender equality. Moreover, more precautions should have been taken to protect the soil from degradation.*

*Going forward, it will be essential to prioritize investments in water management, while ensuring the use of sustainable infrastructure maintenance practices and adapted production technologies. In addition to action in agriculture, it will be necessary to provide greater support for the initiatives of micro- and small enterprises engaged in non-agricultural activities along value chains.*

*I hope that the lessons learned from this evaluation will guide the rest of the POSER implementation period and future similar projects, while improving the results of the cooperation between the Government of Cabo Verde and IFAD.*

*Indran A. NAIDOO*

*Indran A. Naidoo, PhD  
Director  
Independent Office of Evaluation of IFAD*

## Remerciements

L'équipe de l'évaluation de la performance du projet a été dirigée par Steven Jonckheere, responsable principale de l'évaluation à BIE, et comprenait Matteo Borzoni, consultant international principal, et Ricardo Mendes, consultant national principal basé au Cabo Verde.

Enfin, Laure Vidaud, assistante d'évaluation du BIE, a apporté un soutien administratif à la mission. L'examen par les pairs au sein du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a été mené par Fabrizio Felloni, directeur adjoint du BIE, ainsi que par Johanna Pennarz, responsable en chef d'évaluation du BIE, Massiel Jimenez et Mikal Khan, responsables d'évaluation du BIE.

Le BIE apprécie la collaboration du Gouvernement du Cabo Verde et de l'équipe du POSER, les responsables du programme FIDA au Cabo Verde, ainsi que celle de toutes les parties prenantes interrogées au cours de l'évaluation.

## **Acknowledgements**

The project performance evaluation team was led by Steven Jonckheere, IOE Senior Evaluation Officer, and consisted of Matteo Borzoni, senior international consultant, and Ricardo Mendes, national consultant based in Cabo Verde.

Finally, Laure Vidaud, IOE Administrative Associate, provided the mission with administrative support. The peer review in IFAD's Independent Office of Evaluation was directed by Fabrizio Felloni, Deputy Director of IOE, together with Johanna Pennarz, IOE Lead Evaluation Officer, and Massiel Jimenez and Mikal Khan, IOE Evaluation Officers.

IOE is grateful for the collaboration of the Government of Cabo Verde and the POSER team, the IFAD programme officers in Cabo Verde and that of all the stakeholders interviewed during the evaluation.

# Table des matières

<b>Équivalents monétaires, poids et mesures</b>	<b>ii</b>
<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé</b>	<b>iv</b>
<b>Executive summary</b>	<b>viii</b>
<b>Réponse de la direction du FIDA</b>	<b>xi</b>
<b>IFAD Management's response</b>	<b>xv</b>
<b>I. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>II. Le contexte du projet</b>	<b>1</b>
A. Contexte du pays	1
B. Cadre stratégique et politiques de développement	3
C. L'action du FIDA à Cabo Verde	4
D. Description du projet	5
<b>III. Objectifs, méthodologie et processus d'évaluation</b>	<b>8</b>
<b>IV. Principaux constats de l'évaluation</b>	<b>9</b>
A. Pertinence	9
B. Efficacité	12
C. Efficience	20
D. Impact sur la pauvreté rurale	23
E. Durabilité des résultats	27
F. Égalité des sexes et autonomisation des femmes	31
G. Performance des partenaires	33
<b>V. Conclusions et recommandations</b>	<b>37</b>
A. Conclusions	37
B. Recommandations	38
<b>Annexes</b>	
I. Informations de base sur le projet	40
II. Définition et notation des critères d'évaluation utilisés par le BIE	41
III. Tableau comparatif des notes attribuées <sup>a</sup>	44
IV. Cadre d'évaluation	45
V. Liste des personnes clés rencontrées	58
VI. Théorie du changement	60
VII. Bibliographie	61

# Équivalents monétaires, poids et mesures

## Équivalents monétaires

Unité monétaire = Escudos Capverdiens (ECV)

1,00 USD = 105 ECV (2024)

## Poids et mesures

1 kg = 1000 g

1 000 kg = 2,204 livres

1 kilomètre (km) = 0,62 mile

1 mètre = 1,09 verge

1 mètre carré = 10,76 pieds carrés 1 acre = 0,405 hectare

1 hectare = 2,47 acres

## Sigles et acronymes

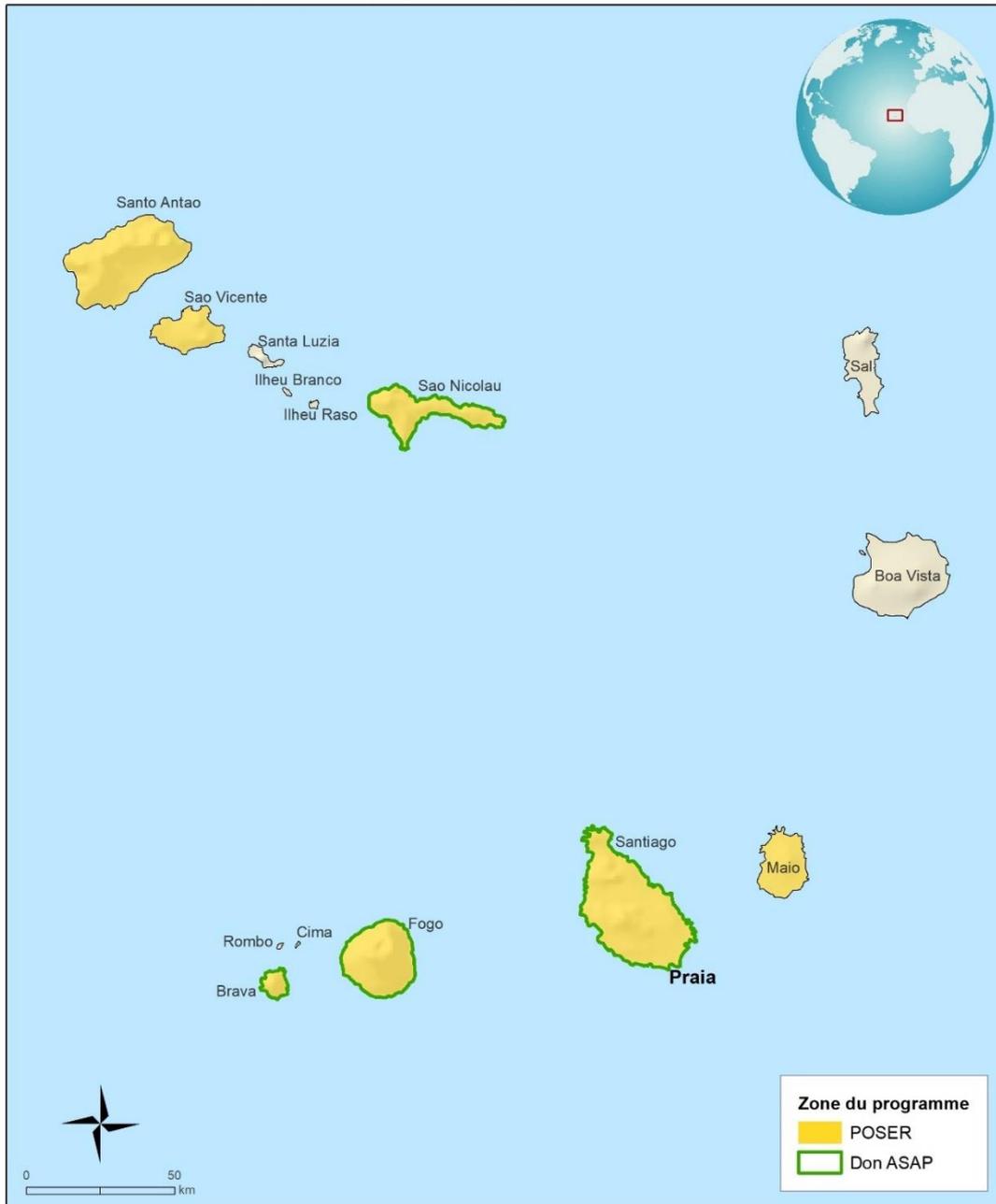
ACD	Association communautaire de développement
AdR	Agua de Rega
ANAS	Agence nationale de l'eau et de l'assainissement
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
AgR	Agence pour l'irrigation
BIE	Bureau indépendant de l'évaluation
COSOP	programme d'options stratégiques pour le pays
CRP	Commission régionale de partenaires
DCP	document de conception de programme
CVE	Escudo de Cabo Verde
EvPP	évaluation de la performance du projet
FRC	fonds de réinvestissement communautaire
GRNE	gestion des ressources naturelles et de l'environnement
IMF	institution de microfinance
INGM	Instituto Nacional de Meteorologia e Geofísica
MAA	Ministère de l'agriculture et de l'environnement
MJERH	Ministère de la jeunesse, de l'emploi et du développement des ressources humaines
NEES	note d'évaluation environnementale et sociale
PEID	petit état insulaire en développement
PEDS	plan stratégique de développement durable
PESEC	Procédures d'évaluation, sociale, environnementale et climatique
PLPR	Programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural
PNIASAN	Programme national d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle
PRLP	Programme régional de lutte contre la pauvreté
POSER	Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales
RIA	Division recherche et évaluation de l'impact
S&E	suivi et évaluation
SIG	système d'information et de gestion
TdC	Théorie du changement
UCP	unité de coordination du programme
UT	unité technique

# Carte de la zone du projet

## République de Cabo Verde

Programme de promotion des opportunités socio-économiques rurales (POSER)

*Evaluation de la performance du projet*



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière de FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 01-02-2024

# Résumé

## A. Contexte

1. Le Bureau indépendant d'évaluation du FIDA (BIE) a mené une évaluation des performances du Programme d'opportunités socio-économiques rurales (POSER). Cette évaluation s'inscrit dans le programme de travail 2024 du BIE, approuvé lors de la 140e session du Conseil d'administration. Le but principal du POSER est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales défavorisées. En se basant sur une approche communautaire, le programme vise à augmenter les revenus des populations rurales en favorisant des opportunités économiques inclusives et durables.
2. Lancé en 2013, le Programme a connu plusieurs prolongations et est prévu pour se terminer en 2026. La conception de POSER a subi deux changements majeurs. En 2018, la priorité est passée des microprojets aux projets structurels, principalement pour améliorer l'accès à l'eau pour un plus grand nombre de personnes. Par ailleurs, les interventions d'adaptation au changement climatique ont été intégrées en 2016. À l'origine, POSER relevait du Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines. Mais depuis novembre 2016, il est placé sous la responsabilité du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement.
3. Le financement global du programme est évalué à 43,1 millions USD. Il comprend des prêts du FIDA, un don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne aux changements climatiques (ASAP), un prêt du Fonds fiduciaire espagnol ainsi que les contributions du gouvernement et des bénéficiaires.

## B. Principaux constats

4. Le Programme s'aligne sur la politique gouvernementale et sur la stratégie du FIDA, répondant efficacement aux besoins des communautés rurales. Néanmoins, la conceptualisation initiale du POSER comportait quelques lacunes. À partir de 2018, la nouvelle stratégie de mise en œuvre a rectifié les faiblesses de la première conceptualisation du Programme.
5. Le ciblage des ménages les plus pauvres et vulnérables a été efficace tout au long du programme, bien qu'il ait été plus précis lors de la première phase. Les agriculteurs les plus aisés ont pu profiter davantage des projets structurels. Bien que la première phase jusqu'en 2018 ait beaucoup encouragé l'inclusion des femmes, la deuxième phase n'a pas continué ces efforts, réduisant ainsi leur participation.
6. Les microprojets de la première phase n'ont pas été aussi réussis en raison d'un suivi insuffisant et de prévisions irréalistes. D'un autre côté, les projets d'infrastructure financés par POSER ont augmenté les revenus agricoles. Cependant, certains projets de mobilisation de l'eau ont rencontré des problèmes techniques et opérationnels, malgré leur importance confirmée pour la production et les revenus. Bien que la participation au marché ait augmenté, le soutien pour l'accès au marché reste limité. Les résultats sur l'adoption de bonnes pratiques agricoles sont mitigés, certaines mauvaises pratiques ayant même augmenté après les interventions du POSER.
7. Le démarrage effectif du POSER a pris un certain temps, nécessitant quatre prolongations afin de compenser les délais dans son exécution et de renforcer et intensifier ses actions. Le Programme a rencontré des difficultés de planification et de décaissement, ainsi qu'une hausse des coûts de gestion, justifiable dans le cadre des petits États insulaires en développement (PEID). Les coûts par bénéficiaire étaient élevés.
8. POSER a boosté les revenus agricoles issus des cultures, mais n'a pas augmenté les revenus globaux des ménages. Il apparaît qu'il existe une relation de substitution entre le revenu agricole et le travail rémunéré, les ménages passant d'un emploi

salarié à des activités sur leur propre exploitation grâce au programme. Aucun impact notable sur les revenus de l'élevage n'a été observé, et les données montrent des effets très limités pour les secteurs non-agricoles. Cependant, POSER a amélioré la sécurité alimentaire en réduisant les difficultés liées à l'accès à l'alimentation. Des effets positifs ont également été notés pour les institutions durant la deuxième phase, bien que les capacités dans le domaine de l'eau nécessitent encore un renforcement important.

9. La majorité des projets financés se trouvent dans le domaine agricole, avec le plus grand nombre de bénéficiaires encore actifs après la conclusion du projet. Des actions spécifiques ont été instaurées pour améliorer l'accès au financement, mais les lignes de crédit prévues n'ont pas encore été mises en œuvre. Bien que le POSER ait fait des efforts pour renforcer la durabilité institutionnelle en participant à la création de la compagnie nationale d'irrigation (Agua de Rega - AdR) et en développant des partenariats avec les chambres municipales, la capacité de maintenir les infrastructures hydro-agricoles reste incertaine. Des efforts considérables ont été déployés pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de l'énergie. Néanmoins, les résultats obtenus pour diminuer l'érosion restent mitigés.
10. Le FIDA a apporté un soutien constant pour relever la plupart des défis clés rencontrés par POSER. De son côté, le gouvernement a montré un engagement croissant, et la gestion du Programme s'est améliorée avec le temps. Toutefois, la performance a été freinée par des problèmes persistants liés à la gestion financière et au suivi et évaluation. Une attention particulière aurait dû être accordée à la gestion des partenariats.

## C. Conclusions

11. **POSER a rencontré divers obstacles et défis typiques des PEID, tels que Cabo Verde, parmi lesquels les coûts de mise en œuvre, le changement climatique, une base de ressources naturelles restreinte, une forte dépendance aux importations alimentaires et un marché domestique restreint. Certains de ces problèmes ont été gérés de manière satisfaisante, tandis que d'autres auraient nécessité une attention accrue.** Le relatif isolement et la connectivité réduite du pays ont entraîné une hausse des coûts. En conséquence, les dépenses pour le projet ont dépassé les prévisions initiales, mais elles ont été révisées et sont demeurées raisonnables dans ce contexte. POSER a aussi aidé à renforcer la sécurité alimentaire et à accroître la résilience des petits exploitants face au changement climatique. Cependant, des efforts supplémentaires auraient dû être faits pour prévenir la dégradation des terres, notamment en encourageant les pratiques agroécologiques, et soutenir les économies rurales non agricoles, tout en accordant une attention particulière aux segments en aval de la chaîne de valeur.
12. **La décision de POSER de mettre l'accent sur des projets structurels visant une gestion efficiente de l'eau a porté ses fruits.** Vu l'échec de la plupart des microprojets, le programme a changé de stratégie, passant à une approche descendante axée sur les impacts économiques. Priorisant des projets plus ambitieux, notamment en gestion de l'eau, cela a permis effectivement d'atteindre les objectifs du Programme, augmentant les revenus, réduisant l'insécurité alimentaire, diversifiant les sources de revenus, et augmentant la possession d'animaux.
13. **Les effets positifs des projets de mobilisation d'eau sont incertains à long terme en raison des difficultés d'entretien des infrastructures et de l'accès au marché.** La création de l'AdR a été un pas vers une gestion durable, mais ses capacités restent limitées. L'utilisation excessive des eaux souterraines présente des risques de surexploitation. Malgré une participation accrue au marché, le soutien reste inégal, avec seulement trois communautés aidées pour se connecter au marché

institutionnel, entraînant quelques ventes d'essai. L'accès au financement demeure également problématique.

14. **La priorité accordée aux économies d'échelle par le biais de projets structurants a négligé l'impact sur certains groupes cibles spécifiques.** L'approche de ciblage de POSER a évolué, passant d'une approche communautaire à une approche géographique et descendante. Bien que les revenus des bénéficiaires aient augmenté, l'impact sur les ménages les plus vulnérables est resté limité, tout comme les résultats en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes.

## **D. Recommandations**

15. Dans des pays comme le Cabo Verde, un PEID où les petits producteurs ressentent fortement les effets du changement climatique, il est essentiel d'adopter une approche multifacette. L'EvPP recommande ces mesures pour le reste de la période de POSER et pour de futurs programmes similaires.
16. **Recommandation 1 : Dans les contextes où l'eau se fait rare, il est essentiel de prioriser les investissements dans la gestion de l'eau, tout en veillant à intégrer des pratiques durables pour l'entretien des infrastructures, une utilisation régulée et des technologies de production adaptées.** Il est crucial de renforcer la capacité de maintenance des infrastructures pour les institutions nationales et les organisations paysannes. De plus, il est essentiel de surveiller correctement le niveau des nappes phréatiques pour éviter une surexploitation. Les institutions responsables de délivrer les licences d'exploitation doivent disposer d'outils adéquats pour prendre des décisions éclairées. Enfin, il faut aussi accorder plus d'attention à la vulgarisation agricole pour que les producteurs comprennent bien les techniques permettant d'améliorer productivité et production.
17. **Recommandation 2 : Étant donné la rareté des ressources naturelles, il est essentiel de promouvoir les initiatives de micro-entreprises, les petites entreprises et l'auto-entrepreneuriat dans le secteur non agricole, en complément des interventions dans le secteur agricole.** Il y a seulement une petite portion de la terre qui est cultivable. La pénurie d'eau pose un grand obstacle pour le potentiel de développement du secteur agricole. Par conséquent, le secteur non agricole est amené à jouer un rôle crucial dans l'économie du pays. De plus, encourager l'emploi en dehors de l'agriculture offre des opportunités accrues pour l'autonomisation des femmes. Cependant, pour que les initiatives réussissent, il est essentiel de disposer de ressources et de compétences adéquates pour sélectionner correctement les projets à financer et offrir une assistance technique et un suivi appropriés. Cela nécessite la participation de partenaires dans les domaines où le MAA manque de l'expertise nécessaire.
18. **Recommandation 3 : Il est essentiel d'augmenter la production agricole tout en assurant des marchés sécurisés.** À l'avenir, il faudrait élargir la perspective de production vers des phases plus larges de post-production. Une attention particulière doit être portée au bon séquençage des activités de soutien au marché. Le soutien en commercialisation a été limité et mal synchronisé, empêchant les organisations de producteurs de bénéficier pleinement de l'assistance technique reçue. De plus, d'autres marchés institutionnels, au-delà du Programme National d'Alimentation et de Santé Scolaire, pourraient offrir des débouchés importants. Une implication plus étroite avec des partenaires expérimentés en accès au marché serait également bénéfique.
19. **Recommandation 4 : Il faut promouvoir des actions ciblées pour assurer une meilleure durabilité environnementale, notamment la restauration de la fertilité des sols.** Il existe un risque que l'augmentation rapide de la production compromette la gestion durable des ressources. Pour promouvoir une utilisation durable des sols et de l'eau, il faut adopter une approche intégrée de gestion des bassins versants, offrir des formations adéquates, fournir une assistance technique,

soutenir les investissements dans la conservation des sols et de l'eau, et renforcer les mécanismes de contrôle.

20. **Recommandation 5 : Priorisez les actions qui améliorent les conditions des femmes.** Une solide analyse contextuelle doit soutenir les stratégies de genre, en répondant aux besoins des groupes de femmes vulnérables comme les femmes très pauvres, sans terre, les ménages dirigés par une femme et les jeunes femmes, ainsi qu'aux différences régionales. Les partenariats avec des agences spécialisées, telles que l'ICIEG, doivent continuer, mais nécessitent des ressources adéquates pour un véritable engagement. Des domaines nécessitant une attention particulière incluent: améliorer l'accès des femmes à la terre et aux services financiers, renforcer leur voix au sein des ménages et communautés, réduire la charge de travail des femmes rurales et promouvoir des pratiques influençant positivement les hommes.

## Executive summary

### A. Background

1. The Independent Office of Evaluation of IFAD (IOE) has conducted a project performance evaluation of the Rural Socioeconomic Opportunities Programme (POSER) in Cabo Verde. This evaluation is part of IOE's 2024 work programme, approved at the 140th session of the Executive Board. The main purpose of POSER is to raise the standard of living of disadvantaged rural populations. Employing a community-based approach, it aims to boost the income of rural populations through inclusive sustainable economic opportunities.
2. Launched in 2013, the programme has been extended several times and is scheduled to end in 2026. Two major changes have been made in POSER's design. First, in 2016, interventions for adaptation to climate change were added. Second, in 2018, the priority was switched from microprojects to structural projects, primarily to improve access to water for a greater number of people. Furthermore, POSER was originally overseen by the Ministry of Youth, Employment and Human Resources Development. However, since November 2016, it has been overseen the Ministry of Agriculture and Environment (MAA).
3. The total financing of the programme amounts to US\$43.1 million and consists of IFAD loans, a grant from the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP), a loan from the Spanish Trust Fund and contributions from the Government and beneficiaries.

### B. Main findings

4. The programme is aligned with government policies and IFAD's strategy, effectively responding to the needs of rural communities. Nevertheless, POSER's original design had some gaps. The new strategy implemented since 2018 has corrected the weakness in the original programme design.
5. The targeting of the poorest, most vulnerable households has been effective during the programme's implementation, though it was more accurate in the first phase. The better-off farmers have been able to reap more profits from structural projects. While the first phase that ended in 2018 had encouraged the inclusion of women, the second phase did not, thus reducing their participation.
6. The microprojects in the first phase were also unsuccessful, due to insufficient monitoring and unrealistic expectations. In contrast, the infrastructure projects financed by POSER have boosted agricultural income. However, certain water mobilization projects have encountered technical and operational problems despite their demonstrated importance for production and income. While market participation has increased, support for access to markets remains limited. The results with regard to the adoption of good agricultural practices are mixed, as certain poor practices actually increased after the POSER interventions.
7. The effective launch of POSER took some time, requiring four extensions to compensate for the delays in its execution and to strengthen and intensify its activities. The programme encountered planning and disbursement problems, as well as an increase in management costs – justifiable, given Cabo Verde's status as a small island developing state (SIDS). The costs per beneficiary were high.
8. POSER boosted incomes from crops but not total household income. It seems there is a substitution relationship between agricultural income and wage labour; households shift from paid employment to activities on their own farms thanks to the programme. No substantial impact on the income from livestock raising was observed, and the data show very limited effects in the non-agricultural sectors. However, POSER increased food security by reducing the difficulties associated with access to food. Positive effects for institutions were also noted in the second phase,

though capacity with respect to water management requires significant additional strengthening.

9. Most of the projects financed are in agriculture, with the greatest number of beneficiaries still active after the projects' end. Specific actions were taken to increase access to financing, but the credit lines envisaged have not yet materialized. While POSER has made efforts to bolster institutional sustainability by participating in the creation of the national irrigation company (Agua de Rega [Water for Irrigation] - AdR) and partnering with municipal chambers, the ability to maintain hydro-agricultural infrastructure works remains uncertain. Considerable efforts have been made to increase efficiency in water and energy use. Nonetheless, the results obtained in reducing soil erosion have been mixed.
10. IFAD has provided constant support to address most of POSER's key challenges. Moreover, Government engagement has been growing, and programme management has improved over time. However, programme performance has been hindered by persistent problems linked to financial management and monitoring and evaluation. Particular attention should have been paid to partnership management.

### C. Conclusions

11. **POSER has encountered a range of obstacles and challenges typical of SIDS like Cabo Verde, among them implementation costs, climate change, a limited natural resource base, heavy dependence of food imports and a small domestic market. Some of these problems have been managed satisfactorily, while others require more attention.** The country's relative isolation and limited connectivity have resulted in rising costs. Thus, project expenditures have exceeded the initial estimates, but they have been revised upward and have remained reasonable in this context. POSER has also helped increase food security and smallholders' resilience to climate change. However, additional efforts should have been made to prevent soil degradation, notably by encouraging agroecological practices and supporting non-agricultural rural economies, while paying particular attention to segments downstream in the value chain.
12. **POSER's decision to emphasize structural projects for efficient water management has borne fruit.** Given the failure of the majority of microprojects, the programme has changed its strategy, switching from a top-down approach centred on economic impacts to prioritizing more ambitious projects, especially water management, which has made it possible to meet the programme's objectives, increasing incomes, reducing food insecurity, diversifying livelihoods and increasing livestock ownership.
13. **The positive long-term impact of the water mobilization projects is uncertain due to the difficulties in maintaining the infrastructure works and access to markets.** The creation of the AdR was a step towards sustainable management, but its capacity remains limited. The excessive use of groundwater poses the risk of overexploitation. Despite greater market participation, the support is still unequal, with only three communities receiving help to connect with the institutional market through some trial sales. Access to financing remains equally problematic.
14. **The priority given to economies of scale through structuring projects has failed to impact certain specific target groups.** POSER's targeting approach has evolved, switching from a community-based approach to a geographic, top-down approach. While the beneficiaries' income has increased, the impact on the most vulnerable households remains limited, as have the results in women's empowerment and gender equality.

## D. Recommendations

15. In countries like Cabo Verde, a SIDS where small-scale producers are heavily exposed to the effects of climate change, a multifaceted approach is essential. The performance evaluation recommends the following measures for the remaining POSER period and future similar programmes.
16. **Recommendation 1: In contexts where water is scarce, it is essential to prioritize investments in water management, while seeking to include sustainable practices in infrastructure maintenance, regulated use and adapted production technologies.** Strengthening the infrastructure maintenance capacity of national institutions and farmers' organizations is critical. Also essential is proper monitoring of water table levels to prevent overexploitation. The institutions that issue operating licenses should have adequate tools for informed decision-making. Finally, greater attention should be paid to agricultural outreach, so that producers have a good understanding of the techniques that will enable them to boost their productivity and production.
17. **Recommendation 2: Given the scarcity of natural resources, it is essential to promote the initiatives of micro and small enterprises and entrepreneurship in the non-agricultural sector to complement interventions in the agriculture sector.** Only a small portion of the land in Cabo Verde is arable. Water scarcity is a great obstacle to the agriculture sector's development potential. Consequently, the non-agricultural sector must play a critical role in the country's economy. Moreover, encouraging employment outside agriculture offers greater opportunities for women's empowerment. For these initiatives to be successful, however, adequate resources and competencies are essential to correctly select the projects to finance and offer appropriate technical assistance and monitoring. This requires the participation of partners in areas where MMA lacks the necessary expertise.
18. **Recommendation 3: It is essential to increase agricultural production while ensuring guaranteed markets.** In the future, it will be necessary to expand the production perspective to include broader post-production phases. Particular attention should be paid to good sequencing of market support activities. Marketing support has been limited and poorly synchronized, preventing producers' organizations from fully benefiting from the technical assistance received. Furthermore, other institutional markets beyond the National School Meals and Health Programme could offer significant opportunities. Closer ties with partners experienced in market access would also be beneficial.
19. **Recommendation 4: Targeted actions should be promoted to ensure greater environmental sustainability, especially the restoration of soil fertility.** There is a risk that a rapid increase in production will jeopardize sustainable resource management. To promote sustainable land and water use, it will be necessary to adopt an integrated approach to catchment areas, offer proper training, provide technical assistance, support investments in soil and water conservation and strengthen oversight mechanisms.
20. **Recommendation 5: Prioritize actions that improve the conditions of women.** Gender strategies should be supported by a sound context analysis, responding to the needs of vulnerable groups of women such as very poor and landless women, female-headed households and young women, taking regional differences into account. Partnerships with specialized agencies, such as the Cabo Verde Institute for Gender Equality and Equity (ICIEG) should continue, but adequate resources are needed for real engagement. The areas in need of particular attention include increasing women's access to land and financial services, giving them a greater voice in households and communities, reducing the workload of rural women and promoting practices that have a positive influence on men.

## Réponse de la direction du FIDA<sup>1</sup>

1. La Direction remercie le Bureau Indépendant de l'Évaluation du FIDA (BIE) pour l'évaluation de la performance du Projet d'opportunités socio-économiques rurales (POSER) qui met en exergue les résultats et l'impact du projet après plus de 10 ans de mise en œuvre.
2. En particulier, la Direction apprécie l'évaluation faite quant à la pertinence du POSER jugée satisfaisante, avec une note de 5, compte tenu de son alignement sur les priorités nationales, du contexte de petit état insulaire en développement, et les besoins à améliorer la résilience des populations rurales, en particulier les plus vulnérables, y compris aux impacts du changement climatique, notamment par la mobilisation des ressources en eau.
3. La Direction note par ailleurs que le BIE évalue la performance globale du projet comme plutôt insatisfaisante avec un score moyen de 3.36 (ou 3). La Direction estime que certaines notes auraient dû être plus élevées, notamment en matière d'innovation (avec une plus grande considération accordée à l'importance des approches de gestion hydro-agricole et à l'utilisation du SIG pour l'observation de la terre qui a permis à l'équipe de gestion du projet de suivre les investissements et d'éclairer la prise de décision au cours de la mise en œuvre), ou encore d'efficacité (compte tenu de la restructuration des structures du projet qui ont permis au projet d'atteindre un plus grand nombre de personnes vulnérables dans les zones ciblées, et des coûts associés au contexte).
4. De plus, en référence au paragraphe 45, la direction estime que plusieurs déclarations étaient trop négatives ou auraient bénéficié d'une précision supplémentaire:
  - a. L'affirmation selon laquelle « *l'augmentation de la production attribuée au POSER n'est pas accompagnée des bonnes pratiques agricoles nécessaires* » semble en contradiction avec « *l'utilisation d'engrais organique de 30,6% et d'irrigation de 36%* » qui est relevée dans ce même paragraphe.
  - b. En outre, dans ce paragraphe le BIE émet une hypothèse selon laquelle "*la réduction de l'utilisation des légumineuses et des pratiques de contrôle de l'érosion risque effectivement de causer d'importants problèmes de durabilité environnementale.*" La Direction estime que cette hypothèse ne reflète pas les conclusions de l'étude d'impact de RIA, qui étaient en accord avec la position de WCA que la déclaration bénéficierait de preuves et de précisions.
  - c. Par ailleurs, dans le même paragraphe, le constat fait par le BIE selon lequel «*les interventions visant à améliorer les itinéraires techniques n'ont pas été suffisamment exhaustives*», renforcé par la conclusion faite que «*les problèmes agricoles [qui] étaient récurrents parmi les bénéficiaires, notamment les dommages aux cultures causés par le vent et les oiseaux*», pourrait être plus précis (ex: lieu d'observation, utilisateurs des diverses pratiques, ou encore les liens avec l'adoption de bonnes pratiques agricoles). WCA constate également que les investissements nécessaires pour face à ces problèmes sont considérables et nécessite souvent un réel changement de mentalité. Cependant plusieurs actions de sensibilisation sur ces thématiques ont été menées par le projet pour encourager les bénéficiaires à protéger leurs parcelles.

---

<sup>1</sup> Le Département gestion des programmes a envoyé la réponse finale de la direction au Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA le 29 novembre 2024.

5. La Direction adhère aux recommandations faites par le BIE et assure que les mesures nécessaires seront prises pour les internaliser et les prendre en considération dans les opérations en cours et futures. À cet égard, la direction tient à souligner les points suivants :

- a. **Recommandation 1 : Dans les environnements où l'eau est rare, les investissements visant à améliorer la gestion de l'eau doivent rester une priorité, mais doivent aller de pair avec des dispositions durables en matière d'entretien des infrastructures, une utilisation contrôlée et des technologies de production adaptées.** Il est nécessaire de renforcer les capacités de maintenance des infrastructures tant des institutions nationales que des organisations paysannes. En outre, il est impératif de surveiller adéquatement le niveau des nappes phréatiques afin d'éviter des phénomènes d'exploitation excessive. Les institutions compétentes pour octroyer les licences d'exploitation des eaux doivent être équipées d'outils adéquats pour prendre des décisions informées. Enfin, une plus grande attention devrait également être accordée à la vulgarisation agricole et à la garantie que les producteurs ont une bonne compréhension des techniques d'itinéraires pour améliorer la productivité et la production.

**Approuvé.** La Direction confirme que les investissements pour améliorer la gestion de l'eau doivent rester une priorité tout comme le renforcement des capacités de maintenance des infrastructures. Le FIDA continue d'investir dans ces domaines avec le dernier financement additionnel de POSER qui est en cours de mise en œuvre. Au niveau des institutions nationales, comme l'ANAS, un renforcement a déjà eu lieu. Le renforcement doit désormais être principalement focalisé au niveau des organisations de producteurs et des gestionnaires directs des infrastructures. Un certain relâchement a été constaté sur le terrain de la part des bénéficiaires directs alors qu'ils devraient considérer ces infrastructures comme leurs biens personnels et pour leurs bénéfices. A ce titre, les activités d'ingénierie sociale seront renforcées dans les activités du FIDA. Par ailleurs, le FIDA conduit actuellement une mission d'évaluation du niveau de surveillance des nappes phréatiques, actuellement menée par l'ANAS, afin d'éviter des phénomènes d'exploitation excessive.

- b. **Recommandation 2 : Compte tenu des ressources naturelles limitées, des interventions de micro-entreprises, de petites entreprises et d'auto-entrepreneuriat dans le secteur non agricole devraient être promues parallèlement aux interventions dans le secteur agricole.** Seule une petite partie de la terre est arable. La pénurie d'eau représente une énorme contrainte pour le développement potentiel du secteur agricole. Ainsi, le secteur non agricole est destiné à jouer un rôle important dans l'économie du pays. De plus, la promotion de l'emploi hors agriculture offre des opportunités pour une plus grande autonomisation des femmes. Cependant, pour que les interventions soient couronnées de succès, il est essentiel que des ressources et capacités adéquates soient disponibles pour une sélection appropriée des projets à financer et pour fournir une assistance technique et un suivi adéquat. Cela nécessite l'implication de partenaires dans le domaine où le MAA ne possède pas les compétences nécessaires.

**Approuvé.** La Direction confirme que ce type d'interventions est nécessaire pour le FIDA qui compte diversifier ses partenaires. Les projets viables pourraient inclure : (i) artisanat et produits locaux : production et vente d'artisanat, de vêtements, d'accessoires et d'autres produits faits à la main, en utilisant des matériaux locaux ; (ii) tourisme et hospitalité : développement de petites auberges, restaurants, guides touristiques et activités culturelles pour attirer les visiteurs ; (iii) recyclage et gestion des déchets : entreprises axées

sur la collecte, le recyclage et la gestion des déchets, contribuant à la durabilité environnementale ; (iv) élevage de bétail : activités liées à l'élevage de bétail.

- c. **Recommandation 3 : Tout en augmentant la production agricole, il faut sécuriser les débouchés commerciaux.** À l'avenir, il faudrait passer d'une focalisation presque exclusive sur la production et la productivité vers des phases de post-production plus larges. Une attention adéquate doit être accordée au séquençage correct des activités de soutien au marché. Le soutien offert jusqu'ici par le Programme et ses partenaires dans le domaine de la commercialisation a été limité et le timing des interventions n'a pas permis aux organisations de producteurs soutenues de tirer pleinement profit de l'assistance technique reçue. Enfin, d'autres marchés institutionnels, au-delà du Programme National d'Alimentation et de Santé Scolaire, peuvent représenter des débouchés importants pour les communautés soutenues par le programme. Ici aussi, une implication plus étroite de partenaires ayant une expérience spécifique en matière d'accès au marché, tels que le CERAI, serait bénéfique.

**Approuvé.** La Direction approuve cette recommandation et confirme que le partenariat avec le CERAI a été envisagé à cet effet. Le Cabo Verde ayant un problème national de transport inter-îles, le gouvernement est en train de créer une entreprise de logistique, Cabo Verde Logística Agroalimentar, qui vise à fournir des services logistiques pour les produits agricoles et qui devrait permettre de mieux organiser les producteurs agricoles, de faciliter l'écoulement des produits et d'optimiser les coûts de production. Ainsi, les agriculteurs pourront se concentrer uniquement sur la production, tandis que la logistique de commercialisation et de distribution sera assurée par cette entreprise.

- d. **Recommandation 4 : Des interventions spécifiques devraient être encouragées pour garantir une plus grande durabilité environnementale, en particulier pour la restauration de la fertilité des sols.** Le risque est réel que l'augmentation de la production à court terme se fasse au détriment d'une gestion durable des ressources sur lesquelles dépend la production. Les interventions visant destinées à promouvoir une utilisation durable des sols et de l'eau devraient inclure une approche de gestion des bassins versants plus intégrée, un programme de formations adéquat et d'assistance technique, le soutien à des investissements pour la conservation des sols et de l'eau, ainsi que l'appui à des mécanismes de contrôle efficaces.

**Approuvé.** La Direction reconnaît l'intérêt des interventions spécifiques recommandées par le BIE. En outre, la Direction tient à souligner que le renforcement des interventions suivantes sera poursuivi : (i) gestion intégrée des bassins versants ; (ii) programmes de formation et d'assistance technique aux agriculteurs pour qu'ils adoptent des pratiques durables. Par ailleurs, le gouvernement vient de lancer une initiative pour améliorer l'extension rurale « Agro Movel » et diffuser les bonnes pratiques culturelles via des privés pour augmenter les capacités. Enfin, à cet égard, des activités de renforcement de capacités continuent avec les projets du FIDA.

- e. **Recommandation 5 : Une attention particulière doit être accordée à l'intégration d'actions visant à améliorer les conditions des femmes.** Une bonne analyse contextuelle doit étayer les stratégies de genre. Il devrait répondre aux besoins de différents groupes de femmes, qui sont plus susceptibles d'être laissées pour compte, comme les femmes très pauvres, les femmes sans terre, les ménages dirigés par une femme et les jeunes femmes, mais aussi aux différences régionales (telles que celles entre les îles). Les

partenariats avec des agences spécialisées, comme l'ICIEG, devraient être poursuivis, mais des ressources suffisantes doivent être allouées pour garantir un engagement significatif. Les domaines qui nécessitent une attention particulière comprennent : améliorer l'accès des femmes à la terre et aux services financiers, renforcer la voix des femmes au niveau des ménages et des organisations communautaires, réduire la charge de travail des femmes rurales et promouvoir les pratiques visant à influencer les hommes.

**Approuvé.** Le FIDA est en accord avec la recommandation selon laquelle il est crucial d'intégrer des actions spécifiques pour améliorer les conditions des femmes, basées sur une analyse contextuelle solide. A cet égard, il est important de poursuivre le partenariat avec l'ICIEG pour garantir que les femmes aient de meilleures conditions et opportunités, contribuant ainsi à l'égalité des genres et au développement durable et dans les activités futures du FIDA au Cabo Verde. Cela se fera à travers notamment les actions suivantes : (i) amélioration de l'accès des femmes à la terre et aux services financiers ; (ii) renforcement de la voix des femmes au sein des organisations communautaires ; (iii) réduction de la charge de travail des femmes rurales ; (iv) promotion des pratiques qui influencent positivement les hommes.

6. La Direction tient à remercier le BIE pour le processus d'évaluation fructueux et veillera à diffuser en interne les conclusions et les enseignements tirés afin d'améliorer davantage la performance des programmes et des projets financés par le FIDA au Cap Vert et ailleurs.

## IFAD Management's response<sup>2</sup>

1. Management would like to thank the Independent Office of Evaluation of IFAD (IOE) for the performance evaluation of the Rural Socio-Economic Opportunities Project (POSER), which highlights the project's results and impact after more than 10 years of implementation.
2. In particular, Management appreciates the assessment made as to the relevance of the POSER, deemed satisfactory, with a score of 5, given its alignment with national priorities, the context of a small island developing state, and the need to improve the resilience of rural populations, particularly the most vulnerable, including to the impacts of climate change, notably through the mobilization of water resources.
3. Management also notes that IOE rates the project's overall performance as moderately unsatisfactory, with an average score of 3.36 (or 3). Management believes that some scores should have been higher, particularly in terms of innovation (with greater consideration given to the importance of hydro-agricultural management approaches and the use of GIS for earth observation, which enabled the project management team to track investments and inform decision-making during implementation), or efficiency (given the restructuring of project structures that enabled the project to reach a greater number of vulnerable people in the targeted areas, and the costs associated with the context).
4. In addition, with reference to paragraph 45, Management considers that several statements were too negative or would have benefited from further clarification:
  - a. The statement that "*the increase in production attributed to POSER is not accompanied by the necessary good agricultural practices*" seems to contradict "*the use of organic fertilizer at 30.6% and irrigation at 36%*" noted in the same paragraph.
  - b. Furthermore, in this paragraph IOE makes an assumption that "*reducing the use of legumes and erosion control practices is indeed likely to cause significant environmental sustainability problems.*" Management believes that this assumption does not reflect the conclusions of RIA's impact assessment, which were in agreement with WCA's position that the statement would benefit from evidence and clarification.
  - c. Furthermore, in the same paragraph, IOE's finding that "*interventions to improve technical itineraries were not sufficiently comprehensive*", reinforced by the conclusion that "*agricultural problems [that] were recurrent among beneficiaries, notably crop damage caused by wind and birds*", could be more precise (e.g. location of observation, users of the various practices, or links with the adoption of good agricultural practices). WCA also notes that the investment required to tackle these problems is considerable, and often requires a real change in mentality. However, the project has carried out several awareness-raising campaigns on these issues to encourage beneficiaries to protect their plots.
5. Management endorses the recommendations made by IOE and assures that the necessary steps will be taken to internalize and take them into account in current

---

<sup>2</sup> The Programme Management Department sent the final Management's response to the Independent Office of Evaluation of IFAD on 29<sup>th</sup> November 2024.

and future operations. In this respect, management would like to highlight the following points:

- a. **Recommendation 1: In water-scarce environments, investments to improve water management must remain a priority, but must go hand in hand with sustainable infrastructure maintenance arrangements, controlled use and adapted production technologies.** It is necessary to strengthen the infrastructure maintenance capacities of both national institutions and farmers' organizations. In addition, groundwater levels need to be adequately monitored to avoid excessive exploitation. The institutions responsible for granting water licenses need to be equipped with the right tools to make informed decisions. Finally, greater attention should also be paid to agricultural extension and ensuring that producers have a good understanding of itinerant techniques to improve productivity and production.

**Approved.** Management confirms that investments to improve water management must remain a priority, as must capacity building for infrastructure maintenance. IFAD continues to invest in these areas, with the latest POSER additional funding currently being implemented. National institutions such as ANAS have already been strengthened. Strengthening should now focus mainly on producer organizations and direct infrastructure managers. Direct beneficiaries have been somewhat lax in the field, even though they should regard these infrastructures as their personal property and for their own benefit. In this respect, social engineering activities will be reinforced in IFAD's activities. In addition, IFAD is currently conducting a mission to assess the level of groundwater monitoring, currently being carried out by ANAS, in order to avoid excessive exploitation.

- b. **Recommendation 2: Given limited natural resources, micro-enterprise, small business and self-entrepreneurship interventions in the non-agricultural sector should be promoted alongside interventions in the agricultural sector.** Only a small part of the land is arable. Water scarcity represents an enormous constraint on the potential development of the agricultural sector. Thus, the non-agricultural sector is destined to play an important role in the country's economy. In addition, the promotion of off-farm employment offers opportunities for greater empowerment of women. However, for interventions to be successful, it is essential that adequate resources and capacity are available for the appropriate selection of projects to be financed, and for the provision of adequate technical assistance and monitoring. This requires the involvement of partners in the field where the MAA does not possess the necessary skills.

**Approved.** Management confirms that this type of intervention is necessary for IFAD as it seeks to diversify its partners. Viable projects could include: (i) handicrafts and local products: production and sale of handicrafts, clothing, accessories and other handmade products, using local materials; (ii) tourism and hospitality: development of small inns, restaurants, tour guides and cultural activities to attract visitors; (iii) recycling and waste management: enterprises focused on waste

collection, recycling and management, contributing to environmental sustainability; (iv) livestock farming: activities linked to livestock farming.

- c. **Recommendation 3: While increasing agricultural production, market outlets must be secured.** In future, we should move away from an almost exclusive focus on production and productivity towards broader post-production phases. Adequate attention must be paid to the correct sequencing of market support activities. The support offered to date by the Program and its partners in the area of marketing has been limited, and the timing of interventions has not enabled the producer organizations supported to take full advantage of the technical assistance received. Finally, other institutional markets, beyond the National School Food and Health Program, can represent important outlets for the communities supported by the program. Here too, closer involvement of partners with specific market access experience, such as CERAI, would be beneficial.

**Approved.** Management agrees with this recommendation and confirms that partnership with CERAI has been considered for this purpose. As Cabo Verde has a national inter-island transport problem, the government is in the process of setting up a logistics company, Cabo Verde Logística Agroalimentar, which aims to provide logistical services for agricultural products and which should enable agricultural producers to be better organized, facilitate the sale of products and optimize production costs. As a result, farmers will be able to concentrate solely on production, while marketing and distribution logistics will be handled by this company.

- d. **Recommendation 4: Specific interventions should be encouraged to ensure greater environmental sustainability, in particular for the restoration of soil fertility.** There is a real risk that increasing production in the short term will be at the expense of sustainable management of the resources on which production depends. Interventions to promote sustainable soil and water use should include a more integrated watershed management approach, an adequate training and technical assistance program, support for investments in soil and water conservation, and support for effective monitoring mechanisms.

**Approved.** Management recognizes the value of the specific interventions recommended by IOE. In addition, the Management wishes to emphasize that the following interventions will be further strengthened: (i) integrated watershed management; (ii) training and technical assistance programs for farmers to adopt sustainable practices. In addition, the government has just launched an initiative to improve rural extension "Agro Movel" and disseminate good farming practices via private individuals to increase capacity. Finally, capacity-building activities are continuing with IFAD projects.

- e. **Recommendation 5: Particular attention should be paid to integrating actions to improve conditions for women.** Good contextual analysis must underpin gender strategies. It should address the needs of different groups of women, who are more likely to be left behind, such as very poor women, landless women, female-headed households and young women, but also regional differences (such as those between islands). Partnerships with specialist agencies, such as ICIEG, should be

pursued, but sufficient resources must be allocated to ensure meaningful engagement. Areas requiring particular attention include: improving women's access to land and financial services, strengthening women's voice at household level and in community organizations, reducing rural women's workload and promoting practices aimed at influencing men.

**Approved.** IFAD agrees with the recommendation that it is crucial to integrate specific actions to improve women's conditions, based on sound contextual analysis. In this respect, it is important to continue the partnership with ICIEG to ensure that women have better conditions and opportunities, thus contributing to gender equality and sustainable development and in IFAD's future activities in Cabo Verde. This will be achieved through the following actions: (i) improving women's access to land and financial services; (ii) strengthening women's voice in community organizations; (iii) reducing rural women's workload, (iv) promoting practices that positively influence men.

6. Management would like to thank IOE for the fruitful evaluation process and will ensure that the findings and lessons learned are disseminated internally to further improve the performance of IFAD-financed programs and projects in Cape Verde and elsewhere.

# République de Cabo Verde

## Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales

### Évaluation de la performance du projet

## I. Introduction

1. Le Bureau indépendant de l'évaluation (BIE) a entrepris une évaluation de la performance du projet (EvPP) du Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales (POSER) financé par le FIDA, qui a débuté en 2013 et, après plusieurs prolongations, devrait s'achever en 2026. Le coût total du programme est estimé à 43,1 millions de dollars des États-Unis (USD). L'évaluation a été approuvée par le Conseil d'administration lors de sa 140<sup>e</sup> session (FIDA, 2023) et est conforme aux orientations incluses dans la stratégie pluriannuelle du BIE (FIDA, 2021)<sup>1</sup>.

## II. Le contexte du projet

### A. Contexte du pays

2. **Géographie.** Cabo Verde est constitué d'une chaîne fragmentée de petites îles et d'îlots volcaniques arides au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest. Avec une population d'environ 490 000 habitants répartis sur neuf îles, le pays est le dixième plus petit au monde, en termes de population par rapport à la zone économique exclusive maritime (INS, 2022). Le territoire de Cabo Verde est divisé en 22 communes (*concelhos*) et subdivisé en 32 entités sous-communales (*freguesias*). Environ 60% de la population est concentrée sur l'île principale, Santiago, et environ 30% sur les îles de São Vicente, Santo Antão et Fogo. Près de 26% de la population vit dans les zones rurales. La population de Cabo Verde est jeune, 45% de la population ayant moins de 25 ans (INS, 2022). Cabo Verde est connu comme un pays d'émigration, la population de sa diaspora étant plus importante que la population du pays. La situation a changé récemment avec l'arrivée d'un nombre croissant d'immigrants à Cabo Verde provenant de l'Afrique de l'Ouest continentale<sup>2</sup>.
3. **Économie.** Cabo Verde est un petit État insulaire en développement (PEID). Après son indépendance en 1975, le pays a connu une stabilité politique, des institutions démocratiques, une croissance économique et un progrès social constants et significatifs, ce qui lui a permis d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire inférieur en 2008. Cependant, le modèle de développement du pays, basé sur le tourisme, les transferts de fonds et les investissements directs étrangers, montre des signes de fatigue depuis la crise financière mondiale de 2008 (Banque mondiale, 2022)<sup>3</sup>. La croissance est passée d'un taux annuel moyen de 7,5% dans les années 2000 à 2,8% au cours de la dernière décennie (hors 2020) et continue d'être volatile (Banque mondiale, 2023b)<sup>4</sup>. Le taux de chômage oscille depuis des années entre 11% et 13%, avec un taux élevé préoccupant de population inactive, en particulier dans les zones rurales (55%) et parmi les jeunes ruraux (74,4%). La diversification économique reste une condition nécessaire à la croissance à long terme. Les principaux obstacles au changement structurel comprennent la faiblesse du secteur privé, la faible productivité agricole, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, le manque d'accès au financement et l'insuffisance du transport maritime inter-îles (BAD,

<sup>1</sup> « Depuis 2011, le BIE a réalisé des EvPP uniquement pour des projets clôturés. À l'avenir, il pourrait appliquer cette mesure aux projets qui sont toujours en cours et sur le point d'être clôturés ou encore aux projets clôturés quelques années plus tôt. »

<sup>2</sup> Les tendances d'émigration de Cabo Verde sont disponibles ici <https://www.iom.int/countries/cabo-verde>

<sup>3</sup> Les investissements directs étrangers se sont concentrés principalement sur les secteurs du tourisme et de l'immobilier. Les envois de fonds sont très importants pour l'économie de Cabo Verde, car ils contribuent à hauteur de 15,6% à son produit intérieur brut selon Remitscope Africa (FIDA, 2022).

<sup>4</sup> Les principales vulnérabilités comprennent la domination du secteur du tourisme, l'absence de tampons face aux chocs et les mauvaises performances des entreprises publiques.

2023). Les perspectives économiques sont soumises à d'importants risques baissiers découlant des incertitudes liées à la guerre en Ukraine et aux chocs climatiques (Banque mondiale, 2023a).

4. **Climat.** La vaste zone océanique du pays a une fertilité marine relativement modeste et le climat sec reflète le climat du Sahel continental africain, avec des sécheresses périodiques et de faibles précipitations. De par sa situation géographique, le pays est exposé à un large éventail de risques naturels, notamment des éruptions volcaniques, des sécheresses, des ouragans, des tempêtes tropicales, des glissements de terrain et des crues soudaines<sup>5</sup>. Le *Rapport sur les risques mondiaux 2021* classe Cabo Verde au 11<sup>e</sup> rang sur 171 des pays exposés au risque de catastrophes liées au climat (Bündnis Entwicklung Hilft et IFHV, 2021). Les effets des phénomènes géologiques et climatiques affectent les moyens de subsistance et les secteurs de croissance clés, affaiblissant les perspectives de développement durable du pays. Cet archipel présente également une panoplie de facteurs structurels - tels qu'une migration rurale rapide vers les villes, une dégradation continue des terres, une faible connectivité entre les îles, une pauvreté persistante et un endettement élevé - qui, ensemble, augmentent sa vulnérabilité à ces événements naturels. Le changement climatique devrait encore intensifier les risques hydrométéorologiques.
5. **Pauvreté et inégalités.** La pauvreté a chuté à Cabo Verde, passant de 45% en 2007 à 31,6% en 2020, et l'extrême pauvreté a également diminué, passant de 17% à 13,1% de la population (DNP, 2021)<sup>6</sup>. La pauvreté absolue et extrême est plus répandue dans les zones rurales où 45% de la population est pauvre et environ 20% vit dans une pauvreté extrême (DNP, 2021). En 2012, lors de la formulation du Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales (POSER), Cabo Verde était classé au 132<sup>e</sup> rang sur 186 pays en termes de développement humain, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,586. En 2022, le pays était classé au 128<sup>e</sup> rang (sur 191 pays) avec un IDH de 0,662. Neuf groupes risquent spécifiquement d'être laissés pour compte : les personnes souffrant d'insécurité alimentaire, les femmes et les filles vulnérables, les enfants et adolescents vulnérables, les jeunes sans emploi, sans éducation ni formation, les personnes âgées, les immigrés d'Afrique continentale, les personnes en situation de handicap, les détenus, les minorités en termes de genre ou d'orientation sexuelle et les personnes vivant dans des zones isolées (ONU, 2022). Selon l'indice mondial de l'écart entre les genres (2023), Cabo Verde se classe 37<sup>e</sup> sur un total de 146 pays. Néanmoins, les problèmes clés qui enferment la majorité des femmes dans la pauvreté et une faible productivité sont le manque de temps, de foncier, de financement et de connaissances (ONU Femmes, 2018).
6. **Sécurité alimentaire.** En termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, Cabo Verde est extrêmement vulnérable aux variations agroclimatiques et aux fluctuations des marchés extérieurs. Environ 90% des céréales (maïs, riz, blé) sont importées, à la fois sous forme d'aide alimentaire et d'importations commerciales. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans la population totale est de 37% et celle de l'insécurité alimentaire grave de 6,3% (FAO *et al.*, 2023). L'insécurité alimentaire et la malnutrition à Cabo Verde sont associées, d'une part, à un accès inégal à des aliments nutritifs (tels que les fruits, la viande et le poisson) et, d'autre part, à la consommation d'aliments transformés de mauvaise qualité (riches en graisses et en sucre raffiné), notamment en milieu urbain. Environ 27% des adultes sont en surpoids et 12% souffrent d'obésité (FAO *et al.*, 2023). La hausse des prix

---

<sup>5</sup> Au cours de la décennie 2010-2020, Cabo Verde a subi l'éruption volcanique du Pico do Fogo (2014-2015), de l'ouragan Fred (2015) et de fréquents épisodes de sécheresse.

<sup>6</sup> La réduction de la pauvreté est due à un mouvement des ménages pauvres vers le secteur des services, à la croissance des revenus dans ce secteur, mais aussi à ceux qui travaillent dans l'agriculture, l'industrie ou la construction, et à l'amélioration du bien-être des chômeurs et des inactifs – probablement grâce aux envois de fonds importants.

alimentaires et la faible production agricole, dues à la sécheresse qui a duré cinq ans, ont intensifié l'insécurité alimentaire (Banque mondiale, 2023a).

7. **Agriculture.** Le secteur de l'agriculture et de la pêche a perdu de son importance économique au cours des dernières années en termes de contribution au produit intérieur brut (PIB). Les données de l'Institut national de la statistique (INS) montrent que les sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie et de la pêche représentaient environ 9% du PIB en 2010 et 6,3% en 2017 (INS, 2017). Néanmoins, le secteur joue un rôle crucial en termes d'emplois dans le pays (10,6%), représente une part importante de la consommation intérieure et joue un rôle dans la stabilisation des prix des produits alimentaires (FAO, 2023). Un tiers des ménages les plus pauvres travaillent dans le secteur agricole, tandis que les ménages les plus aisés sont plus susceptibles de travailler dans les services (Banque mondiale, 2023a).
8. Les terres arables destinées à l'agriculture représentent 9% de la superficie totale et sont cultivées dans le cadre d'une agriculture familiale/de subsistance (environ 45 000 petites exploitations) combinant l'agriculture (principalement le maïs et les haricots) avec l'élevage, dans 85% des cas (FAO, 2023). Parmi les 10 îles de Cabo Verde, Santiago possède la plus grande superficie utilisée pour l'agriculture (52,5%), suivie de Santo Antão (16%) et de Fogo (15,8%) (Monteiro *et al.*, 2020). Il existe deux types de systèmes agricoles: l'agriculture pluviale, pratiquée sur les pentes pendant la saison des pluies, et l'agriculture irriguée, pratiquée toute l'année principalement dans les vallées, sur les bas des pentes et sur les petits plateaux. Le premier est le système agricole le plus important de l'archipel. Les cultures de base, telles que le maïs et les haricots, sont produites dans le cadre d'une agriculture pluviale de subsistance, tandis que les cultures irriguées (canne à sucre, tomates) sont principalement cultivées à des fins commerciales. Le secteur agricole de Cabo Verde s'est développé avec succès au cours de la dernière décennie, comme en témoigne l'offre croissante de produits alimentaires frais produits localement sur les marchés (Banque mondiale, 2018).
9. Le secteur agricole à Cabo Verde fait face à plusieurs risques corrélés, dont la volatilité des prix, la sécheresse, les précipitations torrentielles, les ravageurs des cultures et les maladies animales (PARM, 2019). Les périodes de sécheresse prolongées, l'exposition, l'érosion et la dégradation des sols, qui ont conduit à une désertification croissante au cours des dernières décennies, ont été identifiées comme les principales contraintes au développement agricole. La stratégie du Gouvernement de Cabo Verde visant à atténuer la pénurie d'eau grâce à une irrigation à petite échelle basée principalement sur de petits barrages et la technologie de l'irrigation goutte à goutte a un effet marqué sur la production agricole dans les zones à prédominance aride et semi-aride de cet archipel (Monteiro *et al.*, 2020). Le recours à des pratiques d'irrigation innovantes pourrait contribuer à atteindre les niveaux d'irrigation observés ailleurs, renforçant ainsi la résilience au changement climatique et stimulant la production agricole (Banque mondiale, 2023b).
10. Le principal obstacle à la commercialisation est l'absence d'un système logistique national efficace et adéquat. Le problème est amplifié par le degré extrême de fragmentation de la production, tant en termes de prolifération de petites parcelles que de discontinuité géographique du pays. Un autre problème chronique auquel les agriculteurs sont confrontés est le taux élevé de pertes après récolte. La qualité est également une préoccupation majeure, et le manque de certifications en matière de sécurité alimentaire reste un défi majeur pour les chaînes de valeur correspondantes (Banque mondiale, 2018).

## **B. Cadre stratégique et politiques de développement**

11. **Développement et lutte à la pauvreté.** Le POSER a été conçu au moment du lancement du troisième Document de stratégie de croissance et de réduction de la

pauvreté (DSCR 2012-16), qui priorisait les piliers suivants: bonne gouvernance, capital humain, infrastructures et croissance du secteur privé. Le DSCR III a été remplacé par le Plan stratégique de développement durable (PEDS 2017-2021 et 2022-2026), le véhicule de mise en œuvre des objectifs de développement durable à Cabo Verde. Le secteur agricole est considéré comme important pour atteindre les objectifs de ces stratégies.

12. **Agriculture.** Le Plan stratégique de développement agricole (PEDA 2005-2015) visait un développement rural durable, basé sur la valorisation intégrée et participative des ressources naturelles et sur le renforcement du capital humain et socioéconomique local. Le Programme national d'investissement agricole (PNIA 2010-2015) s'inscrit dans le processus du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et représente le plan d'action du PEDA. Le PNIA a été remplacé par le Programme national d'investissement agricole, sécurité alimentaire et nutritionnelle (2018) qui se concentre sur la stimulation de la production et de la productivité agricole, le développement des chaînes de valeur agricoles, la promotion de la technologie et de l'innovation, l'augmentation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion des risques et la résilience et l'amélioration de la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
13. **Changement climatique.** Le cadre réglementaire de Cabo Verde pour la résilience climatique et la croissance verte comprend le Plan national d'adaptation 2021, le Plan d'action national pour l'environnement, le Plan national pour les énergies renouvelables 2015 et la Stratégie de développement à faible émission de carbone et résilient au climat.

### C. L'action du FIDA à Cabo Verde

14. **Aperçu de l'aide publique au développement.** L'aide publique au développement (APD) de Cabo Verde a considérablement diminué au fil des ans, l'APD nette reçue en pourcentage du revenu national brut passant de 44,5% en 1980 à 7,6% en 2021<sup>7</sup>. En 2021, l'APD nette reçue par Cabo Verde s'élevait à 150,1 millions d'USD. Les dix principaux donateurs étaient l'Association internationale de développement (65%), l'Union européenne (29%), le Luxembourg (18%), le Fonds monétaire international (17%), le Portugal (15%), le Japon (5%), la Hongrie (5%), la France (3%), le Koweït (3%) et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2%). Les infrastructures et services sociaux, l'éducation et la santé étaient les principaux secteurs bénéficiaires de l'aide (OCDE, 2023).
15. **Le FIDA à Cabo Verde.** Depuis le début des opérations du FIDA dans le pays en 1978, le FIDA a soutenu cinq projets d'un coût total de 108 millions d'USD, dont 55 millions d'USD ont été fournis par le FIDA. Son soutien s'est concentré sur le développement de l'agriculture et de la pêche artisanale, en mettant l'accent sur les approches participatives et communautaires. Le POSER s'appuie sur le Programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural (PLPR), mis en œuvre entre 2000 et 2013, qui a atteint des résultats significatifs dans l'amélioration des conditions socioéconomiques des populations rurales en facilitant l'accès des populations à l'eau potable, aux centres de santé et aux infrastructures scolaires. Il a également atteint certains résultats dans le domaine de la production agricole, animale et halieutique.
16. Le Programme d'options stratégiques (COSOP) de Cabo Verde de 1996 appelait à continuer de se concentrer sur le financement des activités de gestion des ressources naturelles et de développement rural, ainsi que sur la promotion de la pêche artisanale et des micro-initiatives, tout en favorisant des approches de développement participatives et sensibles au genre à base communautaire.
17. En 2016, une note de stratégie de pays a été élaborée pour la période 2016-2018, avec pour objectif global d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et les

---

<sup>7</sup> Selon la base de données de la Banque mondiale consultée le 20 janvier 2024.

conditions de vie des ménages ruraux pauvres. Elle s'articulait autour de deux objectifs stratégiques complémentaires : (i) les ressources naturelles sont mobilisées et gérées de façon durable et résiliente au changement climatique; (ii) des systèmes de production et des opportunités économiques performants et durables sont adoptés à large échelle par les ménages ruraux. Alors que dans le passé, l'accent était mis sur l'amélioration des conditions socioéconomiques des ruraux, l'augmentation de la production agricole est devenue plus importante dans la note de stratégie de pays.

18. Le COSOP 2019-2024 vise à contribuer à l'amélioration durable des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales vulnérables<sup>8</sup>. Il comprend trois objectifs stratégiques : (i) accroître la résilience des populations rurales, en particulier des ménages les plus vulnérables, aux effets du changement climatique, avec un accent sur la gestion de l'eau; (ii) appuyer le développement des chaînes de valeur agricoles et de l'économie locale; (iii) engager avec les partenaires un dialogue politique. Les agriculteurs familiaux et les pêcheurs artisanaux constituent le principal groupe cible, avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes. Si la gestion de l'eau est restée au cœur du COSOP, l'accès aux marchés est également devenu une dimension importante. Le POSER est le seul projet appuyé par le FIDA en cours dans le pays.
19. Les directeurs pays du FIDA supervisant les opérations à Cabo Verde ont en même temps été responsables d'autres portefeuilles de pays. Depuis 2016, le portefeuille est géré par un Directeur pays basé au Sénégal.

#### **D. Description du projet**

20. **Calendrier.** Le POSER a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en septembre 2012 et déclaré effectif cinq mois plus tard. Il a été conçu comme un programme de six ans<sup>9</sup>, mais la date d'achèvement a été prolongée quatre fois jusqu'en décembre 2026 (après avoir reçu plusieurs financements supplémentaires)<sup>10</sup>.
21. **But et objectifs.** L'objectif général du POSER est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres. En adoptant une approche de développement communautaire (CDD)<sup>11</sup>, l'objectif spécifique du programme est de contribuer à l'accroissement des revenus des populations rurales en promouvant la création d'opportunités économiques inclusives et durables dans les zones rurales. Avec l'ajout du don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), la résilience climatique a été intégrée dans l'objectif spécifique.
22. **Ciblage.** Les sept îles habitées disposant de zones rurales couvertes par le PLPR constituent la zone d'intervention : Brava, Fogo, Maio, Santo Antão, São Nicolau, Santiago et São Vicente. Le don ASAP intervient seulement sur quatre îles : Brava, Fogo, Santiago et São Nicolau. Le groupe cible est constitué des ruraux pauvres de la zone d'intervention membres des assemblées communautaires. Lors de la conception, il s'agissait de 41 020 ménages pour un total de près de 205 000 bénéficiaires<sup>12</sup>. L'objectif en termes de bénéficiaires directs a été révisé à 10 957 en 2016, à 16 000 en 2020 et à 16 800 en 2023<sup>13</sup>. La priorité est donnée aux femmes chefs de ménage ; les jeunes qui, faute de formation, ne réussissent ni à profiter des opportunités présentes sur le marché de l'emploi ni à créer des opportunités ; et les

<sup>8</sup> En 2024, le COSOP a été prolongé de deux ans, jusqu'en 2026.

<sup>9</sup> Le don ASAP était conçu pour couvrir une période de quatre ans (2016-2019).

<sup>10</sup> En 2013, pour combler le déficit de financement initial ; en 2016, un don ASAP pour financer une utilisation efficace et durable de l'eau pour l'agriculture et la gestion des bassins versants; en 2018, pour consolider et développer les technologies de mobilisation et de gestion de l'eau testées avec succès; en 2023, pour consolider et intensifier les activités du programme.

<sup>11</sup> Plus précisément, en donnant aux organisations communautaires (telles que les associations communautaires de développement et les commissions régionales de partenaires) les moyens de jouer un rôle dans la conception et la mise en œuvre d'initiatives pour leur propre développement socioéconomique.

<sup>12</sup> Cela comprenait les membres des 508 associations communautaires de développement (ACD) soutenues.

<sup>13</sup> Parmi eux, 1 215 personnes étaient censées bénéficier directement du don ASAP.

individus ou ménages choisis sur la base de critères de pauvreté identifiés par les communautés elles-mêmes. Les objectifs de ciblage ont été fixés à 50% pour les femmes et à 40% pour les jeunes, tandis que ce dernier a été réduit à 30% à mi-parcours.

23. **Composantes.** Le POSER s'articule autour de trois composantes techniques et une composante de gestion:

- La composante 1 «*Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté (PRLP)*» vise à soutenir la mise en place de microprojets (MP)<sup>14</sup> sollicités par les populations rurales (26,5 millions d'USD, 62% des coûts totaux de base). La nature de ces initiatives (essentiellement économiques) en ligne avec les PRLP que les commissions régionales de partenaires (CRP)<sup>15</sup> élaborent dans la mesure où elles seront financées par ces programmes régionaux. Cette composante contribue à (i) l'élaboration des PRLP; (ii) la sélection et le financement des microprojets<sup>16</sup>; et (iii) la mise en place d'un fonds de réinvestissement communautaire (FRC) qui vise à améliorer la réputation de solvabilité des bénéficiaires et, par conséquent, à encourager les institutions de microfinance et autres institutions financières à octroyer des crédits additionnels à ces mêmes bénéficiaires. L'appui du don ASAP s'articule autour l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les PRLP, la valorisation et l'utilisation efficiente de l'eau agricole et l'amélioration de l'infiltration des eaux et protection des bassins versants.
- La composante 2 «*Formation, animation et mise en réseau*» vise à la consolidation et pérennisation des structures institutionnelles (associations communautaires de développement (ACD) et CRP) mises en place par le prédécesseur du POSER, le PLPR, dans la mesure où ce sont des instruments d'encadrement et de soutien à la création des microprojets (8,1 millions d'USD, soit 18% des coûts totaux de base). Cette composante contribue à la mise en place de six axes complémentaires (i) l'animation et le renforcement du réseau des facilitateurs des processus participatifs dans les ACD; (ii) la formation et l'acquisition de compétences; (iii) la constitution de partenariats multi-niveaux; (iv) la mise en réseau ascendant des ACD et des CRP; (v) la gestion participative des connaissances; et (vi) la communication.
- La composante 3 «*Appui institutionnel pour l'adaptation des petites exploitations agricoles au changement climatique*» vise à renforcer l'information hydrométéorologique et à promouvoir le dialogue politique portant sur la gestion de l'eau agricole (0,7 million d'USD, soit 2% des coûts totaux de base). Cette composante a été introduite lors de la conception du don ASAP en 2016.
- La composante 4 «*Coordination et gestion*» vise à appuyer l'unité de gestion et de coordination du POSER dans ses fonctions de: (i) coordination des composantes 1, 2 et 3; (ii) coordination de la question du genre; (iii) de supervision et suivi-évaluation du travail des CRP et ACD; (iv) de gestion administrative, logistique et financière; et (v) de liaison et visibilité entre les CRP du programme avec le Gouvernement et les potentiels partenaires au niveau national (7,8 millions d'USD, soit 18% des coûts totaux de base).

<sup>14</sup> Les microprojets sociaux incluent le logement social, l'éducation et l'accès à l'eau potable, tandis que les microprojets économiques incluent la production agricole, l'élevage, la pêche, les activités de transformation alimentaire, le commerce ou les activités de services.

<sup>15</sup> Les CRP ont été créées par le prédécesseur du POSER, PLPR. Elles sont composées de communautés locales et de groupes d'intérêt commun (dont les associations communautaires de développement ou ACD), d'ONG opérant sur le territoire, ainsi que de représentants des communes et des services déconcentrés de l'État. Les CRP sont chargées de mettre en œuvre des programmes locaux de réduction de la pauvreté, formulés et planifiés par les bénéficiaires eux-mêmes, sur la base d'un processus participatif, pour identifier les problèmes et les opportunités de pauvreté locale.

<sup>16</sup> Pour les microprojets, le principe de contribution de départ des bénéficiaires (en argent ou en nature) s'applique auquel devrait être ajouté le principe de « réinvestissement communautaire ». Le taux de restitution doit être déterminé en concertation avec les parties prenantes en fonction du projet et des capacités du bénéficiaire, suite à l'analyse du cas.

24. **Financement.** Le POSER est financé par des prêts du FIDA d'un montant de 26,7 millions d'USD. Cette allocation a été complétée par un prêt du Fonds fiduciaire espagnol (FFE) de 9,5 millions d'USD, et d'un don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne aux changements climatiques (ASAP) du FIDA de 4 millions d'USD. Une contribution du Gouvernement de 5,6 millions d'USD est prévue, la contribution attendue des bénéficiaires étant de 1,3 million d'USD. Le coût total du programme est estimé à 43,1 millions d'USD.

Tableau 1

**Coûts prévisionnels et coûts effectifs par source de financement (au 31/12/2023)**

Source de financement	Coûts prévisionnels (milliers d'USD)	%	Taux de décaissement (%)
Prêts FIDA	22 701	53	68
Don ASAP	4 000	9	100
Sous-total FIDA	26 701	62	73
FFE	9 504	22	100
Bénéficiaires	1 341	3	99
Gouvernement	5 563	13	62
Total	43 109	100	78

Source : unité de coordination du programme (UCP).

Tableau 2

**Coûts prévus et coûts effectifs par composante (au 31/12/2023)**

Composante	Coûts prévisionnels (milliers d'USD)	%	Taux de décaissement (%)
Composante 1	26 530	62	88
Composante 2	8 092	18	46
Composante 3	776	2	41
Composante 4	7 712	18	79
Total	43 111	100	78

Source : UCP.

25. **Mise en œuvre et coordination.** Initialement, le POSER était sous la tutelle du Ministère de la jeunesse, de l'emploi et du développement des ressources humaines (MJEDRH). Depuis novembre 2016, la tutelle est assurée par le Ministère de l'agriculture et de l'environnement (MAA). Le Conseil national de réduction de la pauvreté (CNRP) était censé être en charge du pilotage du programme, mais il n'y est jamais parvenu. En 2017, un comité de pilotage national a été créé pour le POSER. Il s'agit d'une structure multisectorielle qui doit fournir des orientations opérationnelles et est chargée d'approuver le plan de travail et budget annuel du projet. L'unité de coordination du programme (UCP) est responsable du respect des dispositions de l'accord de financement ainsi que des conventions-cadres et des contrats que le programme a signés avec les neuf CRP, en tant qu'institution d'exécution. Le projet POSER bénéficie également du soutien de plusieurs prestataires, telles que l'Association des jeunes entrepreneurs capverdiens (AJEC), l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANAS), le Centre d'études rurales et agricoles internationales (CERAI), le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI), la Direction générale de l'agriculture, des forêts et de l'élevage (DGASP) et les délégations du MAA, l'Institut capverdien pour l'égalité et l'équité des genres (ICIEG), l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle (IEFP), l'Institut national de météorologie et de géophysique (INMG), le Secrétariat national de la sécurité Alimentaire (SNSAN) et l'Université de Cabo Verde (Uni-CV).

26. **Modifications apportées à la conception.** Deux changements principaux ont été apportés à la conception du POSER : l'accent mis sur les projets structurants et l'intégration des interventions d'adaptation au changement climatique. Alors que le POSER avait commencé à appliquer une approche de développement axée sur la communauté, tout a changé en 2018. Après la revue à mi-parcours, la stratégie a été réorganisée autour de projets structurants permettant de créer les conditions de durabilité pour les microprojets, notamment en assurant l'accès à l'eau pour les microprojets agricoles (par exemple en construisant des réservoirs d'eau, des points d'eau, des stations de pompage, etc., et en développant des systèmes d'irrigation) et à la chaîne du froid pour les microprojets de pêche. L'accent a été davantage mis sur l'identification et la mise en œuvre de projets structurants plus économiques pour améliorer la création de revenus pour les bénéficiaires, l'atteinte rapide des objectifs du programme et l'augmentation du niveau de décaissement. Cela nécessitait une plus grande implication des services techniques spécialisés du MAA au niveau régional en appui aux CRP et aux ACD, plus spécifiquement en termes de planification, d'appui technique à la production, de promotion de l'entrepreneuriat rural, de suivi technique de proximité et de recherche de marchés porteurs<sup>17</sup>. À partir de 2016, le don ASAP a permis au POSER d'investir sur la mobilisation efficiente de l'eau agricole et la gestion durable des bassins versants et de renforcer ainsi l'impact du programme en matière de résilience au changement climatique.

### III. Objectifs, méthodologie et processus d'évaluation

27. **Objectifs.** Les objectifs de l'évaluation étaient les suivants: (i) évaluer la performance et les résultats du programme; (ii) dégager des enseignements opérationnels et stratégiques qui pourraient éclairer les futures interventions dans le pays ou la région concernée, (iii) apporter des preuves directes qui serviront pour d'autres évaluations futures, y compris l'évaluation au niveau institutionnel de l'engagement du FIDA dans les PEID, prévue pour 2024-2025.
28. **Champs d'évaluation.** L'EvPP a couvert la période de mise en œuvre du programme de 2013 jusqu'à décembre 2023. L'évaluation a englobé toutes les composantes du POSER et offert une analyse approfondie des problèmes clés identifiés lors de sa définition et de sa conception. La contribution du FIDA a été entièrement intégrée avec celle des cofinanceurs, ce qui a permis à son financement d'impacter tous les aspects du programme. Par conséquent, la portée de l'EvPP a couvert l'intégralité du programme.
29. **Méthodologie.** L'EvPP a reconstruit une théorie du changement (TdC) du programme<sup>18</sup> et l'a utilisée pour identifier les divers chemins (ou chaînes de résultats) qui contribuent à l'atteinte de l'impact attendu et évaluer leur solidité. Le cadre d'évaluation détaillé fournit des informations sur les questions globales, les sous-questions, les critères/indicateurs et les sources de données identifiées par les critères d'évaluation de l'EvPP<sup>19</sup>. L'équipe d'évaluation s'est appuyée sur une gamme de sources de données qualitatives et quantitatives, notamment des données secondaires, des entretiens semi-structurés individuels et de groupe, les résultats préliminaires de l'étude d'impact réalisée par la Division de la recherche et de l'évaluation de l'impact (RIA) du FIDA, et les données quantitatives et études mises à disposition par l'UCP. Au total, 145 personnes ont été interrogées et 30 sites de projets différents ont été visités<sup>20</sup>.
30. **Processus.** L'évaluation s'est déroulée selon une séquence d'étapes définies par le *Manuel de l'évaluation* du FIDA :

---

<sup>17</sup> La période qui suit ce changement est également appelée « deuxième phase » dans le présent rapport.

<sup>18</sup> Voir annexe VI.

<sup>19</sup> Voir annexe IV. Il convient de noter que le cadre d'évaluation de cette EvPP a pris en considération celui de l'évaluation thématique du BIE de l'engagement du FIDA dans les PEID.

<sup>20</sup> L'équipe d'évaluation a visité quatre îles : Maio, Santiago, Santo Antão et São Vicente. Voir l'annexe V pour une répartition du type et du nombre de personnes interrogées et des points d'observation.

- **Phase préparatoire.** Ceci comprenait la revue documentaire préalable; la conduite d'entretiens par vidéo-conférence pour le cadrage et la collecte de données et d'informations sur le programme; la poursuite de la revue documentaire de façon plus approfondie.
  - **Phase principale.** Elle comprenait la conduite d'une mission dans le pays, du 4 mars au 18 mars 2024, pour la collecte de données. Les entretiens en distanciel ont eu lieu avant la mission. La mission de terrain s'est achevée avec l'organisation d'une réunion de présentation des constats préliminaires de l'évaluation.
  - **Production du rapport d'évaluation.** Après la mission principale, une première version du rapport d'évaluation a été préparée par l'équipe d'évaluation, qui a été soumise à une revue interne de sa qualité par les pairs au sein du BIE. Une version révisée a été produite et partagée pour recueillir les commentaires de la Division de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA) du FIDA et du Gouvernement de Cabo Verde. Le BIE a finalisé le rapport sur la base des commentaires reçus, et en fournissant une explication écrite sur la pertinence de chaque commentaire et la façon dont il avait été pris en compte dans la finalisation du rapport.
  - **Phase finale de l'évaluation.** Une réponse écrite de la direction du FIDA au rapport final de l'EvPP a été préparée par le Département de la gestion des programmes du FIDA. Cette réponse a été incluse dans le rapport final.
31. **Limitations et risques.** Les interventions du projet sont réparties sur sept îles et, les connexions inter-îles n'étant pas simples, l'équipe d'évaluation a donc sélectionné quatre des sept îles à visiter, en utilisant les critères suivants : forte concentration d'activités, îles ayant reçu un appui ASAP et n'en ayant pas reçu, des îles facilement accessibles et d'autres plus éloignées et des îles visitées fréquemment et moins fréquemment par les missions de supervision<sup>21</sup>. Par ailleurs, la dernière mission de supervision a eu lieu en juillet 2022, le programme est encore en cours et les études finales n'ont pas encore été réalisées<sup>22</sup>. Pour remédier à cette situation, des données supplémentaires ont été collectées lors de la mission principale d'évaluation à travers diverses méthodes de collecte de données pour valider et trianguler les sources de données disponibles et l'EvPP a intégré les résultats préliminaires de l'analyse d'impact. De plus, une autoévaluation de la performance du POSER a été préparée par l'UCP.

## IV. Principaux constats de l'évaluation

### A. Pertinence

32. **La conception et le changement de stratégie du POSER étaient conformes aux priorités du Gouvernement.** En mettant l'accent sur le développement communautaire, la conception du POSER était alignée sur le DECRP 2012-2016 et sur la vision du Gouvernement de l'époque de créer une nation inclusive, juste et prospère, avec des opportunités pour tous. La stratégie appelait également à accélérer la mise en œuvre du PNIA, notamment en promouvant une utilisation plus efficace de l'eau et en soutenant les chaînes de valeur agricoles, domaines auxquels le POSER contribuerait. Le changement de stratégie du projet en 2018, en mettant l'accent sur des projets structurants, était aligné sur la vision du Gouvernement nouvellement élu, telle que reflétée dans le PEDS. La stratégie du Gouvernement était basée sur un nouveau modèle de croissance économique, dans lequel l'agriculture est un secteur générateur de revenus, passant d'une perspective de subsistance à une perspective commerciale. La lutte contre l'impact du changement climatique est également devenue une priorité majeure pour le Gouvernement et la subvention ASAP était donc très pertinente.

<sup>21</sup> La mission a visité les îles de Maio, Santiago, Santo Antão et São Vicente et six des neuf régions couvertes par le projet.

<sup>22</sup> Le rapport final de l'étude de l'impact du POSER n'était pas disponible au moment de la rédaction du rapport.

33. **Le POSER est en ligne avec le COSOP 1996, la note de stratégie de pays 2016-2018 et contribue clairement au COSOP 2019-2024.** Plus précisément, le POSER est en ligne avec l'objectif global de la note de stratégie de pays (NSP) visant à améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie des ménages ruraux pauvres, ainsi que ses deux objectifs stratégiques. En effet, le premier objectif stratégique de la NSP prévoit la mobilisation et la gestion durables des ressources naturelles, y compris les ressources en eau sur lesquelles le POSER a particulièrement investi, et le deuxième objectif stratégique prévoit que des systèmes de production et des opportunités économiques performants et durables soient adoptés à grande échelle par les ménages ruraux. Les interventions du POSER visant à améliorer la résilience des populations rurales - en particulier celles des plus vulnérables et, notamment, les ménages dirigés par des femmes et les jeunes - aux effets des changements climatiques, notamment par la mobilisation des ressources en eau, sont parfaitement alignées sur la définition du 1<sup>er</sup> objectif stratégique du COSOP 2019-2024. Le POSER est également cohérent avec le 2<sup>e</sup> objectif stratégique du COSOP car il prévoit le développement de filières agricoles et le ciblage des entreprises dirigées par des jeunes adultes et des femmes. L'appui du POSER à l'élaboration d'études thématiques est explicitement mentionné parmi les initiatives du COSOP pour le 3<sup>e</sup> objectif stratégique, qui vise à engager des dialogues politiques sur les principales questions de développement pertinentes pour les petits agriculteurs, les jeunes adultes et les femmes.
34. **La conception initiale du POSER présentait des lacunes, notamment en termes de capacités existantes et d'orientations opérationnelles.** Des hypothèses excessivement ambitieuses avaient été faites concernant la capacité du Ministère de la jeunesse, de l'emploi et du développement des ressources humaines à fournir le soutien nécessaire aux bénéficiaires pour les activités sur le terrain. L'UCP était sous-dimensionnée pour évaluer de manière adéquate les propositions des microprojets. La capacité des CRP à réaliser des projets et à mobiliser des ressources dépendait essentiellement des ressources mises à disposition par le POSER. De plus, les unités techniques (UT) des CRP n'avaient pas les compétences techniques nécessaires dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'accès au marché, ce qui a augmenté la dépendance technique des CRP vis-à-vis des délégations du MAA, bien que le MAA n'ait pas été le ministère compétent pour l'exécution du programme pendant la première phase. Les orientations opérationnelles lors de la conception du projet et après la restructuration n'étaient pas toujours claires ou bien alors développées tardivement, notamment en ce qui concerne le fonds de réinvestissement communautaire, les projets structurants, l'entretien des ouvrages et le ciblage, ce qui a entraîné une confusion lors de la mise en œuvre<sup>23</sup>.
35. **La stratégie de mise en œuvre de la conception initiale s'est avérée irréalisable et, par conséquent, le changement de stratégie était justifié.** Le plan initial du programme reposait sur la réalisation de nombreux microprojets dans différents secteurs. Cependant, la capacité du personnel du POSER et du ministère compétent à l'époque (MJERH) s'est révélée insuffisante pour une sélection appropriée des microprojets et pour fournir le soutien nécessaire une fois les microprojets mis en œuvre. De plus, sans un accès adéquat à l'eau, bon nombre des microprojets n'avaient aucune chance de succès. Les analyses de la fonctionnalité des projets réalisées par l'équipe de suivi et d'évaluation (S&E) indiquaient qu'une grande partie des microprojets financés n'étaient pas opérationnels. Les raisons sont indiquées dans l'analyse de l'efficacité, de la durabilité et de la première thématique clé (changement de stratégie). Toutefois, il est mentionné ici que des entretiens avec des institutions de microfinance et des associations de bénéficiaires ont signalé qu'une des principales raisons était que les nombreux microprojets proposés ne correspondaient pas au profil extrêmement pauvre des bénéficiaires, car ils

---

<sup>23</sup> Voir par exemple les rapports de supervision du POSER 2019 et 2020 et les entretiens avec des informateurs clés.

nécessitaient des coûts que les bénéficiaires ne pouvaient pas supporter et un suivi continu que le programme ne pouvait pas fournir. À partir de 2018/2019, le programme a radicalement changé de stratégie de mise en œuvre en finançant un plus grand nombre de projets définis comme « structurants ». Ces projets consistent en des interventions visant à favoriser la production agricole grâce à des investissements facilitant l'accès à l'eau d'irrigation ou dans d'autres secteurs (pêche et élevage), mais avec un montant plus élevé par rapport aux microprojets de la période précédente. Par ailleurs, ce changement de stratégie a nécessité une participation accrue des services du MAA, qui avait entre-temps pris en charge la supervision du projet. Les délégations du MAA étaient mieux positionnées pour offrir une assistance technique aux bénéficiaires des interventions dans le secteur agricole et de l'élevage.

36. **L'accent mis par la deuxième phase du POSER sur l'accès à l'eau était cohérent avec les besoins des populations rurales.** À Cabo Verde, l'agriculture dépend fortement des précipitations pour la recharge des eaux souterraines, la production pluviale et les systèmes d'irrigation, ce qui la rend extrêmement vulnérable aux impacts des changements climatiques (FAO, 2019). Lors des visites sur le terrain de l'équipe d'évaluation, il a été confirmé que l'accès à l'eau était la priorité absolue des populations des zones rurales. Dans ce contexte, le financement supplémentaire de l'ASAP, axé sur l'utilisation efficace de l'eau et la conservation des sols et de l'eau, était donc très pertinent. Cela comprenait les études techniques nécessaires pour l'implantation et la dimension des ouvrages, les ouvrages antiérosifs avec végétalisation, les digues d'infiltration et de ralentissement des ruissellements, la formation des bénéficiaires (sur la gestion et l'entretien des ouvrages et la gestion de l'érosion et de l'eau à la parcelle en utilisant notamment les techniques de cultures climato-intelligentes), le renforcement du réseau agrométéorologique national et une expérimentation pilote de l'utilisation de pluviomètres paysans.
37. **Les deux phases du POSER avaient chacune une approche de ciblage très différente (de bas en haut au lieu de haut en bas), la première étant beaucoup plus axée sur la pauvreté.** Une approche de développement communautaire a été suivie au cours de la première phase, les ACD et les CRP sélectionnant de manière participative et transparente les bénéficiaires des microprojets. Cela a été fait en s'appuyant sur l'expérience du PLPR, le prédécesseur du POSER, et était conforme aux orientations gouvernementales de l'époque. Les microprojets sociaux, comme le logement, étaient clairement destinés aux plus pauvres, alors que les contraintes liées aux moyens de subsistance (par exemple en termes d'accès à la terre) auraient pu les empêcher de bénéficier d'activités génératrices de revenus (AGR). Avec le changement de stratégie, l'approche de ciblage du projet a radicalement changé pour devenir une approche descendante reposant uniquement sur un ciblage géographique<sup>24</sup>. Une fois que le MAA a choisi le site d'intervention, principalement en fonction des besoins d'accès à l'eau, toutes les personnes vivant dans la zone ont pu en bénéficier, quel que soit leur profil socioéconomique. Même si les femmes et les jeunes constituaient des groupes cibles spécifiques, les stratégies détaillées pour les atteindre faisaient défaut dans les deux phases<sup>25</sup>. En termes de ciblage géographique global, le POSER est intervenu dans les sept îles habitées et disposant de terres agricoles. Les interventions de l'ASAP se sont concentrées uniquement sur quatre îles les plus vulnérables à l'impact du changement climatique, à savoir Brava, Fogo, Santiago et São Nicolau. Cependant, les cartes établies par île entre 2014 et 2021 sur la sensibilité à certains aléas climatiques n'indiquent pas que celles-ci étaient les plus menacées (MAA, 2021).
38. **Aperçu général de la pertinence.** Le programme est en ligne avec la politique gouvernementale et la stratégie du FIDA, et répond actuellement bien aux besoins

<sup>24</sup> Ce changement d'approche de ciblage est resté non écrit (voir FIDA, 2021).

<sup>25</sup> Voir également la section ci-dessous sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

des populations rurales. Cependant, la qualité de la conceptualisation du POSER présentait des éléments de faiblesse. La nouvelle stratégie de mise en œuvre a corrigé les problèmes et les défauts de la conceptualisation initiale du Programme. L'EvPP juge la pertinence « **satisfaisante** » (5).

## B. Efficacité

39. **La grande majorité des cibles du cadre logique du POSER ont été atteintes.** Plus spécifiquement, fin décembre 2023, sur les 35 indicateurs mesurés par le POSER, 20 avaient dépassé l'objectif, neuf avaient atteint plus de 75% de l'objectif, tandis que six indicateurs affichaient un résultat inférieur à 75%<sup>26</sup>.
40. Les réalisations du POSER en termes de produits et de résultats dans chacune de ses trois voies de changement de la TdC reconstruite par l'équipe d'évaluation sont discutées ci-dessous. Les trois voies pour améliorer les conditions de vie et augmenter les revenus sont : (i) l'amélioration de l'accès aux actifs, aux services et au financement ; (ii) le renforcement des capacités et la création de réseaux; (iii) le renforcement de la résilience climatique.

### Première voie de changement : améliorer l'accès aux actifs, aux services et au financement

41. **L'accent des investissements s'est déplacé vers l'agriculture.** Au 31 décembre 2023, le POSER avait appuyé la mise en œuvre de 479 microprojets (66% de la cible) et de 110 projets structurants (118% de la cible). Après le changement de stratégie mentionné, le financement des microprojets a été intentionnellement interrompu. Par conséquent, le nombre de microprojets réalisés ne correspond qu'à 66% de l'objectif. Alors qu'en chiffres absolus, la plupart des microprojets concernaient l'élevage, l'agriculture et la pêche, 62% de l'ensemble des bénéficiaires ont bénéficié des microprojets de transport scolaire et de paiement des frais de scolarité (voir graphique 1 ci-dessous). La plupart des projets structurants concernaient l'agriculture, tant en chiffres absolus qu'en termes de bénéficiaires, suivis par l'élevage et la pêche (voir graphique 2 ci-dessous). En général, lors de la seconde phase, les interventions visant à créer des emplois dans le secteur non agricole ont été très limitées. D'une part, il y a eu une réorganisation stratégique vers des projets d'infrastructures de mobilisation de l'eau, d'autre part, le MAA n'est pas bien positionné pour travailler dans les secteurs non agricoles.

Tableau 3

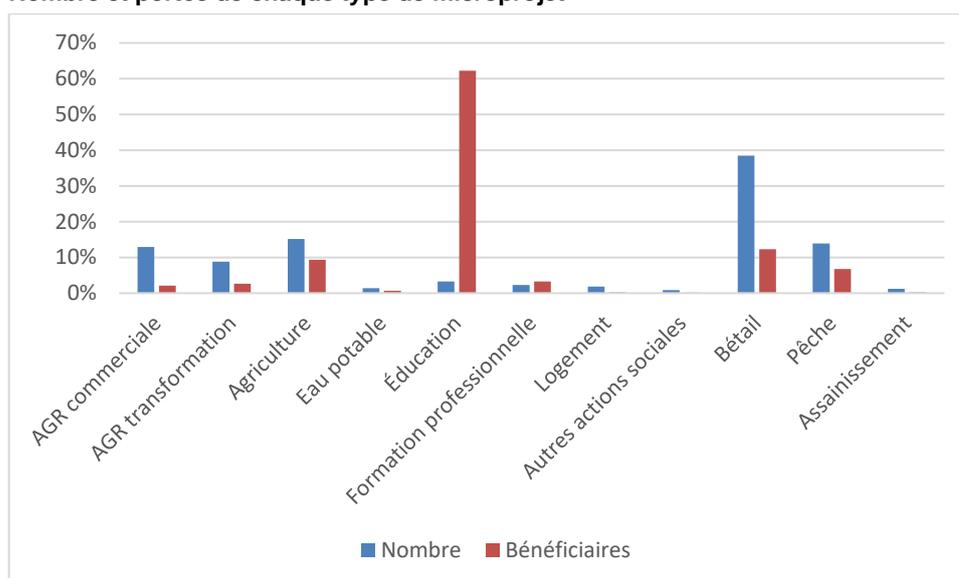
#### Microprojets et projets structurants soutenus au 31 décembre 2023

Type d'activité	Cible	Réalisations (nb)	Réalisations (%)
Microprojets	730	479	66
Projets structurants	93	110	118

Source : système de suivi-évaluation du programme.

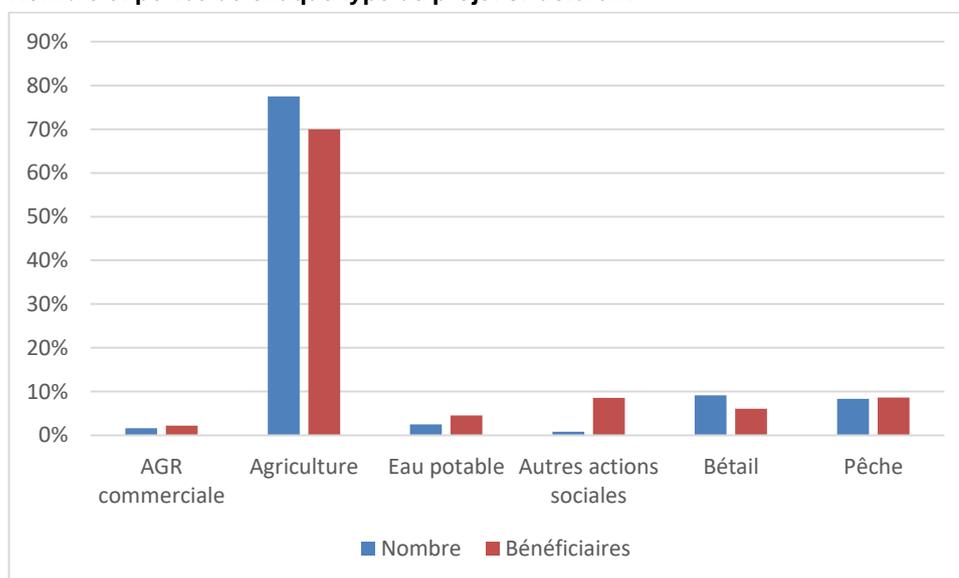
<sup>26</sup> Un certain nombre de cibles ont changé au fil du temps, à savoir, notamment, le changement des cibles absolues concernant la portée du programme (205 000 bénéficiaires lors de la formulation, 10 957 en 2016, 16 000 en 2020 et 16 800 en 2023), la réduction des objectifs de sensibilisation des jeunes (40% lors de la formulation, 30% en 2016), la réduction des objectifs pour les microprojets (905 en 2015, 800 en 2016, 730 en 2020), l'introduction d'objectifs pour les projets structurels (93 en 2020), l'introduction d'objectifs liés à la subvention ASAP (par exemple, les terres protégées contre l'érosion), et l'augmentation des objectifs pour les terres sous irrigation (78 ha en 2017, 200 ha en 2020).

Graphique 1  
**Nombre et portée de chaque type de microprojet**



Source : système de suivi-évaluation du programme.

Graphique 2  
**Nombre et portée de chaque type de projet structurant**



Source : système de suivi-évaluation du programme.

42. **L'absence d'un suivi adéquat des microprojets financés était une raison principale de leur manque de succès.** Rien ne prouve que les microprojets aient contribué de manière substantielle à une augmentation des revenus. Des entretiens avec des informateurs clés ont révélé que le manque de suivi approprié des microprojets financés constituait une cause principale de leur échec. Les données collectées par l'équipe de S&E du POSER indiquent que les projets dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche présentent un degré de fonctionnalité plus élevé (mesuré par le nombre de bénéficiaires actifs) une fois la période de soutien initiale terminée, tandis que les projets dans les secteurs du commerce, des services et de la transformation alimentaire affichent des performances plus faibles. Étant donné que l'étude inclut uniquement des projets achevés au moment de la collecte des données - en mai 2022 - la majorité des projets considérés par l'étude sont en fait

des microprojets. Les résultats de l'étude montrent que les pourcentages de bénéficiaires encore actifs dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage étaient respectivement de 85%, 75% et 65%, tandis que le pourcentage de bénéficiaires actifs dans les secteurs de la transformation agroalimentaire et du commerce ou des services était de 40% et de 33%. Ces résultats sont cohérents avec ce qui avait été indiqué par de nombreux informateurs clés sur le plus grand succès des initiatives financées pour les bénéficiaires qui avaient déjà une expérience dans le secteur par rapport à des initiatives complètement nouvelles. En effet, les bénéficiaires des interventions dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage ont généralement une expérience plus importante dans ces mêmes secteurs par rapport aux bénéficiaires de projets dans les secteurs du commerce/services et de la transformation agroalimentaire.

43. **Les projets structurels se sont révélés plus efficaces que les microprojets en termes d'augmentation des revenus, mais ces effets se limitent principalement à ceux impliqués dans la production maraîchère.** Le POSER a entraîné une augmentation statistiquement significative de 107% du revenu brut provenant de la production végétale, de 77% de la valeur totale de la production, de 64% de la valeur de la production végétale par hectare et de 36% de la participation au marché pour les cultures<sup>27</sup>. Les effets positifs sur l'augmentation des revenus et de la production se sont concentrés presque exclusivement chez les bénéficiaires des infrastructures d'approvisionnement en eau. Le POSER a mis l'accent sur les interventions de mobilisation de l'eau. Cependant, l'équipe d'évaluation a constaté que sur les 15 projets de mobilisation de l'eau, neuf présentaient des problèmes opérationnels ou techniques, ce qui suggère qu'une exploitation complète des effets de mobilisation de l'eau dans les investissements est encore loin d'être réalisée<sup>28</sup>. Il n'a été observé aucune augmentation significative des revenus issus de la production animale<sup>29</sup>. Les interventions visant à augmenter cette production ont été plutôt limitées et ont principalement consisté en l'insémination artificielle d'un nombre réduit de porcs sur l'île de São Vicente et de leur distribution, de la diffusion de races améliorées de chèvres et la construction d'étables.
44. **Des mesures pour améliorer l'accès à la finance ont été mises en œuvre mais leurs effets sont très limités.** La valeur du fonds de réinvestissement communautaire (FRC), créé par le POSER pour faciliter l'accès au financement, est bien inférieure à ce qui était initialement prévu. Cependant, pour faciliter l'accès aux lignes de crédit des microprojets dans les secteurs agricole et de la pêche, un fonds de garantie a été mis en place. Le document de conception du projet (DCP) prévoyait la création d'un FRC pour soutenir de nouveaux projets, qui devait être financé par les remboursements des financements des microprojets. Toutefois, plusieurs facteurs ont contribué à la faible performance de ces remboursements. Il est important de noter le nombre élevé de microprojets ayant échoué, l'impossibilité pour les bénéficiaires de rembourser des investissements dont le coût dépasse largement leurs capacités, et une communication contradictoire pour ce qui concerne le pourcentage de remboursement. En conséquence, l'objectif de rembourser 50% de chaque investissement n'a pas été atteint. En juin 2021, un arrêté conjoint du Ministère de finances et du MAA a stipulé que les fonds récupérés des CRP par les microprojets financés par le POSER devaient être déposés dans un compte spécial du Trésor pour la création d'un fonds de garantie destiné au le financement de lignes de crédit contractées par des institutions de microfinance (IMF). À la fin du mois d'avril 2024, la valeur du compte était de 44 809 435 escudo de Cabo Verde (ECV)<sup>30</sup>.

<sup>27</sup> Étude d'impact de RIA.

<sup>28</sup> Le POSER aurait fourni un financement pour la création d'un stock de pièces de rechange au bénéfice d'Aqua de Rega (AdR) et l'ANAS a été mis en place afin de faire face aux problèmes récurrents de détérioration des pièces liés aux équipements de mobilisation de l'eau des fourrages et des sources. Mais les observations sur le terrain ont montré que cela n'était pas suffisant.

<sup>29</sup> Pour stimuler la génération de revenus issus du développement de l'élevage, le Gouvernement a adopté un programme de modernisation de l'activité d'élevage familial en 2024.

<sup>30</sup> Soit 431 836 USD au taux de change de janvier 2024.

Le relevé de compte du fonds montre que, depuis sa création, il n'y a eu que des entrées, provenant uniquement des fonds récupérés des CRP, sans aucune sortie. Cela laisse entendre que le fonds n'est pas effectivement utilisé. Le fait que la principale IMF engagée par le projet pour fournir des services de microfinance sur l'île de Santiago n'ait pas utilisé ce fonds ou même qu'elle n'en ait pas entendu parler confirme cette hypothèse.

## **Deuxième voie de changement : renforcement des capacités et mise en réseau**

45. **L'objectif concernant le nombre de personnes formées a été largement atteint et les formations ont été globalement très appréciés. Cependant, l'augmentation de la production attribuée au POSER n'est pas suffisamment accompagnée des bonnes pratiques agricoles nécessaires.** Les entretiens avec les bénéficiaires ont révélé qu'ils ont entraîné une augmentation des connaissances. L'étude d'impact de RIA montre que le POSER a effectivement engendré une adoption accrue de certaines pratiques agricoles, notamment l'utilisation d'engrais organique de 30,6%<sup>31</sup> et de l'irrigation de 36%<sup>31</sup>. Cependant, la même étude a constaté que le POSER semble avoir causé une réduction de 18% de la plantation de légumineuses<sup>31</sup> et de 11%<sup>32</sup> des mesures de lutte contre l'érosion. De toute évidence, l'augmentation de la production attribuée au POSER n'est pas accompagnée des bonnes pratiques agricoles nécessaires<sup>33</sup>. La réduction de l'utilisation de légumineuses et des pratiques de lutte contre l'érosion risque effectivement de causer d'importants problèmes de durabilité environnementale. De plus, l'équipe d'évaluation a pu observer que certains problèmes agricoles étaient récurrents chez les bénéficiaires, notamment les dommages aux cultures causés par le vent et les oiseaux. Cela suggère donc que les interventions visant à améliorer les itinéraires techniques n'ont pas été suffisamment exhaustives<sup>34</sup>.
46. Les objectifs relatifs aux formations ont été atteints grâce à divers accords de partenariat. Lors des entretiens, les bénéficiaires et les partenaires ont également indiqué que ces partenariats ont permis aux communautés rurales de créer de nouvelles liaisons importantes avec des institutions publiques et privées. Cependant, l'implication des partenaires dans les activités de formation et de facilitation n'a pas été uniforme dans les zones d'intervention du programme, entraînant ainsi un soutien plus important dans certaines zones que dans d'autres<sup>35</sup>.
47. **L'augmentation de la production a contribué à une plus grande participation au marché, mais le nombre de communautés soutenues par les activités visant à faciliter l'accès au marché est très limité et il n'avait encore été observé aucun bénéfice au moment de cette évaluation.** Le POSER a entraîné une augmentation statistiquement significative pour les cultures de 36,3% de la participation au marché<sup>36</sup>. Les activités du POSER pour faciliter l'accès au marché ont effectivement permis un meilleur accès au marché pour les familles bénéficiaires.

---

<sup>31</sup> Impact statistiquement significatif à un niveau de confiance de 99%.

<sup>32</sup> Impact statistiquement significatif à un niveau de confiance de 95%.

<sup>33</sup> Voir également (FIDA, 2022a) et l'étude d'impact de RIA (2024).

<sup>34</sup> Lors des visites sur le terrain de l'équipe d'évaluation, il a été signalé que les formations n'étaient pas toujours adaptées aux besoins et aux capacités des agriculteurs.

<sup>35</sup> Par exemple, l'insémination artificielle des porcs a été réalisée uniquement à São Vicente et les activités de soutien à la production porcine ont été menées uniquement dans trois îles (São Vicente, Santo Antão et São Nicolau). Les activités de soutien à l'entrepreneuriat avec l'Association des jeunes entrepreneurs capverdiens ont été menées uniquement dans quatre îles (Santiago, Fogo, San Nicolau, Santo Antão), les activités avec le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI) ont été réalisées uniquement dans deux îles (Santiago et São Nicolau), le soutien aux producteurs pour la vente au Programme national d'alimentation et de santé scolaires a été offert uniquement dans trois communautés (un à Santo Antão et deux à Santiago), les formations sur les bonnes pratiques de manutention et de conservation du poisson et sur la législation de la pêche réalisées par l'*Instituto nacional de desenvolvimento pesqueiro* (INDP) ont été faites uniquement sur l'île de Brava.

<sup>36</sup> Étude d'impact de RIA. La participation au marché fait référence aux ménages qui ont vendu une partie de leur production agricole ou de leur production animale au cours des 12 derniers mois. Les principales cultures vendues comprennent la patate douce, le manioc, la tomate, la canne à sucre, la carotte, la chou et les fruits.

48. Le POSER a fourni une assistance technique et des matériaux pour la création d'une entreprise qui achète et revend la production agricole sur l'île de Fogo. En outre, le POSER a passé un contrat avec un partenaire (CERAI) pour fournir de l'assistance et organiser les producteurs dans deux communautés rurales à Santiago et dans une communauté à São Antão afin de faciliter leur intégration dans le marché institutionnel. Plus précisément, cette initiative visait à organiser la vente de légumes à une institution publique - la *Fundação Cabo-verdiana de Ação Social Escolar* (FICASE) - pour le Programme national d'alimentation et de santé scolaires (PNASE). Cependant, au moment de cette évaluation, alors que le contrat d'assistance fourni par le partenaire est désormais terminé, seules quelques ventes d'essai ont été conclues entre mai et juin 2023. Les ventes sont actuellement interrompues en raison d'une nouvelle procédure d'achat de la FICASE. Le nouvel appel d'offres de la FICASE a été publié en avril 2024 et on s'attend à ce que les communautés soutenues puissent offrir des produits horticoles pour la nouvelle année scolaire.
49. **Les commissions régionales de partenaires que le programme a appuyées jusqu'en 2019 n'ont plus pu fonctionner lorsque le POSER a cessé son appui.** Les CRP étaient une partie intégrante du mécanisme de mise en œuvre du programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural (PLPR) financé par le FIDA de 2000 à 2013. Le document de conception du POSER spécifie que son objectif spécifique sera atteint grâce au renforcement de l'ancrage et des capacités de gestion des instruments institutionnels (associations communautaires de développement, ACD et CRP) pour les rendre pérennes. De facto, chaque CRP a élaboré et exécuté son programme régional de lutte contre la pauvreté (PRLP) pour la période 2016-2018. Cependant, une étude réalisée par le POSER en 2016 a signalé que les CRP étaient incapables de générer leurs propres ressources et de diversifier les ressources complémentaires pour leur propre financement et leurs dépenses courantes. L'EvPP a constaté qu'à partir du moment où le POSER a changé de stratégie d'intervention (interrompant ainsi ses contrats avec les CRP), les CRP ont cessé leurs activités.
50. **Concernant le renforcement des compétences institutionnelles, le principal résultat a été la création d'une entreprise publique responsable de la gestion, de l'exploitation et de la distribution des ressources en eau pour l'irrigation, ainsi que de la conception et de la construction des infrastructures et équipements nécessaires à sa pleine mise en œuvre. Toutefois, les capacités de gestion et de maintenance des ressources en eau restent faibles.** La nouvelle entreprise, officiellement nommée Agua de Rega (AdR), a été formellement créée en mars 2020. Selon de nombreux informateurs clés et les rapports de supervision des missions du FIDA, un rôle décisif dans la décision du Gouvernement concernant la création d'AdR a été joué par une étude financée par le POSER. En accord avec l'Agência Nacional de Água e Saneamento (ANAS), le POSER a cofinancé une série d'études visant à informer une meilleure gestion des ressources en eau. AdR est une organisation très jeune qui, au moment de cette évaluation, n'avait pris en charge qu'une petite partie des infrastructures hydroagricoles du pays. Globalement, le nombre élevé de structures hydroagricoles présentant des problèmes de fonctionnement, tel que constaté par l'équipe d'évaluation (voir ci-dessus), indique que les capacités de maintenance de ces structures restent considérablement limitées.

### Troisième voie de changement : renforcement de la résilience climatique

51. **Le financement d'ASAP a été utilisé efficacement pour renforcer la résilience climatique des petits producteurs.** Les capacités d'observation pluviométrique de l'INMG ont été effectivement renforcées par l'installation de quatre stations météorologiques automatiques sur les îles de Santiago, Brava, Fogo et São Nicolau. Ces stations recueillent des paramètres que le système météorologique n'était pas auparavant en mesure de détecter (y compris l'humidité des feuilles et la

température du sol). Le programme a aussi financé l'installation de 160 pluviomètres pour améliorer la densité de la couverture de surveillance des précipitations.

52. Le développement d'outils de prévision de l'impact de la pluviométrie sur les rendements agricoles n'a pas été finalisé. Une activité importante pour anticiper les effets des pluies sur la production agricole consiste en la calibration d'un modèle de prévision des rendements de différentes cultures agricoles. Cette activité a effectivement commencé. Cependant, l'INGM attendait l'extension du programme et l'activité n'a pas été menée à terme. Cela représente une occasion manquée pour une prévision correcte des effets de la pluviométrie sur la production agricole.
53. Le programme a également soutenu des interventions de conservation des terres et des sols sur 248 hectares<sup>37</sup>. D'autres informations sur les résultats du POSER en termes de gestion des ressources naturelles et de lutte contre l'impact du changement climatique sont disponibles dans la section ci-dessous sur la durabilité.

### **Efficacité-ciblage**

54. **Le POSER a touché efficacement les populations pauvres et vulnérables.** L'objectif relatif au nombre de bénéficiaires a presque été atteint. Cependant, le POSER n'a pas utilisé de critères clairs pour la distribution des investissements, et la sélection des interventions ainsi que des bénéficiaires est passée d'une approche ascendante dans la première phase à une approche plus descendante dans la seconde phase.
55. Les entretiens avec les bénéficiaires, les techniciens, les délégués du MAA, les CRP et le personnel du POSER ont révélé que le programme a touché efficacement les bénéficiaires des couches les plus pauvres et vulnérables en milieu rural, y compris les femmes chefs de ménages. De manière générale, les projets financés ont répondu aux demandes des communautés, abordant des questions clés pour le développement économique local comme l'accès à l'eau d'irrigation, l'accès à la terre et la réduction des pertes animales. Le POSER a joué un rôle important pour atteindre les ménages les plus vulnérables, notamment en augmentant les revenus qu'ils tirent de la production agricole<sup>38</sup>. Cependant, les ménages dirigés par une personne instruite ont des valeurs de production plus élevées dans toutes les catégories considérées (cultures et élevage). En outre, l'augmentation du nombre de têtes de bétail se limite aux ménages dirigés par un homme<sup>39</sup>.
56. Au 31 décembre 2023, le POSER avait atteint 131% de l'objectif ciblé en termes de nombre des bénéficiaires et 73% du nombre ciblé de ménages. Les femmes représentent 44% du nombre total de bénéficiaires. Plus précisément, l'objectif concernant le nombre de femmes et de jeunes bénéficiaires a été largement atteint, avec 120% de l'objectif pour les femmes et 103% pour les jeunes. Toutefois, le changement de stratégie entre la première et la deuxième phase a considérablement réduit le nombre de femmes bénéficiaires par rapport aux hommes. Bien qu'au 31 décembre 2023, le pourcentage total de femmes bénéficiaires ait été de 44% du nombre total de bénéficiaires, une analyse des données annuelles du cadre logique révèle que le nombre moyen de femmes bénéficiaires dans la période allant du début du projet jusqu'à la fin de 2019 était de 45%, tandis que dans la période allant de 2020 à fin 2023, il était de 35%. En revanche, au cours de ces deux périodes, le pourcentage de femmes bénéficiaires est resté le même, atteignant 23% du nombre total de bénéficiaires fin 2023.

---

<sup>37</sup> Il s'agit de la zone vérifiée à l'aide des données SIG. Le cadre logique mentionne 844 hectares.

<sup>38</sup> Voir l'étude d'impact de RIA concernant les résultats auprès des ménages bénéficiaires dirigés par des chefs de famille sans éducation.

<sup>39</sup> Voir l'étude d'impact de RIA.

Tableau 4  
Personnes et ménages touchés par le programme au 31 décembre 2023

Indicateur	Cible	Résultat cumulé total	% de la cible finale	Cible femmes (%)	% cumulé de femmes	Cible jeunes (%)	% cumulé jeunes
Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet	16 800 <sup>40</sup>	21 972	131	50	44	30 <sup>41</sup>	22
Nombre correspondant de ménages touchés	16 800	12 282	73	n/a <sup>42</sup>	n/a	n/a	n/a

Source : système de suivi-évaluation du programme.

57. **Environ 80% des bénéficiaires ont reçu un soutien productif, tandis que les autres ont simplement bénéficié de microprojets sociaux, ce qui reflète l'accent accru mis par le programme sur le retour économique des investissements.** La plupart des bénéficiaires étaient impliqués dans des activités liées à l'agriculture (38%), suivis par ceux employés temporairement pour des interventions de conservation des sols et de l'eau (26%), ceux bénéficiant d'une prise en charge des frais de scolarité (14%) et ceux impliqués dans la pêche (8%) et l'élevage (6%). Le tableau ci-dessous présente la répartition des bénéficiaires par type d'activité.

Tableau 5  
Personnes et ménages touchés par le programme au 31 décembre 2023

Type d'activité	Nombre de bénéficiaires <sup>43</sup>
Activités génératrices de revenu - Commercialisation	312
Activités génératrices de revenu - Transformation	134
Agriculture	8 246
Eau potable	458
Conservation des sols et de l'eau	5 772
Éducation	3 154
Formation professionnelle	165
Habitation	10
Autres actions sociales	807
Élevage	1 218
Pêche	1 683
Assainissement	13

Source : système de suivi-évaluation du programme

58. **Bien que le POSER ait globalement bien ciblé les pauvres et les vulnérables, le ciblage des bénéficiaires a été plus précis pendant la première phase que pendant la deuxième phase.** Pendant la première phase du programme,

<sup>40</sup> Lors de la conception, l'objectif en termes de bénéficiaires directs était de 41 020 ménages totalisant près de 205 000 bénéficiaires. L'objectif a été révisé à 10 957 en 2016, à 16 000 en 2020 et à 16 800 en 2023.

<sup>41</sup> Lors de la conception, la cible était de 40%. Elle a été révisée lors de la revue à mi-parcours.

<sup>42</sup> Même si les ménages dirigés par une femme constituaient un groupe cible spécifique, aucun objectif spécifique n'avait été fixé lors de la conception et cet indicateur n'a pas été suivi.

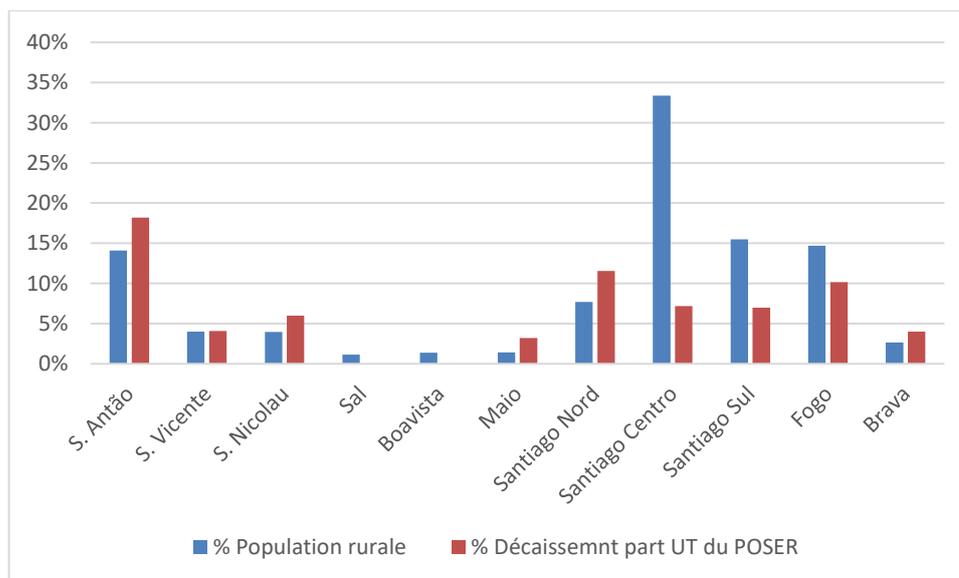
<sup>43</sup> Sans double comptage (système de suivi-évaluation du programme).

caractérisée par une approche ascendante, l'identification des bénéficiaires individuels et des interventions à financer a été confiée aux CRP et aux ACD. Les entretiens ont confirmé que les bénéficiaires au cours de cette première phase ont été sélectionnés très précisément parmi les plus pauvres et les plus vulnérables, y compris, de façon intentionnelle, les mères chefs de famille. Avec le changement de stratégie décidé en 2017 en faveur de projets plus importants comportant une importante composante d'infrastructures hydroagricoles, le choix des interventions spécifiques a été promu par les délégations du MAA. Une fois que le système hydroagricole spécifique à financer est choisi, en fait, tous les agriculteurs de la zone en bénéficient, indépendamment du profil socioéconomique spécifique du bénéficiaire individuel.

59. Une liste de contrôle pour évaluer les propositions d'investissement dans les projets structurants a été élaborée et utilisée régulièrement pour orienter les choix d'investissement. Cependant, la distribution des ressources pour le financement des projets structurants était davantage le résultat de la capacité de négociation des délégués du MAA et de leur capacité à répondre aux demandes du POSER que de critères clairs d'allocation entre les régions<sup>44</sup>.
60. La comparaison de la distribution des fonds par région avec le nombre de personnes résidant dans les zones rurales repeuplées lors du recensement de 2021 montre que, à l'exception de Santiago Centro et, dans une moindre mesure, de Santiago Sud, la distribution des fonds est conforme à la population résidente. Comme le montre le graphique 3, ces deux zones ont reçu moins de fonds que la population rurale résidente. D'une part, l'allocation inférieure de fonds pour Santiago Centro se justifie par la sécheresse qui a caractérisé la zone de 2017 à 2020, et a fait que les projets de réhabilitation des forages ne permettaient pas d'atteindre le débit minimum nécessaire. D'autre part, d'autres dynamiques concernant la capacité des délégations du MAA à négocier des projets expliquent la répartition.

Graphique 3

**Comparaison du décaissement par unité technique (UT) du POSER 2013-2023 et de la population rurale**



Source : recensement 2021 et données du POSER.

<sup>44</sup> Par exemple, bien que Santiago Centro abrite la plus grande population rurale, les demandes formulées par les autorités locales pour bénéficier d'un soutien à travers des projets structurels n'ont pas abouti.

## Efficacité-innovation

61. **La principale innovation introduite par le POSER a été l'utilisation de semence importée pour l'insémination artificielle en vue de l'amélioration génétique des races porcines** à São Vicente. Bien que mise en œuvre à petite échelle, l'importation de semence permettrait de résoudre les problèmes logistiques liés à l'importation d'animaux vivants. Le POSER a également encouragé l'utilisation de l'irrigation goutte à goutte, de l'énergie solaire, des compteurs d'eau, des informations climatiques et des usines de dessalement pour l'irrigation. Cependant, ces interventions ne peuvent pas être considérées comme des innovations, car elles avaient déjà été introduites auparavant par d'autres projets.
62. **Aperçu général de l'efficacité.** La grande majorité des objectifs ont été atteints ou sont sur le point de l'être. Les projets d'infrastructure financés par le POSER ont entraîné une augmentation des revenus de la production agricole. En outre, malgré les problèmes techniques et opérationnels rencontrés dans plusieurs projets de mobilisation de l'eau, l'importance de ces interventions pour l'augmentation de la production et des revenus a été confirmée. Les microprojets n'ont pas obtenu les mêmes résultats positifs en raison d'un manque de suivi adéquat et d'hypothèses irréalistes. Malgré l'augmentation de la participation au marché, le soutien apporté pour faciliter l'accès au marché reste très limité. Les résultats en termes d'adoption de bonnes pratiques agricoles sont mitigés, certaines pratiques négatives ayant augmenté à la suite des interventions du POSER. Le ciblage des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables a bien réussi au cours du programme, mais il était plus précis pendant la première phase. Des innovations ont été promues par le POSER mais elles restent globalement limitées. Au vu de ces résultats, l'EvPP juge l'efficacité « **plutôt satisfaisante** » (4), tandis que l'innovation est jugée « **plutôt insatisfaisante** » (3).

## C. Efficience

63. **Bien que le projet soit devenu opérationnel très rapidement, il a fallu beaucoup de temps au POSER pour démarrer efficacement et il a dû être prolongé quatre fois.** Le POSER a connu un démarrage sans heurts: il a été approuvé en septembre 2012, est entré en vigueur en février 2013 (délai de cinq mois, ce qui est inférieur à la moyenne de 7,4 mois de FIDA<sup>45</sup>) et a connu un premier décaissement en mai 2013 (délai de trois mois, ce qui est inférieur à la moyenne de 10,2 mois de FIDA9). En revanche, le deuxième décaissement du POSER, qui constitue la preuve ultime qu'un projet a effectivement commencé à dépenser l'argent reçu, n'a eu lieu qu'en décembre 2014 (décalage de 19 mois, ce qui est bien supérieur à la moyenne de FIDA9 de 6,9 mois). Ce retard était dû notamment aux lenteurs inhérentes au processus de recrutement du personnel de l'UCP et des CRP (FIDA, 2014a et 2014c). En outre, des retards ont également été enregistrés avec le financement supplémentaire reçu en 2013 et 2018, avec respectivement un délai de 18 et 11 mois entre l'approbation et l'entrée en vigueur. De plus, il s'est écoulé un délai de 18 mois entre l'entrée en vigueur et le premier décaissement du financement supplémentaire de 2018.
64. Le POSER a été conçu pour avoir une durée de six ans. Cependant, sa date d'achèvement a été prolongée quatre fois jusqu'en décembre 2026, ce qui signifie que le projet aura eu une durée de 14 ans. En 2018 et 2023, le POSER a été prolongé chaque fois de 36 mois afin de permettre l'octroi de financements supplémentaires pour consolider et intensifier ses activités. En 2022 et 2023, le projet a été prolongé respectivement de 15 et six mois pour rattraper les retards de mise en œuvre.
65. **La planification des interventions de soutien au marché était partiellement conforme aux calendriers des opportunités de marché institutionnelles.** Grâce à un partenariat avec le CERA I, le programme a renforcé les organisations de producteurs afin qu'elles puissent vendre au PNASE. Cependant, cette activité a été

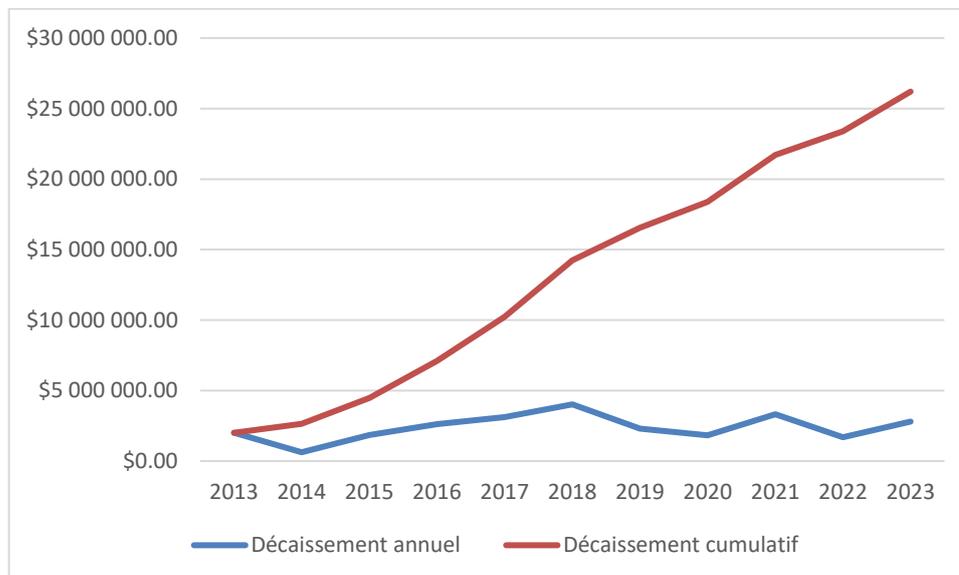
<sup>45</sup> FIDA9: neuvième période de reconstitution du FIDA (2013-2015).

réalisée pendant la période au cours de laquelle la FICASE (l'institution responsable des achats pour le PNASE) était en train de réorganiser le système d'approvisionnement. En conséquence, seules quelques ventes d'essai ont été conclues. Un meilleur alignement des activités de soutien à la commercialisation du POSER et des achats de la FICASE aurait permis au programme de mettre en place un appui plus efficace aux activités de commercialisation des organisations paysannes.

66. **Le POSER a été confronté à des problèmes de décaissement tout au long de sa durée de vie.** Après un démarrage lent, les taux de décaissement sont restés en moyenne modérément insatisfaisants. Les principales raisons expliquant le faible nombre de débouchés étaient les suivantes : le nombre élevé de microprojets qui devaient être suivis au cours de la première phase, les processus de passation de marchés plus compliqués pour les projets structurants au cours de la deuxième phase, et les plafonds de décaissement imposés par le FIDA en 2021 et 2022. Compte tenu des difficultés de décaissement auxquelles le POSER était confronté, il aurait fallu veiller davantage à garantir la capacité d'absorption du projet avant d'attribuer un financement supplémentaire. Le PLRP, le prédécesseur du POSER, a été confronté à une situation similaire (FIDA, 2014c).

Graphique 4

**Décaissements annuels et cumulés**



Source: Oracle Business Intelligence (OBI).

67. En décembre 2023, les décaissements globaux cumulés s'élevaient à 78%. Concernant les décaissements par financement, 100% du don ASAP et du prêt FFE ont été décaissés, tandis que les décaissements du prêt du FIDA et des fonds gouvernementaux s'élèvent respectivement à 68% et 62%. En termes de décaissements par composante, ils se sont établis respectivement à 88%, 46%, 41% et 79%, la deuxième et la troisième composante étant à la traîne.
68. **La cohérence entre le plan de travail et budget annuel (PTBA) et les activités réalisées est moyennement insatisfaisante<sup>46</sup>.** Cela est dû à une planification irréaliste, à la lenteur des processus de passation des marchés et aux retards enregistrés par les partenaires d'exécution. Il y a cependant eu une amélioration en 2022, lorsque le projet a enregistré des taux d'exécution positifs tant physiques que

<sup>46</sup> Voir les notes du rapport sur l'état d'avancement du projet au fil des années sur la cohérence entre le plan de travail et budget annuel (PTBA) et les activités réalisées dans le graphique 5 « Performance sur les indicateurs clés de gestion de projet ».

financiers malgré un contexte difficile (restrictions liées à la covid-19 et plafonds de décaissement du FIDA).

69. **Les coûts de gestion de projet ont augmenté avec le temps, mais étaient acceptables compte tenu du contexte.** Au moment de la conception et de la revue à mi-parcours, les coûts de gestion du POSER étaient estimés à 11% du budget total<sup>47</sup>. Plus tard, avec le financement supplémentaire et les extensions du projet, ce chiffre a été révisé à 18%. En décembre 2023, les coûts de gestion de projet s'élevaient effectivement à 18%. Ce chiffre dépasse légèrement la limite supérieure de 15% fixée par le FIDA. Cependant, des coûts récurrents plus élevés peuvent être attendus pour les projets opérant dans les PEID en raison de l'éloignement, de la dispersion géographique, des coûts de transport entre les îles et des ressources humaines limitées<sup>48</sup>.
70. **Le coût du projet par bénéficiaire a augmenté considérablement au fil du temps et il existe des différences importantes entre les régions.** Lors de la conception, le coût par bénéficiaire était estimé à 624 USD, alors qu'en 2023 (au moment du dernier financement supplémentaire), il s'élevait à 2 566 USD. Cette forte augmentation (plus de quatre fois ce qui était initialement prévu) s'explique par la surestimation initiale des bénéficiaires (41 020 personnes). Bien que ce montant soit élevé par rapport à d'autres projets soutenus par le FIDA, il convient de noter que le PLPR (le prédécesseur du POSER) avait un coût par bénéficiaire encore plus élevé, soit 3 281 USD. En décembre 2023, le coût réel par bénéficiaire s'élevait à 1 514 USD<sup>49</sup>. En outre, il existe des différences significatives en termes de coûts par bénéficiaire entre les régions. Santiago Centro avait le coût par bénéficiaire le plus faible (583 USD), tandis qu'il était le plus élevé à Maio (3 969 USD). Le faible coût par bénéficiaire à Santiago Centro pourrait s'expliquer par le fait que plus de 60% des bénéficiaires de cette région étaient des personnes ayant bénéficié d'interventions de conservation des sols et de l'eau (une activité qui profite à un grand nombre de personnes, mais n'a pas nécessairement le même niveau de rendement économique que les activités génératrices de revenus). À Maio, le projet n'a travaillé qu'avec 305 personnes, ce qui rend les interventions par bénéficiaire très coûteuses.
71. **Plusieurs décisions concernant l'approche de mise en œuvre ont permis au POSER d'être plus efficace et rentable.** Premièrement, la justification du changement de stratégie du POSER était de s'éloigner des microprojets impliquant un petit nombre de personnes et de se concentrer sur des projets structurants qui permettraient d'augmenter considérablement la portée du projet. Il convient toutefois de noter que l'augmentation du nombre de bénéficiaires après le changement de stratégie est également due en partie au démarrage des travaux de conservation des sols et des eaux. En outre, le programme a identifié ce que l'on appelle les « fruits à portée de main », là où les interventions ont un impact significatif et un faible coût. Ainsi, la préférence a été donnée à la réhabilitation des forages existants plutôt qu'à la création de nouveaux.
72. **Étant donné que le projet est toujours en cours, il n'a pas encore été réalisé d'analyse économique et financière ex-post.** Lors de la conception, la valeur actuelle nette du POSER était estimée à 4 076 397 USD et son taux de rentabilité interne à 16%. Ceux-ci ont été mis à jour en 2023, à l'occasion du financement supplémentaire, avec une valeur actuelle nette estimée de 4 334 805 USD et un taux de rendement interne de 17%. Une analyse coûts-bénéfices a été réalisée en 2023 dans le cadre d'une étude pour les principales catégories de cultures avec les prix du

---

<sup>47</sup> Les frais de gestion des fonds ASAP ont été estimés à 12,4%.

<sup>48</sup> Par exemple, les coûts de gestion du projet RDP II dans les Îles Salomon s'élevaient à 17,2% et ont été jugés acceptables (voir FIDA, 2024). Par ailleurs, les coûts de gestion du projet du prédécesseur du POSER, PLPR, représentaient 18% des coûts totaux.

<sup>49</sup> Cela peut s'expliquer par le fait que le projet a touché plus de bénéficiaires que prévu: 21 972 (contre un objectif final de 16 800).

marché. Les résultats indiquent que le rapport coût-bénéfice était toujours supérieur à un<sup>50</sup>.

73. **Aperçu général de l'efficience.** Il a fallu un certain temps pour que le POSER démarre effectivement et le programme a dû être prolongé quatre fois pour rattraper les retards de mise en œuvre et consolider et intensifier ses activités. Des défis en matière de planification des travaux et de décaissement ont été rencontrés tout au long de sa durée de vie. Les coûts de gestion du projet ont augmenté, mais étaient justifiables dans le contexte des PEID. Les coûts par bénéficiaire étaient élevés. L'EvPP juge l'efficience « **plutôt insatisfaisante** » (3).

## **D. Impact sur la pauvreté rurale**

### **Impact sur les revenus et les biens des ménages**

74. **Le POSER a entraîné une augmentation du nombre d'animaux possédés, mais aucune amélioration dans la possession d'autres biens.** L'analyse fournie par l'étude d'impact de RIA montre une augmentation significative<sup>51</sup> de 26% de l'indice de possession de bétail<sup>52</sup>. Cependant, les autres indices relatifs à la possession de biens<sup>53</sup> de la même étude n'ont pas montré d'impacts positifs. De plus, l'étude montre que l'augmentation de la possession de bétail est observée parmi les ménages dirigés par un homme et ceux dirigés par des personnes ayant complété au moins les études primaires. Ces résultats suggèrent que les segments les plus vulnérables de la population rurale ne bénéficient pas facilement des interventions visant à augmenter les stocks d'animaux.
75. **Le POSER a entraîné une augmentation de la diversification des sources de revenus.** Plus spécifiquement, l'étude d'impact de RIA a révélé une augmentation statistiquement significative (bien que limitée)<sup>54</sup> de l'indice de diversification des revenus<sup>55</sup> de 7,1%. Ce résultat contribue à améliorer les capacités de résilience des familles bénéficiaires. Cependant, les autres indicateurs de résilience utilisés par l'étude de RIA<sup>56</sup> n'ont pas montré d'améliorations significatives.
76. **De nouveaux emplois temporaires ont été créés par le POSER grâce à la réalisation d'œuvres de conservation des sols et de l'eau.** Les systèmes hydroagricoles et les bateaux de pêche financés par le programme ont permis la création de nouveaux emplois plus durables. Les données du système de suivi et évaluation indiquent que 1 951 personnes ont été employées pour la réalisation d'œuvres de conservation des sols et de l'eau pendant des périodes d'environ 3 à 6 mois. Les systèmes hydroagricoles et les financements du secteur de la pêche ont permis une plus grande utilisation de la main-d'œuvre familiale ou salariée pour la production de légumes. Le nombre d'emplois créés dans le secteur de l'élevage est beaucoup plus limité que dans l'agriculture ou la pêche. Cependant, l'équipe

---

<sup>50</sup> Soit 1,6 pour les bulbes (oignon et ail), 5,8 pour les produits horticoles, 6,3 pour les racines et tubercules et 3,1 pour les cultures légumineuses.

<sup>51</sup> Impact statistiquement significatif à un niveau de confiance de 99%.

<sup>52</sup> Mesuré par unité de bétail tropical.

<sup>53</sup> Les autres indices mesurés par l'étude de RIA sont : l'indice de qualité du logement, l'indice de biens durables et l'indice des actifs productifs.

<sup>54</sup> Impact statistiquement significatif à un niveau de confiance de 90%.

<sup>55</sup> Il s'agit d'un indice de Gini-Simpson qui prend en compte 10 sources de revenus, à savoir les cultures, l'élevage, la pêche, l'emploi agricole indépendant, l'emploi non agricole indépendant, l'emploi agricole salarié, l'emploi non agricole salarié, les transferts publics/privés et les autres sources de revenus.

<sup>56</sup> Cela comprend la capacité de se remettre d'un choc, la capacité de se remettre d'un choc climatique, la capacité de se remettre d'un choc non climatique, le nombre de sources de revenus et le nombre de sources de revenus sans produits naturels (par exemple, ramassage de bois de chauffage ou de champignons).

d'évaluation est d'avis que les données fournies par le système de suivi et évaluation pour cet indicateur ne sont pas fiables (et ne sont donc pas rapportées ici)<sup>57</sup>.

77. **Le POSER a contribué à augmenter les revenus des producteurs de légumes, mais n'a pas entraîné une augmentation des revenus bruts globaux des ménages.** Les résultats de l'étude d'impact de RIA montrent que les infrastructures financées par le POSER ont provoqué une augmentation statistiquement significative de 107% du revenu brut issu de la production végétale. Les effets sur le revenu provenant de la production végétale sont concentrés presque exclusivement parmi les bénéficiaires des infrastructures d'approvisionnement en eau. L'analyse détaillée des résultats de l'étude d'impact montre que l'augmentation des revenus de la production végétale est due à une augmentation de la valeur de la production en général et de la valeur de la production par hectare. De plus, les entretiens avec les bénéficiaires ont révélé qu'un effet des interventions sur les infrastructures hydroagricoles financées par le programme a été une réduction importante du coût de l'irrigation, en raison de l'utilisation de l'énergie solaire pour alimenter les pompes et au fait que les camions-citernes ne sont plus nécessaires.
78. Cependant, bien que les revenus issus de la production végétale aient augmenté, cela n'est pas le cas pour le revenu brut par habitant. Au contraire, bien qu'il n'y ait pas d'effet statistiquement significatif, la variation du revenu familial par habitant est négative. Il semble donc qu'il y ait un effet de substitution entre le revenu agricole et le travail salarié. À cet égard, pour les ménages dirigés par des personnes non scolarisées, l'étude de RIA a constaté un effet négatif statistiquement significatif sur le revenu salarial. Étant donné l'effet positif sur les revenus de la production agricole, la réduction des revenus salariaux pour les ménages dirigés par des personnes sans éducation confirme un effet de substitution, les ménages laissant ainsi le travail salarié pour aller travailler dans leur propre exploitation agricole. Cet effet de substitution a également été observé lors des visites sur le terrain de l'équipe d'évaluation.
79. **Les revenus des personnes impliquées dans l'élevage ou dans la transformation et la commercialisation n'ont pas augmenté.** L'étude de RIA n'a pas trouvé d'augmentation statistiquement significative des revenus bruts issus de la production animale. En effet, la valeur de la production animale n'a pas augmenté de manière significative. Ceci est principalement dû à la portée limitée des interventions visant à augmenter la production animale (voir l'analyse ci-dessus sur l'efficacité). Le fait que le nombre d'animaux possédés ait augmenté, mais pas les revenus tirés de la production animale, pourrait indiquer qu'un soutien accru était nécessaire pour garantir que l'élevage de bétail puisse devenir rentable.
80. Les données recueillies par le système de suivi et évaluation du POSER indiquent que les interventions dans les secteurs de la transformation et du commerce et des services ont eu un impact très limité sur l'augmentation des revenus. L'analyse de la fonctionnalité des projets conduite par l'équipe de suivi et évaluation de l'UGP a recensé le nombre de bénéficiaires actifs pour chaque projet financé après la fin de l'aide du POSER (les résultats sont rapportés dans la section sur l'analyse de l'efficacité). Les faibles pourcentages de bénéficiaires encore impliqués dans les activités financées dans les secteurs de la transformation et du commerce/services

---

<sup>57</sup> Les données du système de suivi et évaluation sur le nombre de nouveaux emplois créés dans le secteur agricole présentent de nombreux problèmes. L'équipe S&E du POSER a estimé un coefficient d'emplois salariés par unité de surface irriguée à travers quelques entretiens, puis a multiplié ce coefficient par les superficies irriguées soutenues par le projet dépassant une taille minimale définie par l'exploitation agricole (l'objectif de cette méthode était de capturer uniquement les emplois salariés et d'exclure le travail familial). Cette méthode n'a pas été appliquée de manière uniforme à toutes les zones irriguées (dans certaines zones, la taille des exploitations familiales n'était pas disponible, donc le coefficient a été appliqué à toute la surface irriguée). De plus, la méthode utilisée traite de la même manière les zones où le POSER a augmenté la superficie cultivée (où de nouveaux emplois ont effectivement été créés) et les zones où le POSER a amélioré les systèmes d'irrigation existants (par exemple, en installant des panneaux solaires à la place de pompes à diesel), dont l'impact supplémentaire sur l'emploi est plus faible.

indiquent que les revenus générés par ces interventions n'étaient pas suffisamment attractifs.

81. **Il existe des indications de résultats positifs dans le secteur de la pêche.** Une étude (INDP, 2018), basée sur 269 bénéficiaires du POSER dans le secteur de la pêche, a conclu que l'impact du financement, du point de vue des bénéficiaires, est positif, en particulier pour ceux qui ont reçu des bateaux et des moteurs et qui pratiquaient auparavant la pêche à la rame ou qui ont opté pour un moteur de puissance supérieure. L'étude indique que les interventions ont permis une augmentation des prises et de la commercialisation, ont amélioré les conditions de conservation du poisson, ont renforcé la sécurité dans le travail de pêche et, dans l'ensemble, les bénéficiaires de l'étude estiment que les financements ont eu un impact très positif sur leur vie.

#### **Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle**

82. **Le POSER a contribué à réduire l'insécurité alimentaire.** L'évaluation de l'impact du projet a montré une réduction significative pour les bénéficiaires de 9% sur l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue<sup>58</sup>. Cet impact positif pourrait être attribué à l'amélioration de la disponibilité alimentaire et l'augmentation des revenus. La disponibilité alimentaire des bénéficiaires du POSER a été améliorée grâce à l'augmentation de la production alimentaire, notamment des légumes, des fruits, de la viande, du poisson, des œufs et des produits laitiers. Comme mentionné précédemment, le POSER a contribué de manière significative à l'augmentation de la production agricole, en particulier parmi ceux qui ont bénéficié du développement de l'irrigation. Ceci a été corroboré par les témoignages des bénéficiaires qui ont indiqué qu'ils produisaient désormais davantage (certains n'étaient même pas impliqués dans l'agriculture auparavant) et consommaient une partie de leur production. En promouvant l'agriculture biologique et en évitant l'utilisation d'engrais et de pesticides synthétiques, la qualité de la nourriture s'est également améliorée. On peut supposer que les bénéficiaires du soutien du projet au secteur de la pêche et de l'élevage ont pu compléter leur alimentation avec des protéines animales, mais il n'a été trouvé aucune preuve solide à cet égard. L'étude d'impact a montré que le POSER avait également un impact positif sur les revenus (principalement pour ceux impliqués dans la production maraîchère), ce qui a amélioré l'accès à la nourriture.
83. **D'un autre côté, bien que le POSER visait également à réduire la malnutrition, le projet n'a pas eu de résultats significatifs à cet égard.** Selon l'étude de RIA, la diversité alimentaire était élevée et est restée largement inchangée par le programme. Cela pourrait être attribué au fait que le POSER n'avait pas d'approche stratégique pour lutter contre la malnutrition, ni d'interventions spécifiques pour promouvoir une alimentation plus équilibrée.
84. En 2019, un partenariat était prévu avec le Secrétariat national à la sécurité alimentaire et à la nutrition (SNSAN) pour aider le POSER à lutter de manière plus stratégique contre la malnutrition. Ce partenariat ne s'est cependant jamais concrétisé. Le SNSAN a réalisé une évaluation de la situation en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans une communauté (Tarrafal à Santiago), mais les résultats n'ont pas été utilisés pour le suivi. Alors que les facilitateurs sociaux des unités techniques devaient se charger de la sensibilisation et du partage d'informations sur la nutrition, aucun des groupes interrogés par l'équipe d'évaluation n'a mentionné avoir reçu ce type de formation<sup>59</sup>. L'eau est essentielle à la sécurité alimentaire et à la nutrition et, alors que le POSER a amélioré l'accès à l'eau (principalement pour la production agricole et animale, mais dans certains cas également pour l'usage humain), une plus grande attention aurait dû être accordée

---

<sup>58</sup> L'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES) est une mesure basée sur l'expérience de la sécurité alimentaire des ménages ou des individus. Elle se concentre sur les comportements et les expériences autodéclarés liés à l'alimentation associés à des difficultés croissantes d'accès à la nourriture en raison de contraintes de ressources. Il s'agit d'un indicateur officiel des objectifs de développement durable (ODD).

<sup>59</sup> Voir, par exemple, FIDA 2020, 2021a et 2022a.

à la sensibilisation aux pratiques optimales d'assainissement et d'hygiène. Certains effets positifs ont été constatés lorsque les bénéficiaires du POSER ont fourni des légumes et des fruits frais aux cantines scolaires. Une étude publiée a montré que, grâce à l'utilisation de produits locaux au lieu d'aliments importés, la teneur en micronutriments des repas scolaires a augmenté de 14% à 58%<sup>60</sup>. Ces expériences étaient cependant très limitées dans le temps et dans l'espace, avec quelques essais dans trois communautés.

### **Impact sur le capital social et humain**

85. **Les associations communautaires de développement (ACD) et les commissions régionales de partenaires (CRP) ne sont pas devenues des acteurs autonomes du développement. Le champ d'intervention des organisations paysannes créées reste limité à la gestion de l'eau.** Dans la première phase, l'identification et la mise en œuvre des interventions ont mis l'accent sur la participation active des ACD et des CRP. Elles étaient censées devenir des entités autonomes. Une étude menée par l'Uni-CV a toutefois révélé qu'après une période, lors de la première phase, pendant laquelle une grande partie des membres étaient activement engagés dans les associations, la baisse des financements pour les ACD lors de la deuxième phase a entraîné une réduction de la vie sociale et associative. Cela est dû au manque de motivation parmi les membres, qui ne montrent d'engagement que lorsqu'ils envisagent des possibilités de financement, c'est-à-dire lorsqu'ils anticipent des avantages immédiats des projets, au détriment de l'importance des avantages relationnels que ces organisations génèrent (MAA, 2021b). L'équipe d'évaluation a également constaté que les CRP ont généralement cessé leurs activités une fois que les contrats avec le POSER ont pris fin. Dans la deuxième phase, l'accent a été mis sur le renforcement et la création d'organisations paysannes afin d'assurer le maintien et la valorisation des projets structurants. Toutefois, l'équipe d'évaluation a constaté que les associations soutenues se limitent dans la grande majorité des cas à la gestion de l'eau, et que la fourniture de services de commercialisation d'intrants et de produits par les organisations paysannes est inexistante.
86. **Les partenariats soutenus par le POSER ont permis aux ACD et aux organisations paysannes d'entrer en contact avec de nombreux partenaires.** Cela a été mentionné pendant plusieurs entretiens avec les bénéficiaires et les organisations partenaires comme un élément positif. Les nouvelles relations peuvent en principe être à l'origine de nouvelles initiatives de développement.
87. **En termes d'amélioration et d'application de connaissances, le POSER a eu des résultats contrastés.** Les entretiens avec les bénéficiaires indiquent que les formations ont contribué à une amélioration des connaissances dans le domaine agricole, et les résultats de l'étude d'impact de RIA montrent que le POSER a eu un impact positif dans l'augmentation de l'utilisation d'engrais organique et la plantation de légumineuses. En même temps, les résultats de l'étude indiquent que le POSER a eu un impact négatif en réduisant les mesures de lutte contre l'érosion parmi les ménages bénéficiaires. Il est évident que les objectifs à court terme comme l'augmentation de la productivité sont poursuivis au détriment d'interventions contre l'érosion, dont les bénéfices se manifestent sur des périodes plus longues. Par ailleurs, les mêmes ménages n'ont pas bien compris les techniques d'itinéraires pour améliorer leur productivité et la production<sup>61</sup>.

### **Impact sur les institutions et les politiques**

88. **Les entretiens avec les représentants des institutions et des projets indiquent que le POSER a été le principal instrument du Gouvernement pour mettre en œuvre sa politique agricole.** L'accent mis par le programme sur l'augmentation de la production agricole et l'organisation des agriculteurs pour

<sup>60</sup> Entretiens avec des informateurs clés de la FICASE et du CERAL.

<sup>61</sup> Voir également (FIDA, 2022a).

répondre à la demande de produits agricoles est parfaitement en ligne avec les interventions envisagées dans le PEDS et dans le PNIASAN.

89. **Le principal impact du POSER sur les institutions a été la création d'Agua de Rega (AdR), une entreprise publique responsable de la gestion, de l'exploitation et de la distribution des ressources en eau pour l'irrigation.** La décision du Gouvernement de créer une agence dédiée à la gestion de l'eau d'irrigation a été influencée par une étude cofinancée par le POSER et demandée par l'ANAS. Cependant, AdR est encore une organisation très jeune et le nombre élevé de projets hydroagricoles présentant des problèmes opérationnels et techniques relevés par l'équipe d'évaluation indique que, dans l'ensemble, les capacités de maintenance des institutions nationales et locales pour les travaux hydroagricoles restent faibles.
90. **Aperçu général de l'impact.** Le POSER a eu un impact positif sur l'augmentation des revenus agricoles provenant de la production végétale, mais n'a pas entraîné une augmentation des revenus globaux des ménages. Il n'y a pas non plus d'impact significatif sur les revenus de la production animale et les données collectées par le POSER indiquent des impacts très limités pour les interventions dans les secteurs non agricoles. L'impact du POSER sur la sécurité alimentaire est positif, grâce à la baisse des difficultés d'accès à l'alimentation. Des effets positifs ont également été constatés sur les institutions au cours de la deuxième phase, mais les capacités des institutions compétentes dans le domaine de l'eau doivent encore être fortement renforcées. À la lumière de ces conclusions, l'EvPP juge l'impact « **plutôt satisfaisant** » (4).

## **E. Durabilité des résultats**

### **Durabilité technique, institutionnelle et financière**

91. **Le changement de stratégie a amélioré la durabilité des projets financés.** Les entretiens ont confirmé le consensus unanime, à savoir qu'une grande partie des microprojets n'étaient pas durables. Parmi les raisons figuraient le manque d'accès à l'eau et le fait que les activités financées ne correspondaient pas au profil extrêmement pauvre des bénéficiaires, qui auraient eu besoin d'une assistance technique prolongée. Avec le changement de stratégie d'implémentation, un des objectifs principaux des projets structurants était d'améliorer l'accès à l'eau. L'analyse des données du système de suivi et évaluation du POSER montre que 70% des bénéficiaires des projets structurants (principalement financés durant la deuxième phase) appartiennent au secteur agricole. Il s'agit d'un secteur où les bénéficiaires ont plus d'expérience et qui présente donc de plus grandes probabilités de succès. Par ailleurs, les délégations du MAA sont mieux positionnées pour offrir une assistance technique aux bénéficiaires des interventions dans le secteur agricole et de l'élevage par rapport aux interventions dans d'autres secteurs qui étaient financées durant la première phase.
92. **Toutefois, la durabilité des interventions en matière d'infrastructures n'est pas encore garantie.** La création de l'agence Agua de Rega (AdR) joue un rôle très important dans l'entretien des infrastructures hydroagricoles. Cependant, la capacité à entretenir ce type d'infrastructures reste faible. En mars 2020, le Gouvernement a formellement approuvé la création d'AdR. AdR est formellement responsable de la gestion, de l'exploitation et de la distribution des ressources en eau pour l'irrigation, ainsi que de la conception et de la construction des infrastructures et équipements nécessaires à leur pleine mise en œuvre. Cependant, au moment de cette évaluation, seule une petite partie des infrastructures hydroagricoles a été transférée sous la responsabilité d'AdR. En outre, le nombre élevé de projets de mobilisation de l'eau connaissant des problèmes techniques ou opérationnels, comme a pu le constater l'équipe d'évaluation (neuf projets sur 15 visités), indique que les capacités de maintenance des infrastructures hydroagricoles restent encore limitées.

93. **La base de données collectée par le système de suivi et évaluation du POSER indique que les projets dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche sont plus durables, tandis que ceux des secteurs de la transformation alimentaire, du commerce et des services semblent moins durables.** Le POSER a élaboré une étude en utilisant des données recueillies jusqu'en 2022 auprès des bénéficiaires qui poursuivaient les activités soutenues pour chaque projet financé, alors que le projet était clôturé<sup>62</sup>. Les résultats montrent que les secteurs au plus grand nombre de bénéficiaires actifs sont l'agriculture et la pêche (avec respectivement 85% et 75% des bénéficiaires encore actifs). Le pourcentage élevé de bénéficiaires actifs dans le secteur de la pêche est cohérent avec une autre enquête réalisée par le POSER en 2018 sur ce secteur. Les données de l'étude sur la fonctionnalité des projets montrent également que les secteurs du commerce et des services ainsi que de la transformation agroalimentaire présentent des pourcentages bien inférieurs de bénéficiaires encore actifs, une fois terminé le soutien du POSER (respectivement 33% et 40%). Le secteur de l'élevage animal affiche un pourcentage de bénéficiaires encore actifs (62%) qui se situe entre ceux de l'agriculture et de la pêche d'une part, et du commerce/services et de la transformation alimentaire d'autre part. Les explications fournies lors des entretiens sur ces différences mettent en avant la plus grande expérience dans le secteur des bénéficiaires qui demandaient un soutien pour des interventions dans la pêche et l'agriculture, le fait que de nombreux microprojets (à savoir la grande majorité des projets inclus dans la base de données utilisée) dans le secteur de la transformation étaient assignés à des groupes (et non à des individus) sans que le POSER ait fourni une assistance spécifique pour les projets de groupe, et la soudaine pénurie de matières premières pour les projets de transformation, de commerce et d'agriculture. En outre, comme mentionné dans la section relative à l'analyse de l'efficacité, les capacités réduites de l'UCP en matière d'évaluation ex-ante des projets et le manque de suivi adéquat une fois que les microprojets ont été financés ont compromis le succès de nombreux microprojets.
94. **Les CRP se sont révélées incapables d'assurer la pérennité du POSER, comme prévu lors de sa conception. Avec le changement de stratégie de mise en œuvre du POSER, les chambres municipales ont assumé un rôle institutionnel plus important, ce qui peut garantir une plus grande durabilité.** Les CRP ont cessé leurs activités ou les ont fortement réduites lorsque le financement du POSER s'est arrêté. Une étude de 2016 réalisée par le POSER sur le cadre institutionnel des partenariats pour la promotion du développement local rapporte que, durant leurs 13 années d'expérience, celles-ci n'ont pas réussi à structurer leur action au-delà de la logique intrinsèque de mise en œuvre des programmes (PLPR et POSER). L'étude conclut que si, pendant la mise en œuvre du PLPR, les CRP ont accordé une grande attention à la capacitation technique et institutionnelle des ACD ainsi qu'aux activités de développement communautaire, la mise en œuvre du POSER a entraîné un renforcement de la logique de gestion de projets au détriment de leur activité principale, à savoir participer à la promotion du développement local et communautaire ainsi qu'à l'inclusion sociale. Contrairement aux CRP, les chambres municipales n'ont pas de problèmes de dépendance à des projets externes. L'équipe d'évaluation a également constaté que, dans au moins deux cas, les chambres municipales ont joué un rôle important dans le cofinancement et la réplique des interventions financées par le POSER.
95. **La valeur du fonds de réinvestissement communautaire pour répliquer les projets est bien inférieure à ce qui avait été prévu. Un fonds de garantie pour financer des lignes de crédit dans les secteurs de l'élevage et de l'agriculture a été formellement constitué, toutefois son opérationnalité demeure floue.** Les raisons pour lesquelles l'objectif de remboursement de 50% n'a pas été atteint sont abordées dans la section relative à l'efficacité. Avec les fonds

---

<sup>62</sup> L'étude a porté sur 7 421 bénéficiaires sur un total de 8 481.

récupérés des CRP, un fonds de garantie a été établi auprès du Trésor pour financer des microprojets dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage animal via des IMF. Toutefois, le relevé de compte du fonds montre que, depuis sa création, il a eu uniquement des entrées (les fonds récupérés des CRP) sans aucune sortie. Cela suggère que le fonds n'est pas réellement utilisé. Le fait que la principale IMF engagée par le projet comme fournisseur de services de microfinance pour l'île de Santiago n'ait pas utilisé ce fonds, et n'en ait même pas entendu parler, confirme cette hypothèse.

### **Reproduction à plus grande échelle**

96. **Des initiatives financées par le POSER ont été répliquées à diverses échelles par différents acteurs locaux et nationaux.** L'EvPP a constaté qu'une chambre municipale (Santa Cruz) a établi un fonds d'inclusion sociale pour financer de petites activités génératrices de revenus, s'inspirant du FRC du POSER. Une autre chambre municipale (Porto Novo) a activement cofinancé des projets de mobilisation de l'eau. Suite à l'initiative pilote du POSER d'importation de semence pour l'insémination artificielle de porcs sur l'île de São Vicente, le MAA a répliqué cette initiative à plus grande échelle sur l'île de Santiago.
97. Concernant les fonds d'origine internationale, il convient de mentionner un projet à l'échelle régionale financé par le fonds d'adaptation et un crédit de la banque d'État hongroise. Le premier est un projet de 14 millions d'USD approuvé en mars 2023 et réalisé à Cabo Verde, en Guinée-Bissau et à Sao Tomé et Príncipe, qui réplique dans les bassins versants des îles de Brava, Fogo, Santiago et São Nicolau des initiatives déjà financées par le POSER, au bénéfice de 600 familles<sup>63</sup> de ces îles. Toutefois, il s'agit d'une reproduction dans un projet ultérieur financé par le FIDA et, dans la mesure où le FIDA a mobilisé les fonds et est l'entité d'exécution de ce projet, cela ne constitue donc pas une véritable reproduction à plus grande échelle. La banque d'État hongroise a signé un accord pour un crédit de 35 millions d'euros afin de financer 20 centrales de dessalement qui seront utilisées pour l'eau d'irrigation. Toutefois, on peut discuter de savoir dans quelle mesure une telle initiative peut être considérée comme une réplification des activités du POSER, étant donné que le seul dessalinisateur financé par le POSER n'a fonctionné que deux semaines avant de se briser et qu'il ne s'agissait pas de la première tentative d'utilisation d'une installation de dessalement pour l'eau d'irrigation.

### **Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique**

98. **Avec l'ajout du don ASAP, le POSER voulait aborder de manière stratégique l'impact du changement climatique sur les petits producteurs.** Ces ressources supplémentaires ont été utilisées pour financer une utilisation efficace et durable de l'eau pour l'agriculture, améliorer la gestion des bassins versants et renforcer les capacités très limitées d'observation météorologique de l'Institut national de météorologie et de géophysique (INGM), ainsi que la prise de décision de l'ANAS concernant l'utilisation des eaux souterraines.
99. **Le POSER a fortement promu l'utilisation des technologies efficaces en matière d'énergie et d'eau,** à savoir l'irrigation goutte à goutte et le pompage de l'eau grâce à l'énergie photovoltaïque. L'ANAS et l'AdR ont été impliquées pour garantir une utilisation efficace des ressources en eau. À cet égard, citons l'utilisation de systèmes de contrôle de débit du pompage des eaux souterraines, afin d'éviter un pompage excessif par les utilisateurs. Le POSER a également cofinancé des études pour faciliter des décisions sur l'utilisation des ressources hydriques, dont une étude sur la disponibilité des ressources en eau dans les îles de Santiago et São Nicolau

---

<sup>63</sup> Parmi les activités financées, citons les installations pilotes de désalinisation alimentées par des énergies renouvelables pour améliorer la qualité des eaux souterraines, le financement de citernes de stockage et de réservoirs d'eau pour fournir une capacité de stockage et éviter l'interruption des activités des producteurs en période de sécheresse, l'établissement de puits alimentés par des pompes à énergie solaire photovoltaïque pour assurer l'approvisionnement en eau et l'irrigation, ainsi que des systèmes d'irrigation goutte à goutte alimentés par l'énergie solaire. Toutes ces activités ont déjà été mises en œuvre par le POSER.

(car ce sont celles où l'impact des sécheresses consécutives vécues ces dernières années est le plus fort et où il existe déjà, dans certains bassins hydrographiques, un stress hydrique considérable).

100. **Le document de conception des activités financées par la subvention ASAP identifie clairement les localités et les bassins versants où réaliser les interventions de conservation du sol et de l'eau. Cependant, il n'a pas été élaboré de plans de gestion intégrée des bassins versants.** Le DCP mentionne que les bassins versants ont été identifiés au préalable et validés par les CRP et les délégations régionales du MAA, mais les critères de sélection ne sont pas mentionnés. Lors de visites sur le terrain, l'équipe d'évaluation a pu constater que les zones choisies pour les interventions de conservation du sol se trouvent effectivement dans des zones à haut risque d'érosion. Cependant, l'absence de plans de gestion des bassins versants entraîne des risques de fragmentation et de manque de cohérence dans les interventions de conservation du sol.
101. **L'accent exclusif mis sur les projets de mobilisation de l'eau a constitué une opportunité manquée de promouvoir d'autres stratégies d'adaptation au changement climatique.** Avec le changement de stratégie de la deuxième phase, le soutien aux projets non agricoles a été interrompu, et la stratégie d'adaptation au changement climatique promue par le programme s'est exclusivement concentrée sur des interventions de mobilisation de l'eau et d'amélioration de l'utilisation des ressources hydriques. Si, d'un côté, ces interventions sont cohérentes avec les conditions de sécheresse qui caractérisent l'agriculture dans le pays, d'un autre côté, cela constitue une occasion manquée de poursuivre d'autres stratégies d'adaptation, telles que la diversification des opportunités d'emploi et de génération de revenus dans les secteurs non agricoles. En effet, en cas de sécheresses très prolongées, la production agricole serait inévitablement affectée.
102. **Le projet a mis en œuvre les recommandations qui avaient été faites par la note d'évaluation environnementale et sociale (NEES), développée au moment de la conception de la subvention ASAP. Toutefois, les résultats concernant l'érosion sont contrastés.** Les recommandations de la NEES sont principalement axées sur la construction de réservoirs et de digues pour réguler le débit, tout en favorisant l'infiltration de l'eau dans le sol afin de recharger les nappes phréatiques et de réduire l'érosion. Elles incluent également la plantation d'arbres et d'arbustes sur les pentes et la construction de terrasses. En outre, l'intensification de l'élevage par la construction d'enclos contribue à réduire les effets négatifs de la divagation des animaux sur les parcours.
103. En utilisant les données de télédétection des images Landsat, il en résulte que le POSER a mis en œuvre des mesures de conservation du sol sur 248 hectares répartis en 107 parcelles. Une comparaison entre les valeurs moyennes mensuelles des indices EVI<sup>64</sup> et NDVI<sup>65</sup> de la période pré-subvention ASAP (calculées de 2000 à 2018) et celles suite à la mise en œuvre des activités financées par la subvention ASAP (calculées de 2020 à 2023) montre une augmentation de 4% de ces deux indicateurs, suggérant ainsi une légère amélioration de la végétation<sup>66</sup>. Toutefois, bien que les mesures de conservation du sol financées par la subvention ASAP et visitées par l'équipe d'évaluation aient été localisées dans des zones à haut risque d'érosion, leur emplacement n'a pas été déterminé par des plans cohérents de gestion des bassins hydrographiques<sup>67</sup>. De plus si, d'un côté, les activités financées par la subvention ASAP ont contribué à réduire les phénomènes érosifs là où des mesures spécifiques de conservation du sol ont été appliquées (par exemple, des terrasses), de l'autre, les résultats de l'étude d'impact de RIA montrent que, en

---

<sup>64</sup> Indice de végétation amélioré.

<sup>65</sup> Indice de végétation par différence normalisée.

<sup>66</sup> Voir également l'annexe V pour les tableaux récapitulatifs sur l'analyse des données SIG.

<sup>67</sup> Voir également (BIE, 2023).

moyenne, le POSER a entraîné une diminution de 11%<sup>68</sup> de la fréquence d'application des mesures de contrôle de l'érosion parmi les ménages bénéficiaires des projets structurants. En outre, la fréquence de la plantation de légumineuses a diminué de 18%<sup>69</sup>.

104. Les procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA n'ont pas toujours été respectées. Le POSER a été conçu en 2012 à une époque où ces procédures n'étaient pas encore mises en œuvre. Au moment de l'évaluation, le POSER ne disposait pas d'un mécanisme de réponse aux doléances, les projets structurants n'avaient pas de plans de gestion environnementale et sociale ni de gestion des déchets autour des abris pour le bétail (notamment ceux des porcs)<sup>70</sup>.
105. **Conclusions sur la durabilité.** La grande majorité des projets financés se trouvent dans le secteur agricole, qui représente le plus grand nombre de bénéficiaires encore actifs après la fin du projet. Des mesures spécifiques ont été prises pour faciliter l'accès au financement, mais l'opérationnalisation des lignes de crédit envisagées n'a pas encore été concrétisée. Bien que le POSER ait fourni des efforts spécifiques pour renforcer la durabilité institutionnelle en contribuant à la création d'AdR et en développant des partenariats avec les chambres municipales, la capacité de maintenance des infrastructures hydroagricoles n'est pas encore garantie. Il existe quelques exemples de mise à l'échelle, principalement au niveau local. L'efficacité de l'utilisation de l'eau et de l'énergie a été activement poursuivie. Cependant, les résultats pour réduire l'érosion semblent contradictoires. Au vu de ces considérations, l'EvPP estime que la durabilité du POSER est « **plutôt insatisfaisante** » (3), tandis que la mise à l'échelle, la gestion des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique sont jugées « **plutôt satisfaisantes** » (4).

## F. Égalité des sexes et autonomisation des femmes

106. **Le POSER manquait d'une approche stratégique pour aborder de manière globale l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.** Le document de conception du projet POSER comprenait une stratégie de genre très générale et concise, qui ne fournissait pas suffisamment d'orientations opérationnelles. Avec le changement de stratégie, plusieurs missions de supervision ont reconnu la nécessité d'une stratégie et d'un plan d'action plus détaillés en matière de genre, mais cela ne s'est jamais concrétisé (FIDA, 2020, 2021 et 2022a). Les relations entre les sexes varient considérablement d'une île à l'autre, les normes sociales étant apparemment plus restrictives dans les îles du Nord. Ces différences auraient dû être prises en compte de manière plus délibérée, en adaptant les activités au contexte local. À cet égard, une évaluation plus détaillée de la question du genre aurait dû éclairer les interventions du POSER dans ce domaine. Une responsable du ciblage et du genre a été recrutée en 2014. À partir de 2017, elle était également responsable de la deuxième composante. Au cours de la première phase du projet en particulier, une grande attention a été accordée au renforcement de la sensibilisation à l'importance de l'égalité des sexes chez les partenaires de mise en œuvre, telles que les CRP, les ACD et les unités techniques.
107. **L'institut capverdien pour l'égalité et l'équité des genres (ICIEG) était un partenaire pertinent.** Après avoir signé un accord en 2017, l'ICIEG est devenu un partenaire de mise en œuvre important du POSER pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans ses opérations. Il a dispensé des formations sur l'égalité des sexes, l'entrepreneuriat et le leadership féminins et les masculinités saines (cette dernière en collaboration avec l'ONG Laço Branco). Néanmoins, ce partenariat a été confronté à des difficultés de mise en œuvre, notamment en raison de la réception tardive des fonds du POSER et des coûts de

<sup>68</sup> Impact statistiquement significatif à un niveau de confiance de 95%.

<sup>69</sup> Impact statistiquement significatif à un niveau de confiance de 99%.

<sup>70</sup> Voir (FIDA, 2017, 2018, 2020, 2021 et 2022a) et les observations sur le terrain.

transport élevés. Le manque de ressources a limité sa couverture, tant en termes de zones géographiques que d'offre de services (FIDA, 2022a). Les initiatives liées au genre du POSER se sont limitées aux activités couvertes dans le cadre du partenariat avec l'ICIEG (FIDA, 2021).

108. **Près de la moitié des bénéficiaires du POSER étaient des femmes, avec des différences selon les îles.** Les femmes représentaient 44% des personnes ayant bénéficié des services promus ou soutenus par le POSER (9 630 sur 21 972 personnes), ce qui est légèrement inférieur à l'objectif final de 50%. La participation des femmes variait selon les îles, les pourcentages les plus faibles se situant à São Vicente (36%), Santiago Sud (36%), São Nicolau (37%) et Maio (39%)<sup>71</sup> et le plus élevé à Santiago Centro et à Santiago Nord (51% dans les deux cas). Les ménages dirigés par une femme étaient spécifiquement ciblés par le projet (par exemple, en les discriminant positivement lors de la sélection des microprojets à financer), mais les données globales sur les ménages ventilées par sexe n'étaient malheureusement pas disponibles. Les autres dimensions intersectionnelles n'ont en général pas été prises en compte.
109. **L'autonomisation économique des femmes a été renforcée de diverses manières, avec des efforts plus ciblés déployés au cours de la première phase du projet.** Le POSER a accru leur accès et leur contrôle sur les actifs (intrants, bétail, technologies, terres et finances) et sur les services économiques (tels que la vulgarisation, la formation et le développement des affaires) et a soutenu des liens plus étroits avec les marchés et créé des opportunités de travail pour elles. Dans l'ensemble, les femmes étaient les moins impliquées dans les activités liées à l'agriculture (34%), suivies par la pêche (39%) et la commercialisation (41%). Elles étaient les plus impliquées dans les activités liées à la transformation (75%)<sup>72</sup>.
110. Les femmes représentaient 53% des personnes soutenues par les microprojets dans la première phase (54% des personnes impliquées dans les microprojets sociaux et 52% des microprojets économiques). Leur participation était la plus élevée à Santiago Centro (69%) et à Santiago Sud (62%) et la plus faible à Sao Nicolau (44%), Maio (47%) et São Vicente (47%). Le niveau élevé de participation féminine aux microprojets est dû à l'application de la liste de contrôle genre aux microprojets éligibles qui permet de sélectionner les propositions les plus pertinentes et sensibles au genre et de veiller à ce que la proportion de femmes porteuses de projets fixée par le projet (au moins 50%) soit respectée et effective chaque fois que possible.
111. Les femmes étaient moins représentées dans les projets structurants, ne représentant que 39% des bénéficiaires. Dans ce cas également, il existait des différences régionales, les participations les plus faibles se situant à Santiago Sud (24%), Sao Nicolau (32%) et Santo Antão (35%), et les plus élevées à Santiago Centro (50%) et Santiago Nord (49%). Les critères sensibles au genre n'ont pas été appliqués dans la sélection des projets structurants de la deuxième phase du projet, les interventions étant identifiées de manière descendante et bénéficiant à toutes les personnes vivant ou travaillant dans la zone d'intervention. Axé sur la mobilisation de l'eau pour la production agricole, le projet a fini par travailler principalement avec des propriétaires fonciers, à savoir des hommes. Pour résoudre ce problème, le POSER s'est efforcé de faciliter l'accès des femmes aux terres publiques et a donné la priorité aux projets structurants dans lesquels les terres publiques étaient disponibles pour que les femmes puissent les cultiver. Il a réussi à le faire pour un total de 209 personnes mais, alors que cette initiative leur était particulièrement destinée, moins de la moitié d'entre elles étaient des femmes (46%). Une autre stratégie appliquée consistait à soutenir davantage les femmes dans les activités

---

<sup>71</sup> À São Vicente et São Nicolau, les normes sociales sont plus restrictives pour les femmes et pourraient expliquer la moindre participation. Ce n'est cependant pas le cas à Santiago Sud et à Maio, où les efforts visant à atteindre les femmes auraient pu être moins délibérés.

<sup>72</sup> Néanmoins, comme mentionné ci-dessus, les activités liées à la transformation et à la commercialisation se sont révélées moins durables.

post-récolte, telles que la transformation et la commercialisation, mais finalement, seuls deux projets structurants sur 120 se sont concentrés sur ce sujet.

112. Les femmes ont reçu des formations aux pratiques de production et de post-production, représentant respectivement 48% et 47% des personnes formées. Parmi les personnes formées aux activités génératrices de revenus ou à la gestion des entreprises, 60% étaient des femmes. Seulement 28% des personnes bénéficiant des emplois créés par le POSER étaient des femmes, chiffre nettement inférieur à l'objectif de 50%.
113. **Même si des formations en leadership ont été dispensées aux femmes, cela n'a pas conduit à un renforcement du pouvoir de décision.** Dans le cadre du partenariat avec l'ICIEG, les femmes ont reçu des formations en leadership. Le pourcentage de femmes occupant des postes de direction dans les CRP et les ACD a été suivi de 2016 à 2019. Leur représentation est restée faible et a même légèrement diminué, passant de 27% en 2016 à 24% en 2019. Par la suite, la représentation des femmes aux postes de décision dans les institutions locales, comme les associations et les coopératives, n'était plus suivie. La faible représentation des femmes était déjà un problème au sein du PLPR, le prédécesseur du projet, et aurait dû faire l'objet d'une plus grande attention. Les résultats de l'évaluation d'impact du POSER montrent que le projet n'a pas eu un effet significatif en termes de renforcement de la voix des femmes, notamment les décisions concernant la production agricole et l'élevage du bétail.
114. **Aucun effort concerté n'a été fait par le POSER pour réduire la charge de travail des femmes (FIDA, 2022a).** Bien que le projet se soit concentré sur l'amélioration de la gestion de l'eau, les avantages pour les femmes ont été davantage en termes économiques (réduction du coût de l'eau) qu'en termes de gain de temps (des camions-citernes amenaient l'eau aux communautés locales). Alors que les animaux erraient librement auparavant, la construction d'abris pour le bétail aurait pu en fait augmenter la charge de travail des femmes, puisqu'elles doivent désormais rassembler les animaux tous les soirs. La possibilité d'offrir des services de garde d'enfants pendant les formations était prévue dès la conception, mais n'a pas été mise en œuvre. Enfin, l'ICIEG en partenariat avec l'ONG Laço Branco a dispensé des formations sur les masculinités positives. Cela a toutefois été réalisé à une échelle limitée, n'ayant bénéficié qu'à 125 hommes à Santiago, Fogo, Brava et Maio en 2017.
115. **Aperçu général de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.** Les femmes représentaient 44% des bénéficiaires, ce qui était légèrement inférieur à l'objectif de 50% lors de la conception. Alors que des efforts considérables ont été déployés au cours de la première phase pour atteindre les femmes, cela n'a plus été le cas dans la deuxième phase, ce qui a entraîné une implication moins importante des femmes. Le POSER n'a pas réussi à renforcer la voix des femmes et aucun effort spécifique n'a été fait pour réduire leur charge de travail. L'EvPP juge l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes « **plutôt insatisfaisantes** » (3).

## **G. Performance des partenaires**

### **Performance du FIDA**

116. **La stratégie d'intervention du FIDA à Cabo Verde a changé au cours de la durée du projet, mais il y a eu quelques lacunes dans la conception du projet.** En mettant fortement l'accent sur le développement communautaire, la conception du POSER s'est appuyée sur celle du PLPR. Pour donner suite au changement de priorités du Gouvernement et conformément au cadre stratégique du FIDA 2016-2025, à partir de 2016, l'accent a été davantage mis sur la promotion des retombées économiques de la production agricole et sur la réponse aux risques liés au changement climatique. Un certain nombre de domaines dans lesquels le PLPR a rencontré des problèmes n'ont pas reçu l'attention voulue dans la conception du POSER et ont continué à poser un défi pendant la mise en œuvre du projet, à

savoir, notamment, le S&E, l'égalité des sexes, la durabilité institutionnelle et la gestion financière. Certaines de ces questions ont également été soulevées au moment de l'assurance qualité de la conception. En outre, il a manqué des orientations dans certains domaines lors de la conception et à mi-parcours, par exemple en ce qui concerne l'opérationnalisation du fonds de réinvestissement communautaire et les projets structurants.

117. **Sauf en 2023, le FIDA a fourni un soutien régulier à l'exécution.** Onze missions de supervision ont été réalisées. Elles ont eu lieu une fois par an, à l'exception de 2014 et 2016, où deux ont eu lieu, et de 2023, où aucune supervision n'a eu lieu. Un appui à l'exécution a été fourni par le FIDA pour relever certains défis majeurs auxquels le POSER était confronté, à savoir le ciblage, le suivi et l'évaluation, ainsi que la gestion financière<sup>73</sup>. Néanmoins, un soutien plus concret était nécessaire car cela n'a pas conduit à des améliorations significatives. Ce n'est qu'entre 2020 et 2022 que les missions du FIDA comprenaient des consultants parlant portugais, ce qui a facilité la communication avec l'UCP et les partenaires. Sur les sept îles où le POSER a travaillé, deux n'ont jamais été visitées (Brava et Maio) et une autre une seule fois (São Nicolau). À partir de 2016, le soutien à la mise en œuvre a été fourni par un Directeur pays basé au Sénégal, ce qui a permis un suivi plus étroit. Cinq directeurs pays différents du FIDA ont été responsables de Cabo Verde, tous s'occupant de divers portefeuilles de pays en même temps, ce qui limitait l'attention qu'ils pouvaient consacrer à Cabo Verde.
118. **Même si les relations avec le Gouvernement étaient solides, des opportunités ont été manquées en termes de renforcement des partenariats avec d'autres partenaires de développement.** Le POSER a été le principal outil du Gouvernement pour mettre en œuvre ses politiques agricoles. Par ailleurs, des partenariats ont été utilisés pour mobiliser des financements supplémentaires, notamment auprès du Gouvernement espagnol lors de la conception et du Fonds d'adaptation en 2023. Néanmoins, le partenariat avec le Gouvernement espagnol n'a pas été entretenu, celui-ci n'étant pas régulièrement informé des progrès de la mise en œuvre. Les partenariats opérationnels prévus ne se sont pas concrétisés. Citons, par exemple, ceux avec la FAO, pour la mobilisation durable de l'eau agricole, des eaux usées et des eaux dessalées, avec le Programme alimentaire mondial, pour relier les agriculteurs aux marchés institutionnels et au programme d'alimentation scolaire, et avec l'Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement. L'absence de présence physique à Cabo Verde a également nui à la performance du FIDA en termes d'engagement avec d'autres partenaires de développement.
119. **Le FIDA aurait pu faire davantage d'efforts pour soutenir les échanges d'expériences entre le POSER et d'autres projets appuyés par le FIDA.** Des échanges de connaissances avec d'autres projets soutenus par le FIDA dans d'autres PEID et pays lusophones, comme le Brésil et São Tomé, étaient prévus, mais n'ont pas eu lieu. Les ateliers régionaux de mise en œuvre des projets soutenus par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre ont constitué une bonne opportunité d'apprentissage pour le POSER, mais ils ont été interrompus à partir de 2018. Bien que le bureau multipays du FIDA au Sénégal ait organisé quelques échanges entre projets entre 2019 et 2023, ces événements n'ont pas pleinement satisfait les besoins d'apprentissage du projet.
120. **Aperçu général de la performance du FIDA.** L'appui du FIDA était en général aligné sur les connaissances disponibles et les priorités du Gouvernement. Un soutien à la mise en œuvre a été fourni régulièrement et a permis de répondre à la plupart des principaux défis auxquels le POSER était confronté. Des efforts supplémentaires auraient pu être déployés pour forger des partenariats opérationnels avec d'autres partenaires de développement et faciliter les échanges de connaissances avec

---

<sup>73</sup> Le Gouvernement de Cabo Verde a également bénéficié d'une subvention nationale du FIDA destinée à soutenir le système national de suivi et d'évaluation du secteur agricole.

d'autres projets soutenus par le FIDA. L'EvPP juge la performance du FIDA «**plutôt satisfaisante**» (4).

### **Performance du Gouvernement**

121. **L'engagement et l'implication du Gouvernement ont été renforcés au cours de la deuxième phase du projet.** Le POSER a été très lent à démarrer, principalement en raison de la longueur des processus de recrutement nationaux. Au cours de la première phase, les autorités centrales et locales ont joué un rôle moins central en termes de mise en œuvre, les CRP et les ACD prenant la direction. Cela a changé lorsque le Ministère de l'agriculture et de l'environnement est devenu le ministère de tutelle. La volonté du Gouvernement a été déterminante dans la modification de l'approche du POSER. Ce n'est d'ailleurs qu'en 2018 que le Comité de pilotage du projet est devenu opérationnel, mais peu d'orientations stratégiques ont été données pour améliorer la performance du programme<sup>74</sup>. Le POSER est devenu l'un des programmes gouvernementaux les plus importants en termes de développement agricole, tant au niveau national que local. En décembre 2023, le financement de contrepartie s'élevait à 62% de ce qui était prévu.
122. **Même si, selon les notes de supervision, la gestion du programme s'est améliorée au fil du temps, des problèmes récurrents sont apparus concernant les compétences du personnel et les postes vacants, la planification, la soumission des rapports dans les délais, le suivi et l'évaluation, et la gestion financière.** Le graphique 5 ci-dessous montre comment, en moyenne, la performance du POSER en ce qui concerne les indicateurs clés de gestion de projet s'est améliorée au fil du temps. Néanmoins, l'UCP et les UT ont été confrontées à certains problèmes de capacités (par exemple en termes d'agroéconomie et d'appui technique aux microprojets) (FIDA, 2020) et de postes vacants (comme celui du responsable du deuxième volet en 2017 et de plusieurs animateurs de projets). En outre, comme mentionné dans la section sur l'efficacité, le POSER a été en moyenne jugé plutôt insatisfaisant en ce qui concerne la cohérence entre le PTBA et la mise en œuvre. De plus, les délais convenus pour la soumission du PTBA, des rapports d'audit et des rapports financiers n'étaient souvent pas respectés.
123. Même si la performance du POSER en matière de suivi et d'évaluation s'est améliorée au fil du temps (voir graphique 5 ci-dessous) et que son utilisation du système d'information géographique pour géo-référencer les interventions est louable, des défis subsistaient. Il n'y avait pas d'étude de référence pour la production agricole, animale et halieutique dans les zones où le projet est intervenu, mais seulement des modèles d'exploitations qui ont fourni des informations sur la situation de départ en 2016. Il a souvent été difficile de renseigner, de manière systématique, les indicateurs de produits et de rendre compte de manière systématique des effets des investissements réalisés. Des incohérences dans la base de données S&E du projet ont été relevées<sup>75</sup>. Enfin, le SIG n'a pas introduit le code identifiant des bénéficiaires. Tout cela limitait l'utilisation possible du S&E comme outil de gestion de projet.

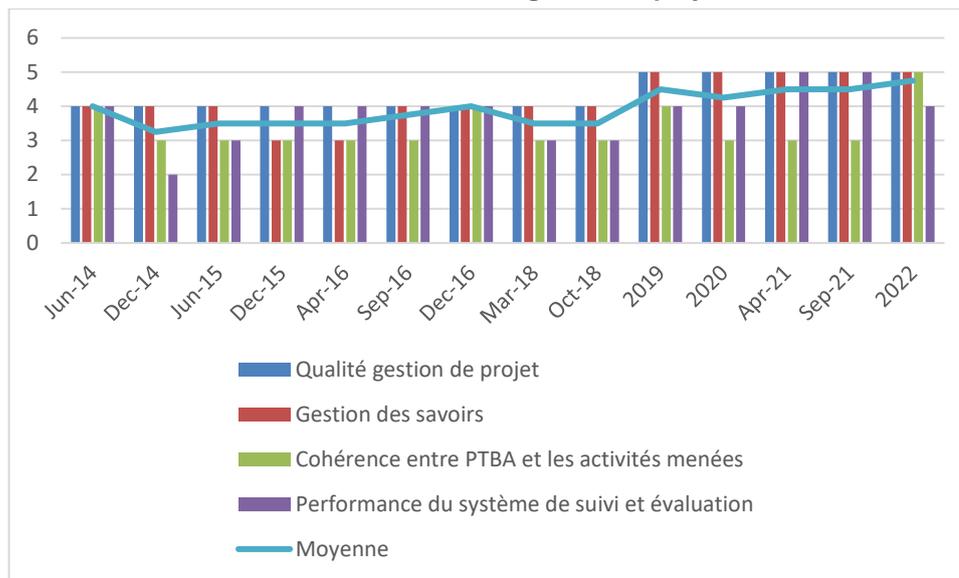
---

<sup>74</sup> Même si l'approbation des PTBA par le Comité de pilotage était nécessaire pour que le FIDA puisse aller de l'avant, les procès-verbaux des réunions tenues en 2019, 2020 et 2023 n'étaient pas disponibles.

<sup>75</sup> Voir, par exemple, (FIDA, 2021) ou les contrôles ponctuels des bénéficiaires effectués lors des visites sur le terrain (par exemple, il n'y avait aucune trace du projet structurant de pêche bénéficiant à 91 personnes à São Vincente).

Graphique 5

**Performance relative aux indicateurs clés de gestion de projet**



Source : système de gestion des résultats opérationnels (SGRO).

124. Le projet disposait d'un plan de gestion des savoirs. Les activités étaient incluses dans les PTBA, mais les ressources financières pour ces efforts restaient limitées. Néanmoins, le POSER a produit plusieurs produits de connaissances et a utilisé différents canaux pour les diffuser (par exemple la page Facebook du Hub Afrique de l'Ouest du FIDA, YouTube, Instagram, le site du POSER et des émissions radiophoniques et de télévision). En raison du manque d'analyse, les données du système de suivi et évaluation n'étaient pas utilisées pour informer les initiatives de gestion des connaissances.
125. En termes de gestion financière, le projet a continué à faire face à des défis en termes de taux de décaissement acceptables et de retards dans les processus de passation des marchés. Par ailleurs, comme mentionné ci-dessus, les délais convenus pour la soumission des rapports d'audit et des rapports financiers n'étaient souvent pas respectés.
126. **Compte tenu des nombreux partenariats établis par le projet, une plus grande attention aurait dû être accordée à la gestion efficace des partenariats.** L'établissement de partenariats avec des acteurs publics, privés et associatifs, tant au niveau national que régional, constituait l'un des axes stratégiques de l'action du projet. Néanmoins, les termes de référence des contrats avec les partenaires restaient souvent trop génériques, sans livrables très précis (FIDA, 2021, 2022a). Le manque de ressources a limité la couverture de ces partenaires (par exemple CERAI et ICIEG), tant en termes de zones géographiques que d'offre de services. Des retards, notamment dans les décaissements, ont également affecté certaines prestations. Il aurait fallu un suivi plus étroit de la part de l'UCP et des UT pour contrôler les progrès de la mise en œuvre, par exemple en organisant plus régulièrement des réunions de coordination (FIDA, 2019, 2020).
127. **Aperçu général de la performance du Gouvernement.** Le Gouvernement a fait preuve d'un engagement croissant et la gestion du programme s'est améliorée au cours de sa durée de vie. Néanmoins, les performances ont été minées par des défis récurrents en termes de gestion financière et de suivi et d'évaluation. Une plus grande attention aurait dû être accordée à la gestion des partenariats. L'EvPP juge la performance du Gouvernement « **modérément satisfaisante** » (4).

## V. Conclusions et recommandations

### A. Conclusions

128. **Le POSER a été confronté à un ensemble d'obstacles et de défis propres aux PEID comme Cabo Verde, notamment les coûts de mise en œuvre, le changement climatique, une base de ressources naturelles limitée et l'insécurité alimentaire. Certains ont été traités de manière adéquate, d'autres auraient dû faire l'objet de plus d'attention.** L'augmentation des coûts en raison de l'isolement relatif et des connexions dans le pays, par exemple en termes de transport inter-îles, mais également des coûts élevés d'importation et d'exportation de marchandises (puisque Cabo Verde dépend des marchés extérieurs pour de nombreux produits en raison de ses ressources limitées) font que les coûts de mise en œuvre du projet ont été plus élevés que prévu, mais sont restés acceptables compte tenu des circonstances. La subvention ASAP est tombée à point nommé pour répondre stratégiquement à l'impact du changement climatique sur les petits exploitants, notamment en promouvant les technologies permettant d'économiser l'eau et l'énergie. Le POSER a contribué également à améliorer la sécurité alimentaire. Néanmoins, des efforts supplémentaires auraient dû être déployés pour prévenir la dégradation des terres et soutenir les économies rurales non agricoles, notamment en termes de transformation et de commercialisation. Les technologies d'irrigation économes en énergie et en eau ont été largement adoptées, mais l'augmentation de la productivité à court terme semble se faire au détriment des mesures de lutte contre l'érosion et des autres pratiques essentielles pour maintenir la fertilité des sols, ce qui pourrait poser des défis pour la durabilité environnementale à long terme. En outre, les interventions dans les secteurs non agricoles ont montré des résultats très limités. Le POSER s'est avéré être un programme principalement centré sur le développement d'opportunités économiques dans le secteur de la production primaire, avec très peu d'opportunités créées dans les autres secteurs.
129. **La décision du POSER de se concentrer davantage sur des projets structurels axés sur une gestion efficace de l'eau s'est avérée fructueuse.** Les microprojets de la première phase ont rencontré peu de succès, principalement en raison d'un manque de suivi et de supervision adéquats et de conceptions initiales qui reposaient sur des hypothèses irréalistes. L'élection d'un nouveau Gouvernement en 2016 a conduit à un changement radical dans l'approche du programme, passant d'une approche axée sur la mobilisation sociale et le développement communautaire à une approche descendante axée sur les retombées économiques. La priorité a été donnée aux projets ayant une portée plus large et axés sur la gestion de l'eau. Ce changement de stratégie a grandement contribué à l'atteinte des objectifs du programme, notamment en termes d'augmentation des revenus. En effet, les limitations d'accès à l'eau ont été l'une des principales raisons du succès limité des microprojets de la première phase, et le changement de stratégie de la seconde phase visait à résoudre cette difficulté. Avec ce changement de stratégie, les ressources ont été davantage orientées vers le secteur agricole, domaine dans lequel le MAA a de meilleures compétences pour offrir une assistance technique. Comme le montrent les sections sur l'efficacité et l'impact, les infrastructures financées par le POSER ont entraîné une augmentation de 107% des revenus bruts issus de la production végétale. Parmi les autres effets positifs identifiés pour les bénéficiaires des infrastructures figurent la réduction de l'insécurité alimentaire, une plus grande diversification des revenus, et le nombre accru d'animaux possédés. Ces bénéfices sont principalement liés aux projets de mobilisation d'eau.
130. **Il n'est pas encore certain que les résultats enregistrés en matière d'augmentation des revenus issus de la production agricole grâce aux projets de mobilisation d'eau de la deuxième phase seront durables à long terme.** Les résultats positifs obtenus grâce aux projets de mobilisation d'eau restent incertains à long terme en raison de problèmes d'exploitation et d'entretien des

infrastructures et de garantie des débouchés sur le marché. La création d'AdR a marqué une étape significative vers la gestion durable de ces infrastructures, bien que sa capacité à les maintenir reste encore très limitée. Dans tous les cas, un usage excessif des eaux souterraines entraîne facilement des risques de surexploitation. En outre, malgré l'augmentation de la participation au marché, le soutien apporté pour faciliter l'accès au marché reste très limité. Seules trois communautés ont été accompagnées pour s'intégrer au marché institutionnel mais, dans ce cas aussi, seules quelques ventes d'essai ont été conclues entre mai et juin 2023. L'accès limité au financement reste également un défi.

131. **L'accent mis sur les économies d'échelle grâce aux projets structurants s'est fait au détriment de l'impact sur des groupes cibles spécifiques.** L'approche de ciblage du POSER a radicalement changé au fil du temps, passant d'une approche communautaire dans la première phase à une approche basée uniquement sur le ciblage géographique et la prise de décision descendante au cours de la deuxième phase. Les CRP et les ACD ont initialement pris les devants en identifiant les initiatives et en sélectionnant les bénéficiaires parmi les ménages les plus vulnérables des communautés. Lors de la deuxième phase, les efforts de ciblage sont devenus moins intentionnels et stratégiques. Une fois les sites d'intervention décidés par le MAA, tous les habitants pouvaient en bénéficier quel que soit leur profil socioéconomique. Même si les bénéficiaires du projet ont augmenté leurs revenus, l'impact a été limité pour les ménages les plus vulnérables. De même, sans aucun effort stratégique, les résultats du POSER en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes ont été médiocres.

## **B. Recommandations**

132. Dans des pays comme Cabo Verde, un PEID où l'impact du changement climatique est très tangible pour les petits producteurs, il faudrait suivre une approche à plusieurs volets. L'EvPP propose les recommandations suivantes tant pour la période de mise en œuvre restante du POSER que pour de nouveaux programmes similaires.
133. **Recommandation 1. Dans les environnements où l'eau est rare, les investissements visant à améliorer la gestion de l'eau doivent rester une priorité, mais doivent aller de pair avec des dispositions durables en matière d'entretien des infrastructures, d'utilisation contrôlée et de technologies de production adaptées.** Il est nécessaire de renforcer les capacités de maintenance des infrastructures tant des institutions nationales que des organisations paysannes. En outre, il est impératif de surveiller de façon appropriée le niveau des nappes phréatiques afin d'éviter une surexploitation. Les institutions compétentes pour octroyer les licences d'exploitation des eaux doivent être équipées d'outils adéquats pour prendre des décisions informées. Enfin, une plus grande attention devrait également être accordée à la vulgarisation agricole et à la garantie que les producteurs ont une bonne compréhension des techniques d'itinéraires pour améliorer la productivité et la production.
134. **Recommandation 2. Compte tenu des ressources naturelles limitées, des interventions de microentreprises, de petites entreprises et d'autoentrepreneurs dans le secteur non agricole devraient être promues parallèlement aux interventions dans le secteur agricole.** Seule une petite partie de la terre est arable. La pénurie d'eau représente une énorme contrainte pour le développement potentiel du secteur agricole. Ainsi, le secteur non agricole est destiné à jouer un rôle important dans l'économie du pays. De plus, la promotion de l'emploi hors agriculture offre des opportunités pour une plus grande autonomisation des femmes. Cependant, pour que les interventions soient couronnées de succès, il est essentiel que des ressources et capacités adéquates soient disponibles pour une sélection appropriée des projets à financer et pour fournir une assistance technique et un suivi adéquats. Cela nécessite l'implication de partenaires dans des domaines où le MAA ne possède pas les compétences nécessaires.

135. **Recommandation 3. Tout en augmentant la production agricole, il faut sécuriser les débouchés commerciaux.** À l'avenir, il faudrait passer d'une focalisation presque exclusive sur la production et la productivité à des phases plus largement axées sur la post-production. Une attention adéquate doit être accordée au séquençage correct des activités de soutien au marché. Le soutien offert jusqu'ici par le programme et ses partenaires dans le domaine de la commercialisation a été limité et le calendrier des interventions n'a pas permis aux organisations de producteurs soutenues de tirer pleinement profit de l'assistance technique reçue. Enfin, d'autres marchés institutionnels, au-delà du Programme national d'alimentation et de santé scolaires, peuvent représenter des débouchés importants pour les communautés soutenues par le programme. Ici aussi, une implication plus étroite de partenaires ayant une expérience spécifique en matière d'accès au marché, tels que le CERAI, serait bénéfique.
136. **Recommandation 4. Des interventions spécifiques devraient être encouragées pour garantir une plus grande durabilité environnementale, en particulier pour la restauration de la fertilité des sols.** Le risque est réel que l'augmentation de la production à court terme se fasse au détriment d'une gestion durable des ressources dont dépend la production. Les interventions visant à promouvoir une utilisation durable des sols et de l'eau devraient inclure une approche de gestion des bassins versants plus intégrée, un programme adéquat de formations et d'assistance technique, le soutien à des investissements pour la conservation des sols et de l'eau, ainsi que l'appui à des mécanismes de contrôle efficaces.
137. **Recommandation 5. Une attention particulière doit être accordée à l'intégration d'actions visant à améliorer les conditions des femmes.** Une bonne analyse contextuelle doit étayer les stratégies de genre. Le programme doit répondre aux besoins de différents groupes de femmes, qui sont plus susceptibles d'être laissées pour compte, comme les femmes très pauvres, les femmes sans terre, les ménages dirigés par une femme et les jeunes femmes, mais aussi aux différences régionales (telles que celles entre les îles). Les partenariats avec des agences spécialisées, comme l'ICIEG, devraient être poursuivis, mais des ressources suffisantes doivent être allouées pour garantir un engagement significatif. Les domaines qui nécessitent une attention particulière comprennent : améliorer l'accès des femmes à la terre et aux services financiers, renforcer la voix des femmes au niveau des ménages et des organisations communautaires, réduire la charge de travail des femmes rurales et promouvoir les pratiques visant à influencer les hommes.

## Informations de base sur le projet

			Montant approuvé (en milliers d'USD)	Montant effectif (en milliers d'USD)
Région	Afrique de l'Ouest et du Centre	Coût total du projet	43 109	n/a
Pays	République de Cabo Verde	Montant du don/prêt du FIDA et % par rapport au coût total	26 701 (62%)	n/a
Numéro du prêt	1100001604	Emprunteur	5 563	n/a
Type de projet (sous-secteur)	Développement rural	Institutions financiers nationales	n/a	n/a
Type de financement*		Cofinanceur 1 (Fonds fiduciaire espagnol)	9 504	n/a
Conditions de prêt	Conditions hautement concessionnelles (2012, 2013 et 2016) et mixtes (2018)	Cofinanceur 2	n/a	n/a
Date d'approbation	21/09/2012	Cofinanceur 3	n/a	n/a
Date de signature du prêt	29/10/2012	Contribution des bénéficiaires	1 341	n/a
Date d'entrée en vigueur	11/02/2013			
Modifications du prêt	2013 2016 2018 2023	Nombre de bénéficiaires	16 800	21 972
Prolongation du don DSF/prêt	2018 2022 2023 2023	Institutions coopérantes	n/a	
Chargés de programme de pays	Ambrosio Barros Loko Nsimpasi Jean-Pascal Kabore Gianluca Capaldo Haoua Sienta	Date de clôture du prêt	30/06/2027	
Directeurs régionaux	Ides de Willebois Lisandro Martin Nadine Gbossa Sana Jatta Bernard Hien	Examen à mi-parcours	28/11/2016	
Évaluateur de l'évaluation de la performance du projet	Steven Jonckheere	Décaissement du prêt du FIDA à l'achèvement du projet (%)	n/a	
Membres du panel de contrôle qualité de l'évaluation de la performance du projet	Fabrizio Felloni Johanna Pennarz	Date du rapport d'achèvement du projet	n/a	

## Définition et notation des critères d'évaluation utilisés par le BIE

Critères	Définition*	Obligatoire	À noter
Pertinence	<p>Mesure dans laquelle : i) les objectifs de l'intervention ou de la stratégie correspondent aux exigences des bénéficiaires, aux besoins du pays, aux priorités institutionnelles et aux politiques des partenaires et des donateurs ; ii) la conception de l'intervention ou de la stratégie* et les stratégies de ciblage adoptées correspondent aux objectifs ; iii) l'intervention ou la stratégie a été adaptée ou réadaptée en fonction de l'évolution du contexte.</p> <p>*Les évaluations visent à analyser la stratégie poursuivie, qu'elle soit explicite (écrite) ou implicite.</p>	X	Oui
Efficacité	<p>Mesure dans laquelle les objectifs et les résultats escomptés de l'intervention ou de la stratégie de pays, y compris les éventuels résultats différenciés entre les groupes, ont été atteints ou devraient être atteints au moment de l'évaluation.</p> <p>L'efficacité inclut notamment un sous-domaine particulier :</p> <p>Innovation : mesure dans laquelle les interventions ont abouti à une solution (pratique, approche/méthode, processus, produit ou règle) qui s'avère nouvelle compte tenu du contexte, du calendrier et des intervenants (utilisateurs prévus de la solution) et qui permet d'améliorer la performance ou de relever les défis liés à la réduction de la pauvreté rurale.</p>	X	Oui
Efficience	<p>Mesure dans laquelle l'intervention ou la stratégie produit ou est susceptible de produire des résultats de façon économique et dans les temps. Le terme « économique » désigne la conversion des intrants (fonds, expertise, ressources naturelles, temps, etc.) en produits, effets directs et impacts de la façon la plus économiquement avantageuse possible, par rapport aux options envisageables dans le contexte. L'expression « dans les temps » désigne le fait de respecter les délais fixés ou des délais raisonnablement adaptés aux exigences du contexte en évolution. Il peut s'agir d'évaluer l'efficience opérationnelle (mesure selon laquelle l'intervention a été bien gérée).</p>	X	Oui
Impact	<p>Mesure dans laquelle l'intervention ou la stratégie de pays a produit ou devrait produire des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non.</p> <p>Le critère comprend les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'évolution des revenus, des actifs et de la capacité de production;</li> <li>• l'évolution du capital social/humain;</li> <li>• l'évolution de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle des ménages;</li> <li>• l'évolution des institutions et des politiques.</li> </ul> <p>L'analyse de l'impact vise à déterminer si les changements ont été porteurs de transformation et si les mutations ont été telles que les sociétés peuvent s'engager vers des trajectoires de développement radicalement différentes (par exemple, en raison de l'ampleur ou des effets distributifs des changements pour les populations pauvres et marginalisées).</p>	X	Qui

Critères	Définition*	Obligatoire	À noter
Durabilité	<p>Mesure dans laquelle les avantages nets de l'intervention ou de la stratégie perdurent et sont reproduits à plus grande échelle (ou sont susceptibles de perdurer et d'être reproduits à plus grande échelle) par les autorités publiques, les organisations donatrices, le secteur privé et d'autres organismes.</p> <p>Remarque : il s'agit notamment d'examiner les capacités financières, économiques, sociales, environnementales et institutionnelles des systèmes nécessaires à la pérennisation des avantages nets dans le temps. Il convient à ce titre de mener des analyses de la résilience, des risques et des arbitrages potentiels entre les priorités.</p> <p>Domaine spécifique de la durabilité :</p> <p>Gestion de l'environnement et des ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques. Mesure dans laquelle les stratégies ou interventions d'aide au développement contribuent à l'amélioration de la durabilité environnementale et de la résilience face aux changements climatiques dans la petite agriculture.</p> <p>Il y a reproduction à plus grande échelle* lorsque : i) les partenaires bilatéraux et multilatéraux, les entités du secteur privé et les populations adoptent et diffusent la solution mise à l'essai par le FIDA ; ii) d'autres parties prenantes investissent des ressources pour déployer la solution à grande échelle ; iii) les pouvoirs publics appliquent un cadre d'action visant à généraliser la solution mise à l'essai par le FIDA (de la pratique aux politiques).</p> <p>*La reproduction à plus grande échelle ne concerne pas uniquement les innovations.</p>		
Égalité des sexes et autonomisation des femmes	<p>Mesure dans laquelle les interventions du FIDA ont favorisé une plus grande égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Par exemple en termes d'accès et droits des femmes aux actifs, aux ressources et aux services ; de participation à la prise de décisions ; de répartition équilibrée de la charge de travail et d'impact sur les revenus, de situation nutritionnelle et de moyens d'existence des femmes, et dans la promotion de changements durables, inclusifs et profonds dans les normes sociales, les attitudes, les comportements et les croyances qui sous-tendent les inégalités entre les sexes.</p> <p>Les évaluations viseront à déterminer dans quelle mesure les interventions et les stratégies ont permis, compte tenu du contexte, de faire évoluer le genre en : i) luttant contre les causes profondes des inégalités et de la discrimination entre les sexes ; ii) influant sur les rôles et normes de genre et les rapports de force hommes-femmes ; iii) promouvant plus globalement des processus de changement social (au-delà de l'intervention immédiate).</p> <p>Les responsables des évaluations examineront les effets différenciés selon le genre et la manière dont ces effets interagissent avec d'autres types de discrimination fondés, par exemple, sur l'âge, la race, l'origine ethnique, le statut social ou le handicap (phénomène aussi appelé « intersectionnalité des questions de genre »)<sup>1</sup>.</p>	X	Oui
Performance des partenaires	Évaluée séparément pour le FIDA et pour le Gouvernement		
FIDA	Mesure dans laquelle le FIDA et le Gouvernement (y compris les autorités centrales, les collectivités locales et les organismes d'exécution) ont appuyé la conception, l'exécution et l'obtention de résultats, favorisé l'instauration d'un environnement favorable, et contribué à ce que l'intervention ou le programme de pays produise un impact durable.	X	Oui
Gouvernement	Adéquation de l'appropriation par l'emprunteur (y compris le Gouvernement et l'organisme d'exécution) et de la responsabilité assumée par ce dernier durant toutes les phases du projet à l'égard de la qualité des préparatifs et de l'exécution, du respect des engagements et des accords, de l'instauration d'un environnement favorable, de l'établissement des fondements qui étayeront des résultats durables et de la mobilisation des acteurs du projet.		

<sup>1</sup> Groupe de coopération pour l'évaluation. 2017. *Gender: Main messages and findings from the ECG Gender practitioners workshops*, Washington, D.C. <https://www.ecgnet.org/document/main-messages-and-findings-ieq-gender-practitioners-workshop>

## Annexe II

\* Ces définitions s'appuient sur le glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques; le Cadre méthodologique d'évaluation des projets convenus avec le Comité de l'évaluation en septembre 2003, la première édition du *Manuel de l'évaluation* discutée avec le Comité de l'évaluation en décembre 2008 et d'autres discussions avec le Comité de l'évaluation en novembre 2010 sur les questions clés et les critères d'évaluation du BIE.

## Tableau comparatif des notes attribuées<sup>a</sup>

Critères d'évaluation	FIDA/Département gestion des programmes Notes d'évaluation	Évaluation de la performance du projet Notes d'évaluation	Écarts
<b>Performance du projet</b>			
Pertinence	n/a	5	n/a
Efficacité	n/a	4	n/a
<i>Innovation</i>	n/a	3	n/a
Efficiences	n/a	3	n/a
Durabilité des résultats	n/a	3	n/a
<i>Reproduction à plus grande échelle</i>	n/a	4	n/a
<i>Gestion de l'environnement et des ressources naturelles et adaptation au changement climatique</i>	n/a	4	n/a
Égalité entre les sexes et autonomisation des femmes	n/a	3	n/a
Évaluation globale du projet <sup>a</sup>	n/a	3,36	n/a
<b>Performance des partenaires</b>			
FIDA	n/a	4	n/a
Gouvernement	n/a	4	n/a
Moyenne nette des écarts <sup>b</sup>			n/a

Barème de notation : 1 = très insuffisant ; 2 = insuffisant ; 3 = plutôt insuffisant ; 4 = plutôt satisfaisant ; 5 = satisfaisant ; 6 = très satisfaisant ; n.f. = non fourni ; n.a. = non applicable.

<sup>a</sup> Moyenne arithmétique des notes

<sup>b</sup> Somme algébrique de la déconnexion, divisée par le nombre de critères et de sous-critères, à l'exclusion de l'évaluation globale du projet ; dans ce cas -5/11. La déconnexion est arrondie aux deux premières décimales.

### Notes de la qualité du rapport d'achèvement du projet

	Notes BIE
Franchise	n/a
Enseignements	n/a
Qualité (méthodes, données, processus participatif)	n/a
Portée	n/a
Note globale du rapport d'achèvement du projet	n/a

Barème de notation : 1 = très insuffisant ; 2 = insuffisant ; 3 = plutôt insuffisant ; 4 = plutôt satisfaisant ; 5 = satisfaisant ; 6 = très satisfaisant ; n.f. = non fourni ; n.a. = non applicable.

## Cadre d'évaluation

Critères et questions d'évaluation	Sous-questions d'évaluation	Critères et indicateurs de succès	Sources de données et méthodes
<b>Pertinence</b>			
<p>Le programme était-il pertinent et aligné sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les besoins et défis de développement du pays ainsi que sur les politiques et stratégies nationales;</li> <li>les stratégies et priorités pertinentes du FIDA;</li> <li>les besoins des bénéficiaires et adapté aux personnes très pauvres, marginalisées ou à des catégories spéciales?</li> </ul> <p>La conception était-elle réaliste en ce qui concerne la réponse au contexte et la capacité de mise en œuvre?</p> <p>La conception a-t-elle été réadaptés en fonction de l'évolution du contexte (le cas échéant)?</p>	<p>Le programme était-il pertinent et cohérent dans sa contribution à l'augmentation de la productivité des petits exploitants agricoles et à l'accès aux services sociaux?</p> <p>Le programme a-t-il soutenu la réalisation des principales politiques du pays, des cadres de développement rural/agricole et du cadre réglementaire pour la résilience climatique et la croissance verte?</p> <p>Les interventions visant à créer un environnement favorable à la croissance de la productivité des petits exploitants étaient-elles adéquates et appropriées?</p> <p>Les thèmes prioritaires du FIDA (tels que reflétés dans la note de stratégie de pays 2016-2018 et le COSOP 2019-2024), à savoir le genre, la jeunesse, le changement climatique et la jeunesse, ont-ils été adéquatement abordés par le programme?</p> <p>Comment l'infrastructure était-elle censée contribuer aux objectifs stratégiques du FIDA au niveau national?</p> <p>Le défi de l'accès au financement a-t-il été suffisamment relevé pour garantir la durabilité?</p> <p>Les approches proposées en matière d'adaptation au changement climatique ont-elles été pertinentes?</p> <p>Les activités directement liées à la nutrition ont-elles été pertinentes pour améliorer les résultats nutritionnels?</p> <p>Compte tenu des priorités du pays et des ressources naturelles limitées, une attention suffisante a-t-elle été accordée aux activités non agricoles?</p> <p>Le programme a-t-il utilisé des stratégies claires et des critères pour cibler les zones et les groupes les</p>	<p>Pertinence de la conception du programme par rapport au contexte dans lequel il a été mis en œuvre.</p> <p>Éléments de preuve de l'utilisation de stratégies de ciblage basées sur la vulnérabilité.</p> <p>Éléments de preuve de la contribution du programme au Plan national de développement et au Plan de croissance et d'investissement du secteur agricole.</p> <p>Éléments de preuve des améliorations de l'environnement pour favoriser la prospérité des petits exploitants agricoles.</p> <p>Capacité des différentes institutions à remplir leur mandat pour favoriser l'augmentation de la productivité des petits exploitants.</p> <p>Éléments de preuve des changements de conception motivés par l'évolution du contexte.</p>	<p>Plano Estratégico de Desenvolvimento Sustentável 2022-2026 (PEDS)</p> <p>Plano Estratégico de Desenvolvimento Agrícola (PEDA) 2004-2015</p> <p>PNIASAN</p> <p>Rapports de supervision</p> <p>Rapport de la revue à mi-parcours</p> <p>Autoévaluation</p> <p>Méthodes de collecte de données:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>recherche documentaire;</li> <li>entretiens avec informateurs clés (semi-structurés);</li> <li>discussions de groupe.</li> </ul>

Critères et questions d'évaluation	Sous-questions d'évaluation	Critères et indicateurs de succès	Sources de données et méthodes
	<p>plus pauvres? Dans quelle mesure les critères de ciblage étaient-ils pertinents par rapport aux besoins du groupe cible?</p> <p>Les besoins de la communauté ont-ils été correctement identifiés, même si les interventions ont été moins axées sur la communauté?</p> <p>Dans quelle mesure la conception du POSER a-t-elle pris en compte les niveaux de dotation en personnel et de capacité des ministères concernés et des prestataires de services du secteur privé?</p> <p>Compte tenu des nombreuses extensions du projet, la conception originale a-t-elle suffisamment pris en compte les problèmes contextuels, tels que l'insularité et les capacités locales?</p> <p>La conception du POSER a-t-elle tiré des enseignements des programmes précédemment soutenus par le FIDA dans le pays?</p> <p>Les arrangements institutionnels du POSER pour la gestion, la coordination et la surveillance étaient-ils appropriés pour les interventions?</p> <p>Dans quelle mesure la conception du programme était-elle flexible pour accepter des changements pendant la mise en œuvre? À quel point ces changements de conception étaient-ils pertinents?</p> <p>Quelle a été la pertinence du changement de la tutelle du projet? Cela a-t-il conduit à de meilleurs résultats?</p>		
<b>Efficacité</b>			
<p>Dans quelle mesure les objectifs du programme ont-ils été atteints ou sont-ils susceptibles d'être atteints au moment de l'évaluation?</p>	<p>Dans quelle mesure les interventions du POSER ont-elles contribué aux résultats prévus du programme? Qu'est-ce qui a bien fonctionné et pourquoi? Qu'est-ce qui n'a pas bien fonctionné et pourquoi?</p>	<p>Éléments de preuve de projets d'infrastructures achevés.</p> <p>Éléments de preuve de l'utilisation des infrastructures développées.</p>	<p>Rapports de supervision</p> <p>Rapport de la revue à mi-parcours</p>
<p>Dans quelle mesure le programme a-t-il atteint d'autres objectifs ou a-t-il eu des conséquences inattendues?</p>	<p>Dans quelle mesure les investissements dans les infrastructures rurales ont-ils entraîné une augmentation de la production?</p>	<p>Éléments de preuve de l'augmentation de la production agricole.</p>	<p>Autoévaluation</p> <p>Rapports annuels du projet</p>
<p>Dans quelle mesure le programme a-t-il soutenu/promu des innovations</p>			

Critères et questions d'évaluation	Sous-questions d'évaluation	Critères et indicateurs de succès	Sources de données et méthodes
alignées sur les besoins ou les défis des parties prenantes?	Les délais de mise en œuvre des composantes du programme ont-ils été correctement séquencés pour atteindre les résultats attendus et assurer leur complémentarité?	Éléments de preuve de l'utilisation des innovations soutenues.	Manuel opérationnel de conception et d'exécution de microprojets
Les innovations étaient-elles inclusives et accessibles à une diversité de bénéficiaires (en termes de genre, de jeunesse et de diversité de groupes socioéconomiques)?	<p>Dans quelle mesure le POSER a-t-il été efficace pour améliorer les opportunités de diversification des moyens de subsistance vers des activités non agricoles?</p> <p>Dans quelle mesure le changement de stratégie a-t-il conduit à une amélioration des résultats et eu un impact sur les efforts de ciblage du programme? Y a-t-il eu un changement dans le profil des bénéficiaires (par exemple en termes de pauvreté, de sexe et d'âge)?</p> <p>Y a-t-il eu des changements dans le contexte opérationnel du POSER qui ont affecté l'efficacité? Si oui, lesquels étaient-ils? De quelle manière ont-ils affecté l'efficacité?</p> <p>Quels facteurs ont contribué aux réalisations du programme? Quels étaient les principaux défis?</p> <p>Quelles innovations ont été introduites par le POSER, mises en œuvre et développées à grande échelle? Lesquelles de ces innovations ont été les plus réussies et pourquoi? Lesquelles ont été les moins réussies et pourquoi?</p>	Données sur la portée désagrégées dans le temps.	<p>Manuel des projets structurants</p> <p>Étude de satisfaction des bénéficiaires du POSER</p> <p>Méthodes de collecte de données :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• recherche documentaire ;</li> <li>• entretiens avec informateurs clés (semi-structurés) ;</li> <li>• discussions de groupe ;</li> <li>• observation participante ;</li> <li>• SIG.</li> </ul>
<b>Efficiences</b>			
Quelle est la relation entre les avantages et les coûts (par exemple, la valeur actuelle nette, le taux de rendement interne)? Comment se compare-t-elle avec des interventions similaires (si la comparaison est possible)?	<p>Les ressources financières, humaines et techniques étaient-elles adéquates et ont-elles été mobilisées en temps opportun?</p> <p>L'UCP était-elle suffisamment dotée en personnel et était-elle composée de personnes aux qualifications appropriées?</p>	<p>Éléments de preuve du démarrage en temps voulu et des profils de décaissement pour l'intervention.</p> <p>Niveau de disparité entre les dépenses financières prévues et utilisées.</p>	<p>Rapports de supervision</p> <p>Rapport de la revue à mi-parcours</p> <p>Autoévaluation</p> <p>Rapports d'audit</p> <p>Rapports annuels du programme</p> <p>Méthodes de collecte de données:</p>

Critères et questions d'évaluation	Sous-questions d'évaluation	Critères et indicateurs de succès	Sources de données et méthodes
<p>Les coûts unitaires d'interventions spécifiques sont-ils conformes aux pratiques reconnues et congruents avec les résultats obtenus?</p> <p>Les ratios des coûts de gestion du programme sont-ils justifiables en termes d'objectifs d'intervention, de résultats obtenus, en tenant compte des aspects contextuels et des événements imprévus?</p> <p>Le calendrier de développement et de mise en œuvre de l'intervention est-il justifiable, compte tenu des résultats obtenus, du contexte spécifique et des événements imprévus?</p>	<p>L'UCP a-t-elle été efficace dans l'exécution de ses tâches?</p> <p>Les différents unités techniques des CRP et les services/départements des ministères concernés ont-ils fourni un personnel adéquat pour mettre en œuvre les activités du programme dont ils étaient responsables? Ces membres du personnel ont-ils exécuté en temps voulu les activités pour lesquelles ils étaient mandatés?</p> <p>Comment les ressources humaines du FIDA ont-elles été organisées et déployées pour superviser et soutenir la mise en œuvre du programme?</p> <p>Est-ce que la prolongation de la durée a permis de renforcer des capacités et des consultations communautaires appropriées, l'émersion d'institutions fortes et d'atteindre les populations cibles?</p> <p>Dans quelle mesure les difficultés d'accès aux différentes îles ont-elles eu un impact sur les coûts de gestion du projet?</p>	<p>Coût par rapport aux résultats obtenus comparé aux coûts de programmes similaires d'autres organisations.</p> <p>Adéquation des choix du projet compte tenu du contexte existant, de l'infrastructure et des coûts .</p> <p>Qualité des rapports de gestion axés sur les résultats (rapports d'avancement, suivi et évaluation).</p> <p>Délais de décaissement et gestion de la trésorerie du projet.</p> <p>Délais de passation des marchés publics.</p> <p>Modifications de la conception/la méthode de mise en œuvre du projet lorsque cela était nécessaire pour améliorer l'efficacité du projet.</p> <p>Coût associé au mécanisme de livraison et des alternatives de gestion.</p> <p>Coûts de gestion en proportion du budget global du projet.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>listes de contrôle de l'étude documentaire;</li> <li>entretiens avec des informateurs clés.</li> </ul>
<b>Impact sur la pauvreté rurale</b>			
<p>L'intervention/stratégie nationale et le programme ont-ils eu l'impact anticipé sur le groupe cible, les institutions et les politiques? Pourquoi?</p> <p>Quels sont les changements observés dans les revenus, les actifs du groupe cible, la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, le capital social/humain, ainsi que les institutions et les politiques au cours de la période du projet/COSOP? Qu'expliquent ces changements? Quels sont les défis?</p> <p>Du point de vue de l'équité, les groupes très pauvres/marginalisés et les catégories spéciales ont-ils bénéficié de manière significative du programme?</p>	<p>Dans quelle mesure et de quelle manière le POSER a-t-il contribué au renforcement ou à la création d'institutions favorables aux pauvres?</p> <p>Dans quelle mesure et de quelle manière le POSER a-t-il contribué au renforcement, à la création ou à la mise en œuvre de politiques favorables aux pauvres?</p> <p>Quelle contribution le POSER a-t-il apportée à la réduction de la pauvreté dans les zones ciblées?</p> <p>Les interventions du POSER ont-elles eu les effets anticipés sur les groupes cibles (c'est-à-dire les petits agriculteurs les plus pauvres, les femmes et les jeunes en particulier)?</p> <p>Quels changements ont eu lieu dans la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages? Qu'expliquent ces changements?</p>	<p>Éléments de preuve de l'amélioration de la sécurité alimentaire chez les ménages agricoles.</p> <p>Éléments de preuve de l'augmentation du capital humain et social.</p> <p>Éléments de preuve d'une résilience accrue face aux changements climatiques extrêmes.</p> <p>Éléments de preuve d'une amélioration des infrastructures impactant la qualité de vie.</p> <p>Éléments de preuve de l'augmentation de la productivité agricole.</p> <p>Éléments de preuve de l'augmentation du revenu des ménages.</p> <p>Éléments de preuve de l'amélioration des politiques et des institutions.</p>	<p>Rapport de conception du POSER</p> <p>Rapports de supervision</p> <p>Rapport de la revue à mi-parcours</p> <p>Autoévaluation</p> <p>Documents de politique</p> <p>Étude d'impact de RIA</p> <p>Étude de satisfaction des bénéficiaires du POSER</p> <p>Méthodes de collecte de données :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>listes de contrôle de l'étude documentaire ;</li> <li>entretiens avec des informateurs clés ;</li> <li>discussions de groupe.</li> </ul>

Critères et questions d'évaluation	Sous-questions d'évaluation	Critères et indicateurs de succès	Sources de données et méthodes
	<p>Quels changements ont eu lieu dans les revenus des ménages et la propriété d'actifs? Qu'expliquent ces changements?</p> <p>Dans quelle mesure le POSER a-t-il atteint l'objectif spécifique de contribuer à l'accroissement des revenus des populations rurales en promouvant la création d'opportunités économiques inclusives et durables dans les zones rurales?</p>	<p>Éléments de preuve de l'amélioration de la capacité institutionnelle du Ministère de l'agriculture.</p> <p>Éléments de preuve de l'autonomisation des femmes.</p> <p>Éléments de preuve de l'amélioration de la capacité des organisations de producteurs dans la gestion de leurs affaires.</p>	
<b>Durabilité</b>			
<p>Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à la durabilité institutionnelle, environnementale et sociale à long terme?</p> <p>Quel est le niveau d'engagement, de participation et d'appropriation du Gouvernement, des communautés locales, des organisations de base et des populations rurales? Plus particulièrement, le Gouvernement a-t-il veillé à allouer des budgets pour la gestion et l'entretien?</p> <p>Le programme comprenait-il une stratégie de sortie?</p> <p>Reproduction à plus grande échelle</p> <p>Dans quelle mesure les résultats ont-ils été étendus ou sont-ils susceptibles d'être étendus à l'avenir? Y a-t-il une indication de l'engagement du Gouvernement et des principaux acteurs dans l'extension des interventions et des approches, par exemple en termes de fourniture de fonds pour des activités sélectionnées, de disponibilité des ressources humaines, de continuité des politiques en faveur des pauvres et des approches de développement participatif, et de soutien institutionnel?</p>	<p>Quel a été le niveau d'engagement, de participation et de prise en charge par les ACD, les CPR (comités de planification régionale), et les organisations agricoles des activités soutenues par le POSER?</p> <p>Dans quelle mesure le Gouvernement s'engage-t-il à continuer de soutenir les activités du POSER, par exemple en les incluant dans son plan de travail annuel et les budgets associés? Existe-t-il des éléments suggérant des synergies entre le Ministère de l'agriculture et les autorités compétentes à différents niveaux responsables pour contribuer à l'entretien des infrastructures créées par le programme?</p> <p>Dans quelle mesure les comités de fonctionnement et de maintenance mis en place par le programme assurent-ils le bon fonctionnement et l'entretien des infrastructures sociales créées par le programme? Existait-il des modèles de durabilité financière promus pendant la mise en œuvre du programme aux niveaux national et communautaire? Si oui, comment assurent-ils la durabilité des avantages? Quelles sont les pratiques actuelles d'entretien des infrastructures rurales créées par le POSER?</p> <p>Dans quelle mesure les activités génératrices de revenus financées par les microprojets pendant la première phase de mise en œuvre sont-elles encore actives et rentables?</p> <p>Dans quelle mesure la mise en œuvre du POSER était-elle intégrée aux structures plus larges des institutions gouvernementales pertinentes</p>	<p>Existence de risques climatiques pour les avantages du programme.</p> <p>Existence de risques institutionnels et de gouvernance pour les avantages du programme.</p> <p>Existence de risques sociopolitiques pour les avantages du programme.</p> <p>Existence d'accords de maintenance significatifs et de leur mise en œuvre.</p> <p>Éléments de preuve que d'autres organisations gouvernementales et/ou du secteur privé élargissent des initiatives du POSER.</p>	<p>Manuel de mise en œuvre</p> <p>Rapports de supervision</p> <p>Rapports annuels du programme</p> <p>Rapport de la revue à mi-parcours</p> <p>Autoévaluation</p> <p>Rapports comptables</p> <p>Analyse de la fonctionnalité des projets économiques financés par le POSER</p> <p>Méthodes de collecte de données :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• revue documentaire ;</li> <li>• entretiens avec des informateurs clés ;</li> <li>• discussions de groupe ;</li> <li>• observation participante ;</li> <li>• SIG.</li> </ul>

Critères et questions d'évaluation	Sous-questions d'évaluation	Critères et indicateurs de succès	Sources de données et méthodes
<p>Gestion de l'environnement et des ressources naturelles et adaptation au changement climatique. Dans quelle mesure le programme:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliore-t-il les pratiques agricoles? Minimise-t-il les dommages et introduit-il des mesures compensatoires pour contrer les dommages causés par ces pratiques agricoles?</li> <li>• Soutient-il une productivité agricole durable et intégrée aux écosystèmes?</li> <li>• Oriente-t-il les financements climatiques et environnementaux à travers le programme national en faveur des petits agriculteurs, les aidant à réduire la pauvreté, à améliorer la biodiversité, à augmenter les rendements et à réduire les émissions de gaz à effet de serre?</li> <li>• Renforce-t-elle la résilience au changement climatique en gérant les systèmes concurrents d'utilisation des terres tout en réduisant la pauvreté, en améliorant la biodiversité, en augmentant les rendements et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre?</li> </ul>	<p>responsables de la construction, des opérations et de la maintenance?</p> <p>Quels ont été les principaux défis en ce qui concerne la durabilité des avantages découlant du POSER? Quelles leçons le Gouvernement et le FIDA peuvent-ils tirer pour les programmes futurs?</p> <p>Quelles sont les structures institutionnelles et les accords concernant le fonctionnement et l'entretien? Quelles sont les compétences, formations et équipements nécessaires pour l'entretien? Les structures de fonctionnement et d'entretien ont-elles été suffisamment testées?</p> <p>Les ACD et les CPR ont-ils développé leurs propres projets et obtenu des fonds auprès d'autres sources pour entretenir ou améliorer les infrastructures?</p> <p>Dans quelle mesure le secteur privé et les banques ont-ils intensifié leurs efforts initiés par le programme?</p> <p>Dans quelle mesure les bénéficiaires, les ACD, les CPR, les autres comités locaux et le Ministère de l'agriculture disposent-ils des capacités, des ressources et de l'engagement nécessaires pour maintenir le projet et lui permettre d'atteindre ses objectifs à plus long terme?</p> <p>La conception de la stratégie de sortie a-t-elle clarifié la manière dont le soutien à une production agricole durable et à la productivité devait être poursuivi? Dans quelle mesure la stratégie de sortie du POSER a-t-elle été mise en œuvre?</p> <p>Les interventions financées par le programme ont-elles provoqué des impacts environnementaux négatifs? Est-il probable que des impacts environnementaux négatifs se produisent en raison des interventions du programme?</p> <p>Dans quelle mesure les interventions réalisées par le programme permettent-elles aux ménages bénéficiaires de réduire leur vulnérabilité aux risques causés par le changement climatique?</p>		
Égalité des sexes et autonomisation des femmes			

Critères et questions d'évaluation	Sous-questions d'évaluation	Critères et indicateurs de succès	Sources de données et méthodes
<p>Quelles ont été les réalisations du projet en termes de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, y compris les questions d'intersectionnalité?</p> <p>En particulier, y a-t-il eu des changements: (i) dans l'accès des femmes aux ressources, aux sources de revenus, aux biens (y compris la terre) et aux services; (ii) dans l'influence des femmes dans la prise de décision au sein du foyer et de la communauté; (iii) dans la répartition des charges de travail (y compris les tâches domestiques); (iv) dans la santé, les compétences et la nutrition des femmes?</p> <p>Y a-t-il eu des changements notables dans les normes sociales, les attitudes, les comportements et les croyances, ainsi que dans les politiques/lois liées à l'égalité des genres?</p> <p>Une attention particulière a-t-elle été accordée à la mise en œuvre du programme en matière de ressources et au suivi désagrégé en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes?</p>	<p>Quelles sont les preuves disponibles indiquant que le programme a promu l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes à différents niveaux (communauté, foyer, individu)?</p> <p>La stratégie/approche genre du programme a-t-elle été mise en œuvre, et quels ont été les résultats?</p> <p>Quelles sont les preuves disponibles suggérant des changements (positifs/négatifs) dans les dynamiques de genre et intrafamiliales en raison de la mise en œuvre du POSER?</p> <p>Quels sont les effets différentiels (le cas échéant) des changements dans les pratiques agricoles sur les hommes et les femmes?</p> <p>Dans quelle mesure le POSER a-t-il réduit les vulnérabilités des populations défavorisées (y compris environnementales, sociales et économiques) par catégorie de groupe social, c'est-à-dire les femmes? Les jeunes femmes?</p> <p>Y a-t-il des preuves d'améliorations positives dans les communautés du programme POSER en ce qui concerne les normes sociales, les attitudes, les comportements et les croyances liées à l'égalité des genres?</p> <p>La stratégie genre du POSER avait-elle des objectifs politiques visant à améliorer l'égalité des genres? Si oui, quel a été l'impact sur le cadre politique et institutionnel?</p> <p>Le système de suivi était-il réactif pour fournir des données désagrégées par genre?</p> <p>Dans quelle mesure les technologies visant à réduire la charge de travail ont-elles été promues pendant la mise en œuvre du programme et ont-elles bénéficié à la communauté, en particulier en réduisant la pénibilité pour les femmes?</p> <p>Comment les personnes ayant des besoins spéciaux se sont-elles senties représentées et prises en compte dans les processus? Des efforts ont-ils été faits pour mieux les impliquer? Que pourrait-on faire pour mieux les impliquer?</p>	<p>Éléments de preuve de changements dans les dynamiques de genre au niveau de la communauté.</p> <p>Éléments de preuve que les femmes continuent d'utiliser les technologies d'économie de travail qui ont été promues pendant le programme.</p> <p>Éléments de preuve d'une participation accrue des femmes dans les structures de leadership et de prise de décision au niveau de la communauté, en particulier dans les ACD (assemblées communautaires de développement) et les CPR.</p> <p>Éléments de preuve d'un accès équitable aux actifs communautaires créés par le programme.</p> <p>Augmentation du contrôle des ressources économiques (revenus, biens) par les femmes.</p> <p>Éléments de preuve de l'influence de la politique de genre du POSER.</p> <p>Éléments de preuve que le système de suivi a collecté des données désagrégées par genre.</p>	<p>Rapport de conception du POSER</p> <p>Rapports de supervision</p> <p>Rapport de la revue à mi-parcours</p> <p>Autoévaluation</p> <p>Documents de politique</p> <p>Étude d'impact de RIA</p> <p>Étude de satisfaction des bénéficiaires du POSER</p> <p>Méthodes de collecte de données :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• revue documentaire ;</li> <li>• entretiens avec des informateurs clés ;</li> <li>• discussions de groupe.</li> </ul>

Critères et questions d'évaluation	Sous-questions d'évaluation	Critères et indicateurs de succès	Sources de données et méthodes
<b>Performance du FIDA</b>			
<p>Dans quelle mesure le FIDA a-t-il soutenu efficacement la qualité globale de la conception, y compris les aspects liés à l'approche du projet, à la conformité et aux aspects opérationnels?</p> <p>Dans quelle mesure le FIDA a-t-il identifié et traité de manière proactive les menaces à la réalisation des objectifs de développement du projet?</p> <p>Dans quelle mesure le FIDA a-t-il soutenu efficacement l'agence d'exécution sur les aspects de la gestion de projet, de la gestion financière et de la mise en place des systèmes de suivi et d'évaluation au niveau du projet?</p> <p>Comment le FIDA s'est-il positionné et a-t-il travaillé en partenariat avec d'autres partenaires de développement?</p>	<p>Dans quelle mesure le FIDA a-t-il bien soutenu la conception du POSER, sa mise en œuvre et sa supervision? Dans quelle mesure ce soutien a-t-il été cohérent?</p> <p>Dans quelle mesure le FIDA a-t-il fourni les ressources financières et humaines nécessaires de manière adéquate et en temps opportun?</p> <p>À quel point le FIDA a-t-il été efficace pour identifier et résoudre les obstacles et soutenir la performance du POSER?</p> <p>Dans quelle mesure les bureaux du FIDA au niveau du pays et de la région ont-ils été efficaces pour fournir un soutien aux interventions du POSER?</p>	<p>Éléments de preuve d'un soutien technique adéquat fourni au programme par le FIDA.</p> <p>Éléments de preuve de l'adéquation des missions de supervision.</p> <p>Mise en œuvre d'une gestion adaptative et d'un soutien fourni au programme.</p>	<p>Rapport de conception du POSER</p> <p>Rapports de supervision</p> <p>Rapport de la revue à mi-parcours</p> <p>Autoévaluation</p> <p>Documents de politique</p> <p>Méthodes de collecte de données :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• revue documentaire ;</li> <li>• entretiens avec des informateurs clés ;</li> <li>• discussions de groupe.</li> </ul>
<b>Performance du Gouvernement</b>			
<p>Dans quelle mesure le Gouvernement a-t-il accordé une attention adéquate à la qualité de la conception (en respectant les normes de qualité disponibles) et aux attentes réalistes en matière d'objectifs et de capacité de mise en œuvre?</p> <p>Dans quelle mesure le Gouvernement a-t-il exercé une surveillance et fourni une orientation stratégique lors de la conception et pendant la mise en œuvre?</p> <p>Dans quelle mesure le Gouvernement s'est-il conformé à l'engagement de prêt et a-t-il rempli ses responsabilités</p>	<p>Dans quelle mesure le Gouvernement a-t-il fait preuve d'une appropriation suffisante dans la conception et la mise en œuvre du POSER? De quelle manière le Gouvernement a-t-il démontré son appropriation?</p> <p>Comment le Gouvernement s'est-il bien acquitté de ses engagements?</p> <p>Dans quelle mesure le Gouvernement a-t-il exercé une surveillance et une gestion du programme? Le comité de pilotage du projet a-t-il fourni des conseils adéquats?</p> <p>Dans quelle mesure le Gouvernement a-t-il mobilisé les ressources nécessaires (ressources correspondantes)? Dans quelle mesure cette mobilisation de ressources a-t-elle été opportune?</p>	<p>Éléments de preuve de l'appropriation du programme par le Gouvernement.</p> <p>Éléments de preuve d'une surveillance gouvernementale suffisante.</p> <p>Éléments de preuve de l'utilisation du processus d'approvisionnement de qualité par le Gouvernement.</p> <p>Éléments de preuve du suivi des recommandations des missions de supervision.</p>	<p>Rapport de conception du POSER</p> <p>Rapports de supervision</p> <p>Rapport de la revue à mi-parcours</p> <p>Autoévaluation</p> <p>Documents de politique</p> <p>Méthodes de collecte de données:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• revue documentaire;</li> <li>• entretiens avec des informateurs clés;</li> <li>• discussions de groupe.</li> </ul>

Critères et questions d'évaluation	Sous-questions d'évaluation	Critères et indicateurs de succès	Sources de données et méthodes
fiduciaires conformément à l'accord de prêt? Dans quelle mesure le Gouvernement a-t-il démontré son appropriation du programme?	Comment et dans quel délais le Gouvernement a-t-il résolu les obstacles à la mise en œuvre? Dans quelle mesure son action a-t-elle été opportune et rapide? Dans quelle mesure et dans quels délais le Gouvernement a-t-il traité les problèmes fiduciaires et de passation de marchés?		

---

## Graphiques et tableaux supplémentaires

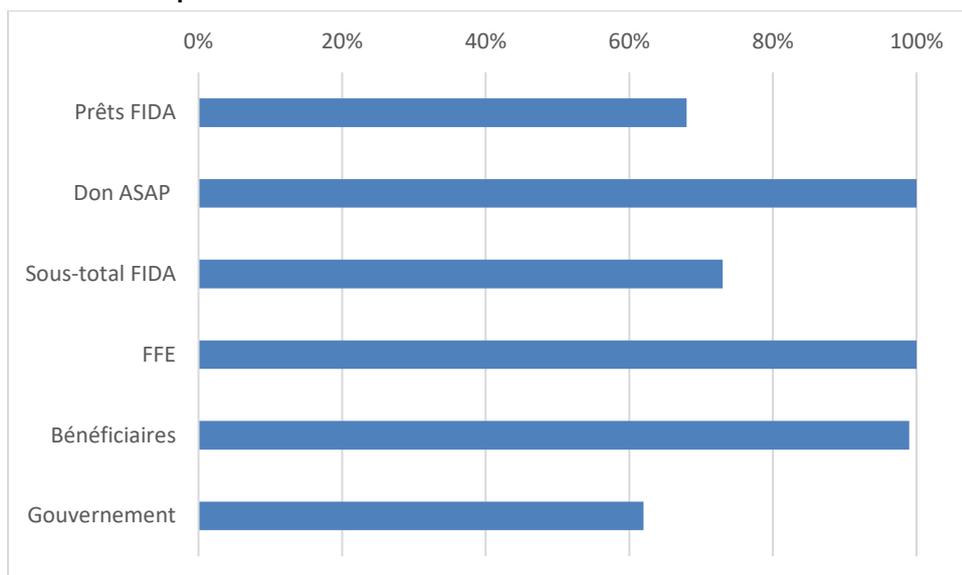
Tableau 6  
**Personnes interrogées**

Catégories des personnes interrogées	Nombre
Bénéficiaires	85
FIDA	4
Chambres municipales	5
Partenaires de mise en œuvre	10
CRP	2
Bailleur	1
Gouvernement	5
MAA	13
Techniciens MAA	9
UCP	9
Autres	2
Total	145 (77 hommes et 68 femmes)

Tableau 7  
**Points d'observation**

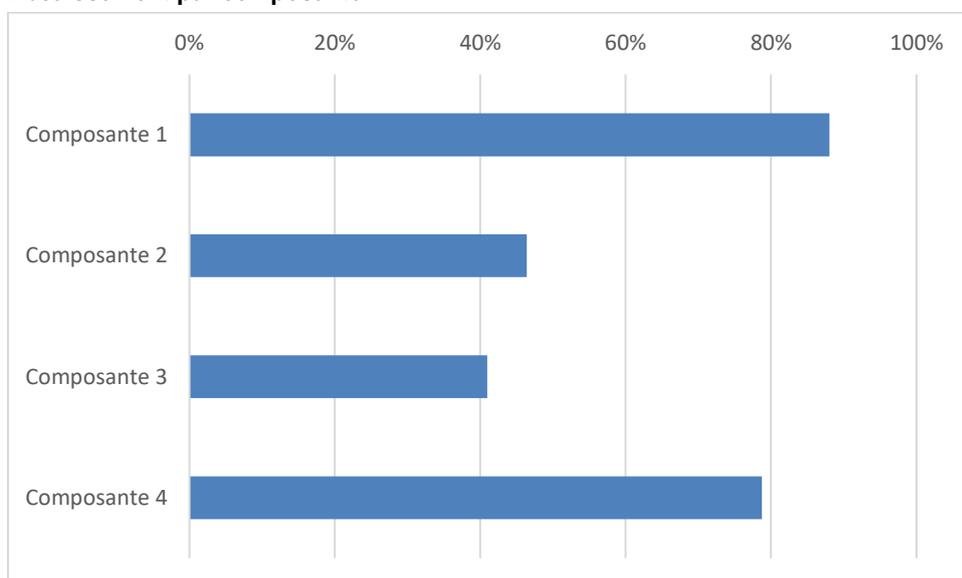
Catégories d'observations	Nombre
Élevage de poulets	1
Bateau	1
Conservation du sol et de l'eau	1
Refuges pour animaux	6
Hydroponique	1
Entrepôts	3
Gestion de l'eau	13
Boulangerie (MP)	1
Chambre de congélation	1
Élevage porcin	2
Total	30

Graphique 6  
**Décaissement par financement**



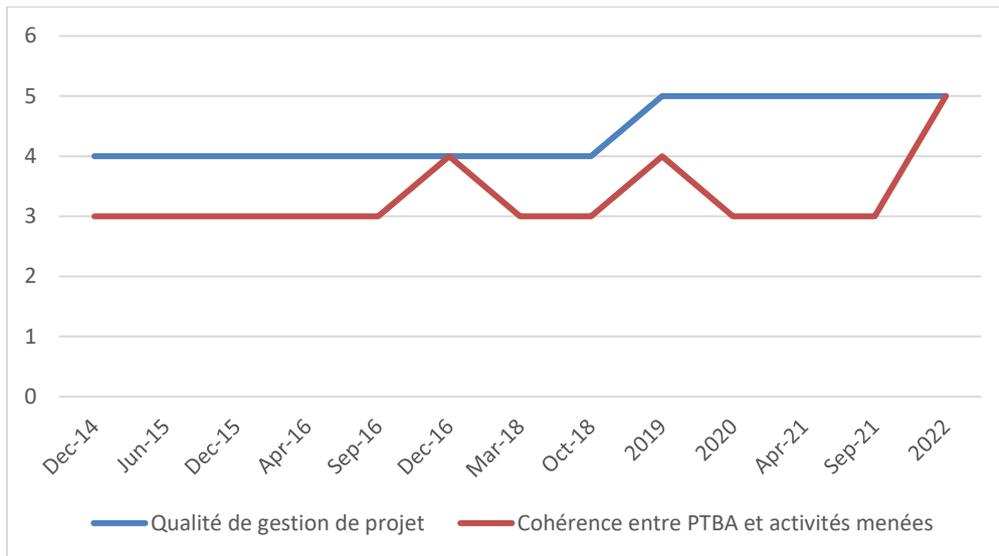
Source : données financières fournies par l'UCP.

Graphique 7  
**Décaissement par composante**



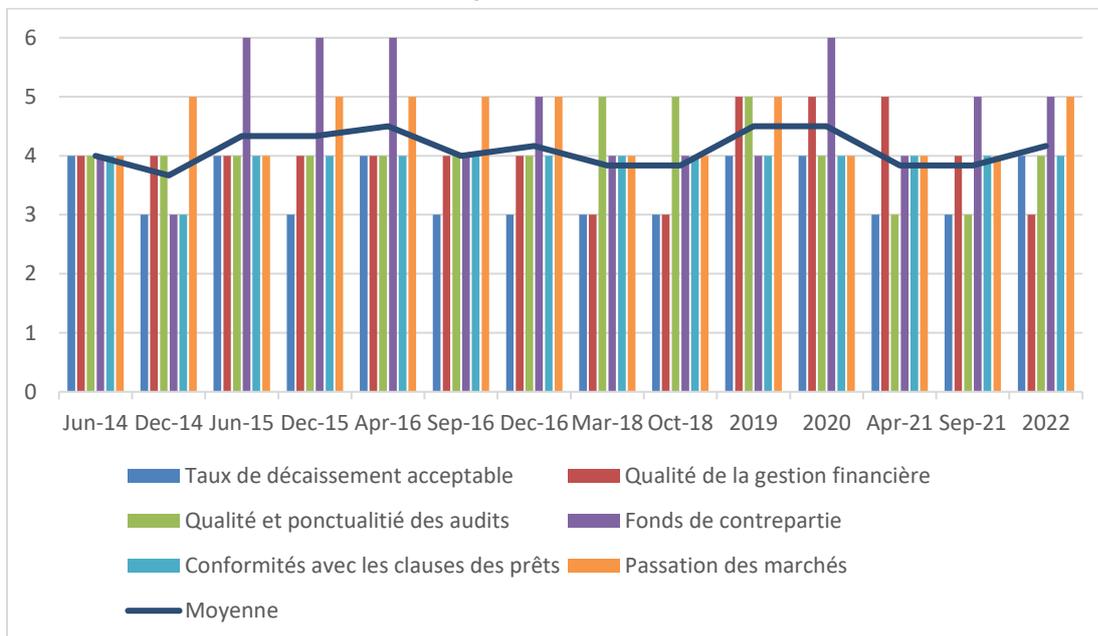
Source : données financières fournies par l'UCP.

Graphique 8  
Notes de gestion du projet



Source : SGRO.

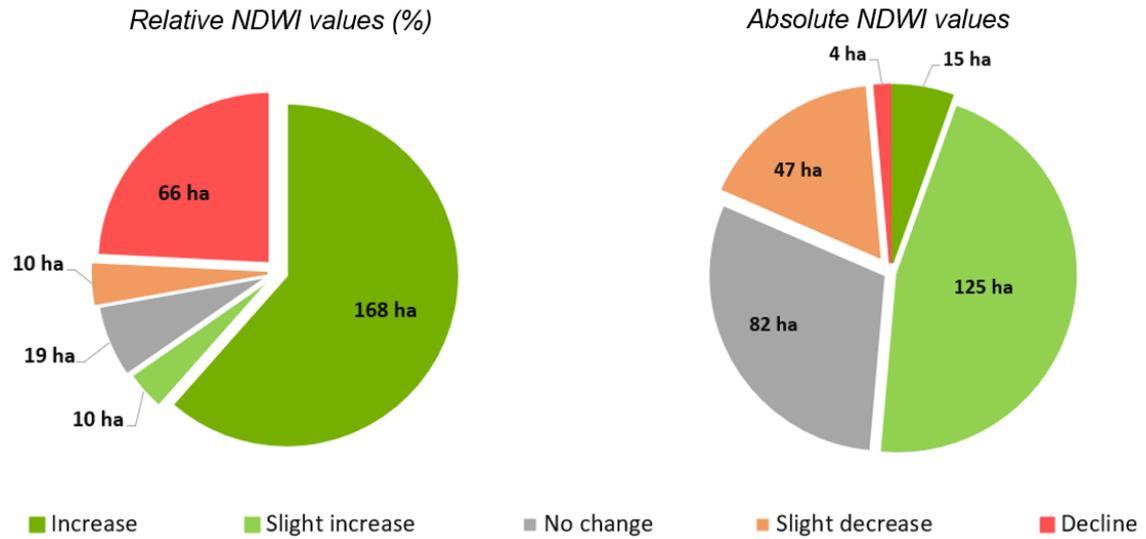
Graphique 9  
Performance sur les indicateurs clés de gestion financière



Source : SGRO.

Graphique 10

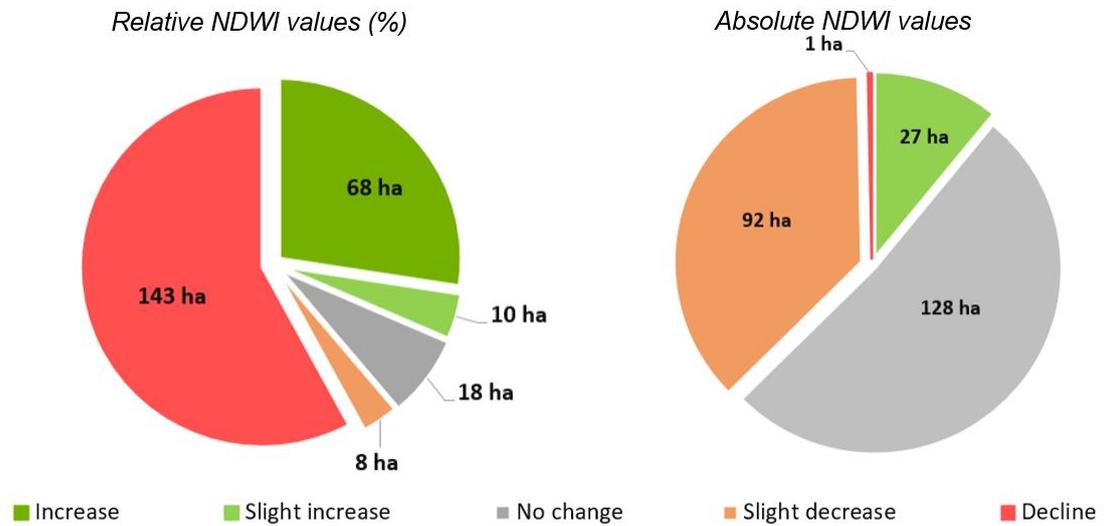
**Tendances de l'indice de différence d'eau normalisé (NDWI) pour les périmètres d'irrigation**



Source : analyse des données SIG.

Graphique 11

**Tendances de l'indice de différence d'eau normalisé (NDWI) des parcelles bénéficiant de mesures de conservation des sols**



Source : analyse des données SIG.

## Liste des personnes clés rencontrées

### Gouvernement

#### Ministère de l'agriculture et de l'environnement

Maria Rosa L. Semedo, Secrétariat exécutif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle  
Ricardo da Luz, technicien au Secrétariat national à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Eneida Rodrigues Silva, Direction générale de l'agriculture, des forêts et de l'élevage

Gracelindo Semedo, déléguée Santa Catarina, Santiago

João Vieira, délégué São Domingos, Santiago

António Andrade, délégué Santa Cruz, Santiago

João Soares, délégué Tarrafal, Santiago

Anilson Francisco L. Correia, technicien Tarrafal, Santiago

Orlando Delgado, délégué Ribeira Grande, Santo Antão

Joel Barros, délégué Porto Novo, Santo Antão

Carla Monteiro, déléguée São Vicente

Ermelindo Barros, délégué Brava

Estevão Fonseca, délégué Fogo

Júlia Roberto, déléguée São Nicolau

Teresa Silva Tavares, déléguée Maio

#### Institut national de recherche et de développement agricole

Nora Pina, Président

#### Água de Rega

Angela Moreno, Présidente

#### Institut national de météorologie et de géophysique

Domingos Veiga Mendes, Président

Denise Monteiro, administrateur exécutif

Gilson Moreno, point focal du POSER

#### Agence nationale de l'eau et de la santé

Claudio Monteiro, Président

#### POSER Unité de coordination du programme

Jaime de Pina, coordinateur

Jorge Dias, responsable suivi et évaluation

Edzana Mascarenhas, responsable composante 2 et point focal genre

Bernardino Fernandes Gonçalves, responsable composante 1

Teresa Neves, responsable financier et administratif

João Fonseca, ancien coordinateur

Walmor Pereira, facilitateur

Airy Heleno Correia Tavares, facilitateur

Kátia de Pina, assistante

#### Ministère des finances

Albertina Costa, point focal

#### Ministère de l'éducation et des sports

Henrique Fernandes, Directeur du Programme national d'alimentation et de santé scolaires (FICASE)

#### Institut capverdien pour l'égalité et l'équité des genres

Marisa Carvalho, Présidente

#### Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle

Claúdio Correia

## **Gouvernement local**

Miguel Rosa – Président de la Chambre municipale de Maio  
Jamira Duarte, Présidente par intérim de la Chambre municipale de Santa Cruz  
José Alves Mendes, Directeur de la Chambre municipale de Santa Cruz  
Zuleica Rodrigues, conseillère São Domingos  
Aníbal Fonseca, Président de la Chambre municipale de Porto Novo

## **FIDA**

Haoua Sienta, Directrice pays  
Gianluca Capaldo, Directeur pays  
Emanuele Zucchini, RIA  
Renate Hartwig, RIA

## **Institutions et donateurs internationaux**

### **Banque africaine de développement**

Joel Muzina, économiste responsable de Caí Verde

### **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**

Ana Touza, représentante de la FAO à Cabo Verde

### **Agence espagnole de coopération internationale pour le développement**

Patricia Ramos, coordonnatrice générale

## **Partenaires**

### **Association des jeunes entrepreneurs de Cabo Verde**

Claudio Monteiro

### **Centre d'études rurales et agricoles internationales**

Adriano Palma

### **Association des amis de la nature**

Aguinaldo Silva

### **ASDIS Micro Finanças**

Romina Pina  
Jerusa Teixeira

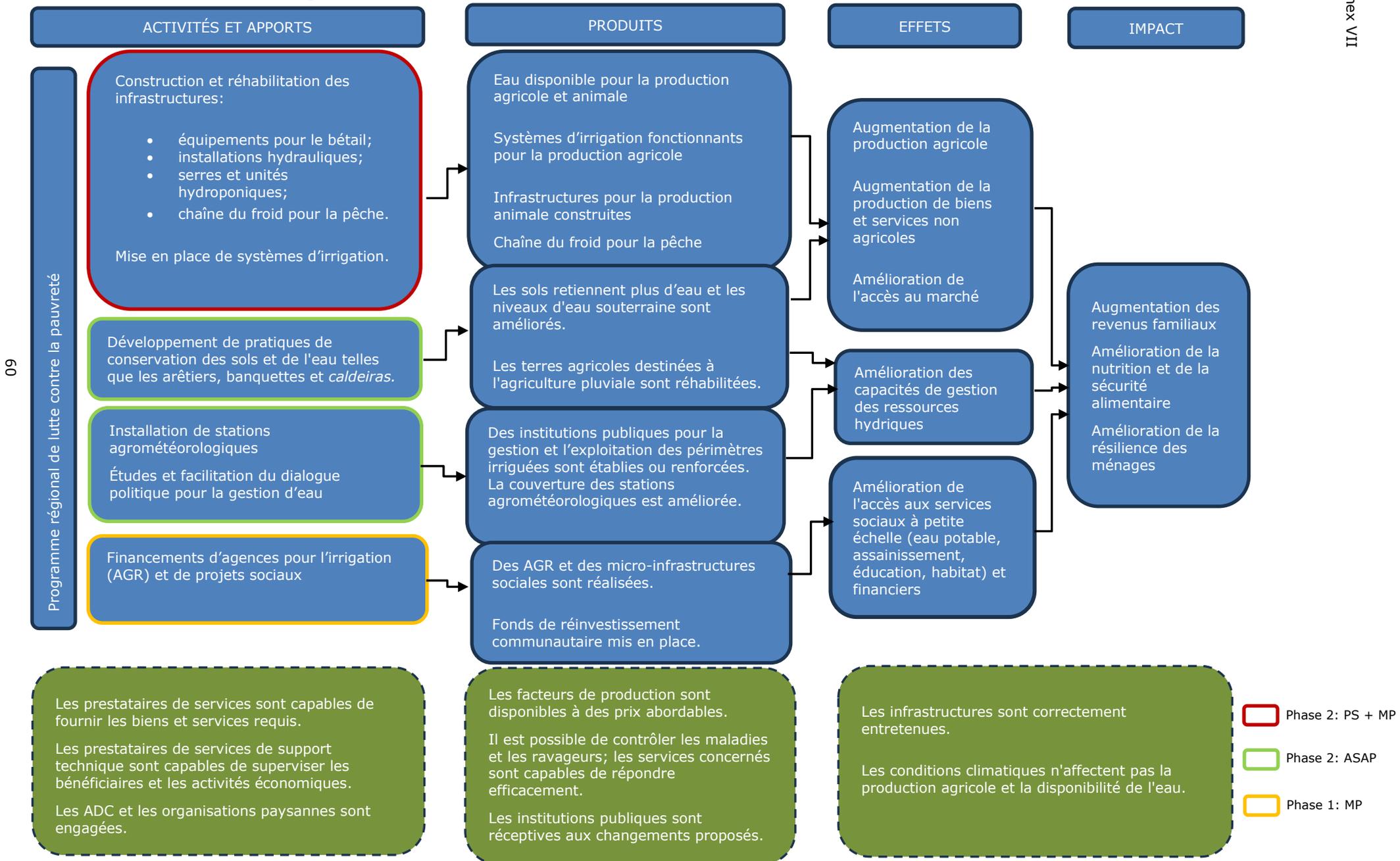
### **Commissions régionales des partenaires**

Adilson Sanches, São Vicente  
Atlermiro Correia Neves, Porto Novo

## **Bénéficiaires**

Bénéficiaires de Pedro Vaz, île de Maio  
Bénéficiaires de Ribeira Seca, île de Maio  
Bénéficiaires de João Varela, Santiago Sul  
Bénéficiaires de Moia-Moia, Santiago Sul  
Bénéficiaires de Ribeira de Picos, Santa Cruz, Santiago Norte  
Bénéficiaires de Ribeira de Picos, Órgãos pequeno, Santiago Norte  
Bénéficiaires d'Achada Leite, Santa Catarina, Santiago Centro  
Bénéficiaires de São Francisco, Praia, Santiago Sud  
Bénéficiaires de Paul, île de Santo Antão  
Bénéficiaires de Selada, Ribeira Grande, île de Santo Antão  
Bénéficiaires de Feijoal, Porto Novo, île de Santo Antão  
Bénéficiaires de Monte Trigo, Porto Novo, île de Santo Antão  
Bénéficiaires d'Alto Mira, Porto Novo, île de Santo Antão  
Bénéficiaires de Ribeira Tortolho, Porto Novo, île de Santo Antão  
Bénéficiaires de Ribeira da Cruz, Porto Novo, île de Santo Antão  
Bénéficiaires de Lajadinho, Porto Novo, île de Santo Antão  
Bénéficiaires de Tortolho, île de São Vicente

# Théorie du changement



## Bibliographie

### Documents du projet et autres documents du FIDA à Cabo Verde

#### Fonds international de développement agricole

- \_\_\_\_\_. 1996. *République de Cabo Verde. Programme d'options stratégiques de pays (COSOP)*. Rome. [webapps.ifad.org/members/eb/125/docs/french/EB-2018-125-R-31.pdf](http://webapps.ifad.org/members/eb/125/docs/french/EB-2018-125-R-31.pdf)
- \_\_\_\_\_. 2012. *Programme d'opportunités socioéconomiques rurales (POSER)*. Rapport final de conception détaillée, rapport principal et appendices. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2014a. *Rapport de supervision du POSER*. Juin 2014. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2014b. *Rapport de supervision du POSER*. Décembre 2014. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2015a. *Rapport de supervision du POSER*. Mai 2014. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2015b. *Rapport de supervision du POSER*. Décembre 2014. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2016a. *République de Cabo Verde. Note de stratégie de pays 2016-2018*. Rome. [www.ifad.org/documents/d/new-ifad.org/note-de-strategie-de-pays\\_4](http://www.ifad.org/documents/d/new-ifad.org/note-de-strategie-de-pays_4)
- \_\_\_\_\_. 2016b. *République de Cabo Verde. Programme d'opportunités socioéconomiques rurales – Climat (POSER-C)*. Rapport final de conception détaillée, rapport principal et appendices, Rome.
- \_\_\_\_\_. 2016c. *Rapport de supervision du POSER*. Juillet 2016. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2016d. *Revue à mi-parcours du POSER*. Décembre 2016. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2017. *Rapport de supervision du POSER*. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2018. *Rapport de supervision du POSER*. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2019a. *République de Cabo Verde. Programme d'options stratégiques de pays (COSOP) 2019-2024*. Rome. [webapps.ifad.org/members/eb/125/docs/french/EB-2018-125-R-31.pdf](http://webapps.ifad.org/members/eb/125/docs/french/EB-2018-125-R-31.pdf)
- \_\_\_\_\_. 2019b. *Rapport de supervision du POSER*. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2020. *Rapport de supervision du POSER*. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2021a. *Rapport de supervision du POSER*. Rome.
- \_\_\_\_\_. 2022a. *Rapport de supervision du POSER*. Rome.

#### Autres documents du FIDA

- Bureau indépendant de l'évaluation (BIE). 2018. *République de Cabo Verde. Programme de lutte contre la pauvreté rurale. Validation du rapport d'achèvement*. Rome.
- BIE. 2023. *Évaluation thématique de l'appui du FIDA à l'adaptation des petits exploitants agricoles au changement climatique - Étude de cas sur Cabo Verde*. Rome.
- FIDA. 2014c. *Revue du portefeuille régional - Afrique de l'Ouest et du Centre*. Rome.
- FIDA. 2021b. *Stratégie pluriannuelle du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA*. Rome. [Stratégie pluriannuelle du BIE](#)
- FIDA. 2022b. *Manuel de l'évaluation*. Rome.
- FIDA. 2023. *Procès-verbal de la cent quarantième session du Conseil d'administration*. Rome. [webapps.ifad.org/members/eb/140/docs/french/EB-140.pdf](http://webapps.ifad.org/members/eb/140/docs/french/EB-140.pdf)
- FIDA. 2024. *RDP II - Évaluation de la performance du projet*. Rome.

## Autres documents

- Banque africaine de développement. 2018. *Cabo Verde: Evaluation of the Bank's Country Strategy and Program 2008–2017*. Abidjan. [idev.afdb.org/sites/default/files/Evaluations/2020-03/Executive%20Summary%20Cabo%20Verde%20CSPE%20%28En%29.pdf](http://idev.afdb.org/sites/default/files/Evaluations/2020-03/Executive%20Summary%20Cabo%20Verde%20CSPE%20%28En%29.pdf)
- Banque africaine de développement. 2023. *Country Focus Report 2023 – Cabo Verde: Mobilizing Private Sector Financing for Climate and Green Growth*. Abidjan.
- Banque mondiale. 2018. *Republic of Cabo Verde: Adjusting the Development Model to Revive Growth and Strengthen Social Inclusion. Systematic Country Diagnostic*. Washington. [hdl.handle.net/10986/30550](http://hdl.handle.net/10986/30550)
- Banque mondiale. 2022. *Macro Poverty Outlook for Cabo Verde*. Washington. [Macro Poverty Outlook](#)
- Banque mondiale. 2023a. *Cabo Verde Economic Update - Climate-related shocks and fiscal sustainability: potential impacts and policy options*. Washington. [Cabo Verde Economic Update](#)
- Banque mondiale. 2023b. *Sailing Rough Seas: Accelerating Growth and Fostering Resilience to Climate Change in Cabo Verde*. Washington. [Sailing rough seas](#)
- Bündnis Entwicklung Hilft et Institut pour le droit international de la paix et des conflits armés. 2021. *World Risk Report 2021*. Berlin.
- Direction nationale du plan. 2021. *Rapport national volontaire sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030*. Praia.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2019. *Climate Smart Agriculture in Cabo Verde*. Rome. [openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/ca5405en](http://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/ca5405en)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2023. *Evaluation of FAO's contribution to Cabo Verde 2018–2022*. Rome. [FAO's contribution](#)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2023. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*. Rome.
- Instituto Nacional de Desenvolvimento das Pescas. 2018. *Relatório do levantamento do estado atual dos projetos do setor das pescas financiados pelo POSER 2014-2017*. Mindelo, Cabo Verde.
- Institut national de la statistique. 2018. *Données 2018*. Praia.
- Institut national de la statistique. 2020. *Statistiques du marché du travail 2020*. Praia.
- Institut national de la statistique. 2021. *Recensement général de la population et de l'habitation*. Praia.
- Institut national de la statistique. 2022. *Données 2022*. Praia.
- Ministère des finances. 2021. *Voluntary Review on the implementation of the Sustainable Development Goals*. Praia.
- Ministère de l'agriculture et de l'environnement. 2021a. *Cabo Verde – 2020 Update to the first Nationally Determined Contribution*. Praia. [unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-CaboVerdeupdate](http://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-CaboVerdeupdate)
- Ministère de l'agriculture et de l'environnement. 2021b. *Estudo Comparativo: Diagnóstico do Perfil das ACDs Parceiras do POSER e seu Papel (Potencial ou Real) na Promoção de Organizações de Cariz Económico nas suas Comunidades*. Praia.

Monteiro F., Fortes, A., Ferreira, V., Pereira Essoh, A., Gomes, I., Manuel Correia, A. et Manuel Romeiras, M. 2020. «Current Status and Trends in Cabo Verde Agriculture» in *Agronomy* 2020, 10, 74. doi.org/10.3390/agronomy10010074

Organisation de coopération et de développement économiques. 2023. *Panorama de l'aide au développement*. Paris.

Organisation des Nations Unies. 2022. *Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour Cabo Verde 2023-2027*. New York, États-Unis.

ONU Femmes. 2018. *Cabo Verde: Country gender profile*. New York, États-Unis.

PARM (Plateforme pour la gestion des risques agricoles). 2019. *Cabo Verde – Rapport final. Approche holistique à la gestion des risques agricoles: nouvelles opportunités pour l'investissement dans l'agriculture*.

[www.p4arm.org/app/uploads/2019/09/PARM\\_CaboVerde\\_CountryFinalReport\\_Sept-2019.pdf](http://www.p4arm.org/app/uploads/2019/09/PARM_CaboVerde_CountryFinalReport_Sept-2019.pdf)



Bureau Indépendant de l'Évaluation  
Fonds International de Développement Agricole  
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: [evaluation@ifad.org](mailto:evaluation@ifad.org)  
<https://www.ifad.org/evaluation>  
 <https://x.com/IFADeval>  
 <https://www.youtube.com/IFADevaluation>

